

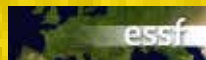
BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE

n° 30 – 4 juin 2024

page*2:
Éditions Page 2

SYLÉPSE
ÉDITIONS



Brigades éditoriales de solidarité

Les Brigades éditoriales de solidarité ont été créées au lendemain de l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine. Elles regroupent les éditions Syllepse (Paris), Page 2 (Lausanne), M Éditeur (Montréal), Spartacus (Paris) et Massari (Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, les blogs *Entre les lignes entre les mots* (Paris) et *Utopia Rossa*, ainsi que le Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et le Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

À l'encontre: <https://alencontre.org/>

Centre Tricontinental: www.cetri.be/

ContreTemps: lesdossiers-contretemps.org

Éditions Page 2: <https://alencontre.org/>

Éditions Spartacus: www.editions-spartacus.fr

Éditions Syllepse: www.syllepse.net

Massari Editore, www.massarieditore.it

Entre les lignes, entre les mots: <https://entre-leslignesentrelesmots.blog/>

Europe solidaire sans frontières: www.europe-solidaire.org

Les Utopiques: lesutopiques.org

M Éditeur: <https://m-editeur.info/>

New Politics: newpol.org/

Réseau syndical international de solidarité et de luttes: laboursolidarity.org

Utopia Rossa: <http://utopiarossa.blogspot.com>



Du n° 1 (3 mars 2022, soit neuf jours après le début de l'invasion) au n° 27 (22 février 2024), en 24 mois, les Brigades éditoriales de solidarité ont publié 27 numéros soit quelque 655 articles sur 2834 pages.

Nous avons également publié deux brochures en téléchargement: *Marko Bocjun, un marxiste ukrainien*; *Bilkis, un groupe féministe ukrainien*; 1 bande dessinée (en téléchargement): *Une «ostarbieter» de 3 ans*.

Ainsi que six livres: *Liberté et démocratie pour les peuples d'Ukraine* (Brigades éditoriales de solidarité); *Solidarité syndicale en temps de guerre* (Réseau syndical de solidarité et de luttes); *Maksym Butkevych* (Comité français du Résu); *L'Ukraine insurgée* (Brigades éditoriales de solidarité); *L'Ukraine en toutes lettres* (Brigades éditoriales de solidarité, traduit et publié en italien par les éditions Utopia Rossa); *Jours gris et nuages d'acier sur l'Ukraine* (Bernard Dréano).

Sans oublier deux numéros de revues axées sur l'Ukraine: *Les Utopiques* (Union syndicale Solidaires) et *ContreTemps*.

À cela s'ajoutent quatre livres en ukrainien pour le compte de la maison d'édition ukrainienne en exil Medusa, l'organisation d'un salon du livre ukrainien avec le Comité français du Résu... et la participation régulière au Comité français du Résu.

4 JUIN 2024

ISBN: 979-10-399-0237-3

ÉDITIONS SYLLEPSE

69, RUE DES RIGOLLES, 75020 PARIS

Illustration de couverture: © Natacha Nisic, *Breaking Dreams, Breaking Lives*, mars 2022, The Crown Project. Illustrations intérieures: DR et collections particulières.

Table des matières

V COMME VIVAT!
PATRICK SILBERSTEIN
5

LES FAUX-SEMBLANTS DE LA BATAILLE DE KHARKIV
ANTOINE RABADAN
8

SOLDAT·ES UKRAINIEN·NES?
DÉCLARATION DE L'ASSOCIATION DE FEMMES VÉTÉRANES UKRAINIENNES VETERANKA
13

MOBILISATION NOUVELLE MANIÈRE = CRISE DU MODÈLE LIBÉRAL DE L'EMPLOI?
VITALIY DUDIN
15

AU CŒUR DU RECRUTEMENT
FERMIN TORRANO
20

TRAUMATISMES DES ANCIENS PRISONNIERS DE GUERRE
CARLOTTA GALL ET OLEKSANDR CHUBKO
25

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

L'AIDE HUMANITAIRE: ENTRE HÉRITAGES DE L'ÈRE SOVIÉTIQUE ET DÉFIS DU 21^E SIÈCLE
FRANÇOIS GRUNEWALD
31

UKRAINE SOLIDARITÉ
LETTRE D'INFORMATION DU COMITÉ BELGE DU RÉSEAU EUROPÉEN DE SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAINE
39

ÉCLAIRAGES

LA PALESTINE, L'UKRAINE ET LA CRISE DES EMPIRES
SIMON PIRANI
43

SOMMES-NOUS BIEN PRÉPARÉS AUX GUERRES IMPÉRIALES À VENIR?
RENATE HÜRTGEN
56

L'UKRAINE DANS L'IMAGINAIRE RUSSE
HANNA PEREKHODA
63



PENDANT LA GUERRE LA LUTTE CONTINUE

« DANS LES HÔPITAUX, CEUX ET CELLES QUI SE BATTENT POUR LEURS DROITS SONT COMBATTUS »

OKSANA SLOBODIANA

66

OBSTACLES ET DÉFIS POUR LE PERSONNEL MÉDICAL EN TEMPS DE GUERRE

IGNACY JÓŹWIAK

71

COMMENT L'UKRAINE SOUTIENT (OU PAS) CEUX QUI « NE S'INTÈGRENT PAS SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL »

ALEXANDER KITRAL

76

LA VIE ÉTUDIANTE UKRAINIENNE ENTRE NÉOLIBÉRALISME ET GUERRE

KARINA CHMELIUK

82

ODESSA: ÉTUDIANTS ET MILITAIRES REPOUSSENT L'EXTRÊME DROITE

87

UN IMPORTANT APPEL DE SYNDICALISTES UKRAINIENS

PATRICK LE TRÉHONDAT ET CHRISTIAN MAHIEUX

92

CHRONIQUE DES ÉVÉNEMENTS COURANTS

97

RETOUR VERS LE FUTUR

TATARS DE CRIMÉE

SOPHIE BOUCHET-PETERSEN

103

BOÎTE ALERTE

UNE EXPOSITION INTERNATIONALE À MONS

110



V comme Vivat!

PATRICK SILBERSTEIN¹

Ce 30^e numéro de *Soutien à l'Ukraine résistante* est dédié aux éditions Vivat, à l'imprimerie Faktor et aux sept ouvriers imprimeurs tués à leur poste de travail. Il est également dédié aux écrivains et aux écrivaines assassiné-es et aux quelque 600 bibliothèques détruites, aux centres culturels incendiés et aux musées pillés depuis le début de l'invasion de l'Ukraine à grande échelle.

Le 23 mai 2024, délibérément, le Kremlin a lancé trois de ses missiles intelligents – c'est-à-dire programmés pour atteindre une cible donnée – sur l'imprimerie Faktor, l'imprimerie du principal éditeur d'Ukraine, Vivat.

Un autodafé géant: 50 000 livres détruits en une fraction de seconde. Fahrenheit 451/2.0. Si Goebbels dégainait, dit-on, son revolver quand il entendait parler de culture, Poutine, lui, envoie ses missiles intelligents détruire l'intelligence. Autre époque, même méthodes. Les étoiles jumelles!

Les Brigades éditoriales de solidarité avaient publié en février 2023 un abécédaire: *L'Ukraine en toutes lettres*. C'est en hommage aux éditions Vivat que nous déclinerons et enrichirons la lettre V dans ce numéro 30 de *Soutien à l'Ukraine résistante*.

V comme V2

8 septembre 1944, le premier missile balistique de l'histoire (pas encore intelligent mais déjà conçu pour la terreur de masse) s'abat sur Maisons-Alfort en région parisienne. Dans les jours qui suivent, les missiles du Reich frappent Londres, Liège ou

encore Anvers, où l'engin fait 567 morts en s'abattant sur le cinéma Rex.

V comme Véhicule blindé de l'avant

Les combattants de la 108^e brigade ukrainienne ont annoncé la mise en service d'un nouveau type de drone terrestre. Conçu et assemblé grâce à l'initiative populaire («Les fonds ont été alloués par les combattants, leurs familles, les entrepreneurs et les bénévoles»), le drone a été baptisé: «Makhno».

V comme Verbatim

Le blitz russe de l'hiver 2022 sur Kyiv ayant été repoussé par la levée en masse du peuple ukrainien, on a pu entendre dire que l'armée de Poutine «n'avait pas marché» sur la capitale ukrainienne.

V comme Vomir (envie de)

Voir Verbatim.

V comme (Ville de) Karkhiv

«Lorsque la ville se trouve privée de courant, les visiteurs suivent les expositions [du musée de la ville qui est restée ouvert au public] à la lumière de leur téléphone» (*Le Monde*, 28 mai 2024).



V comme Vote aux élections européennes

On se reportera aux réponses apportées par les têtes de liste au questionnaire que leur ont adressé le comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine.

V comme Virusse

Grâce aux services spéciaux rusches, les mains rouges et les étoiles bleues ont essaimé sur les lieux de mémoire parisiens de la «solution finale de la question juive».

V comme Voyoux

Stipendiés par les services du Kremlin, ils font les basses œuvres de la propagande poutinienne. Notons que les commanditaires tiennent à faire savoir d'où vient le coup, sinon comment expliquer

1. Patrick Silberstein est membre des Brigades éditoriales de solidarité.

que des hommes de main, même inexpérimentés, ne pensent pas à éteindre leur téléphone?

V comme Vélodrome

Le stade marseillais accueillait en février dernier la rencontre entre l'OM et le Chakhtar Donetsk, le club ukrainien désormais installé à Lviv. Deux cents Ukrainien·nes de Marseille ont assisté au match avec le drapeau de leur pays sur les épaules.

V comme Violence sociale

On se reportera à la rubrique «Pendant la guerre la lutte continue», qui rend compte du double combat qui se mène en Ukraine: une guerre de libération nationale contre l'impérialisme russe et une lutte incessante et dialectiquement liée à la guerre contre les politiques néolibérales du gouvernement ukrainien; politiques qui non seulement vont à l'encontre des intérêts populaires mais qui minent la lutte contre l'envahisseur.



V comme Veteranka

Organisation de femmes vétéranes de l'armée ukrainienne. Voir *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 29.

V comme Victoria Amelina

Romancière ukrainienne tuée dans un bombardement.

V comme Verd. i

Voir p. 56.

V comme Victoire

Si elle n'est pas au bout du fusil, elle dépend des armes dont l'Ukraine a besoin. «Une victoire de Poutine en Ukraine sera un succès pour la politique autoritaire réactionnaire dans le monde entier», voir p. 56.

V comme Vpered

Voir *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 29.

V comme Vague

«Compte tenu de l'aggravation sur le front, l'Ukraine ne pourra pas se passer d'une nouvelle vague de mobilisation, mais la question se pose de savoir comment concilier ses objectifs avec la stabilité économique et assurer le bien-être général», voir p. 15.

V comme Viva Ucraina

www.youtube.com/watch?v=6Z0e-LncLYk.

V comme Violences sexuelles

«Une arme de guerre? Quelques réflexions sur la violence sexuelle pendant la guerre russe en Ukraine», *Entre les lignes entre les mots*.

V comme Viols

Voir Violences sexuelles.

V comme Verkhovna Rada Oukraïny

«Leader du mouvement national tatar, fervent défenseur de l'indépendance et de la démocratie ukrainiennes, il est aujourd'hui, à 80 ans, député à la Rada», voir p. 103.

V comme Vie civile

«C'est ainsi que de nombreux anciens prisonniers trouvent qu'il est plus facile de retourner au front que de retrouver la vie civile», voir p. 25.

V comme Violation du droit international

«Sommes-nous bien préparés aux guerres impériales à venir?», voir p. 56.

V comme Volontaires

«L'approche de l'armée consiste à demander à chacun de se rendre physiquement à la base territoriale et de s'y porter volontaire», p. 20.

V comme Vigilance

«Il nous faudra une grande vigilance pour soutenir les forces sociales, les syndicats, les acteurs de la jeunesse, les mouvements écologistes, pour que

l'Ukraine de demain ne soit pas qu'un marché où les acteurs économiques internationaux viendront trouver des contrats à haut niveau de rentabilité, avec une main-d'œuvre peu chère et des produits à des prix défiant toute concurrence», p. 31.

V comme Valeurs

«La sécurité et le bien-être de nos familles et ami·es sont pour nous des valeurs primordiales ; elles nous font tenir le coup. Pourtant, il est malheureusement clair que l'Ukraine d'après-guerre ne pourra pas offrir des possibilités d'une vie décente si les salarié·es ne disposent pas des moyens de pression nécessaires pour résoudre leurs problèmes», voir p. 88.

V comme Versaillais

Le peuple de Kyiv en armes a repoussé les Versaillais de Poutine.

V comme Vital

«Un autre élément vital dans ce processus est de construire des relations entre le mouvement dans les pays occidentaux, en Europe de l'Est et dans l'ensemble des pays du Sud, où la guerre à Gaza a produit une vague de répulsion contre l'impérialisme, et la volonté de le vaincre, dans une nouvelle génération», voir p. 39.

V comme Vampire

Système antidrones à guidage laser.

V comme Volgograd

Ancienne Stalingrad, ville symbole de la résistances des peuples de l'URSS au Reich allemand. En ville, les affiches du fond de soutien à l'«opération spéciale» portent en grosses lettres rouges le mot «Stalingrad».

V comme Verlan

Selon un récit apocryphe, la ville d'Odessa doit son nom à Catherine de Russie qui, férue de français,

aurait déclaré à propos de la ville portuaire : «Assez d'eau», ce qui serait devenu «Odessa».

V comme Vidéosurveillance

L'Armée informatique d'Ukraine, composée de plusieurs dizaines de milliers de volontaires, a neutralisé les caméras de vidéosurveillance qui ont été piratées par les services russes pour espionner certaines infrastructures et en faire des cibles.

V comme Victimes

Voir «Tatars de Crimée», p. 103.

V comme Vietnam

Voir «L'Ukraine et le pacifisme», [Soutien à l'Ukraine résistante](#), n° 10.

V comme Vladimir Poutine

«Z».

V comme Vitaliy, Volodymyr, Vladislav...

V comme Vivat!



Les faux-semblants de la bataille de Kharkiv

ANTOINE RABADAN¹



L'offensive russe, déclenchée le 10 mai, sur la région de Kharkiv, au nord de l'Ukraine, fait beaucoup parler d'elle, ou plutôt a beaucoup fait parler d'elle car, au jour où s'écrivent ces lignes (26 mai), elle est bloquée. Signe qui ne trompe pas, les classiques communiqués triomphalistes sur cette attaque des propagandistes russes, relayés par leurs ami.e.s prorusses du monde, se font des plus rares, il y a des limites au déversement de loufoqueries auquel ils et elles nous habituent. Mais, comme on le voit à propos de ces événements de Kharkiv, il leur arrive de déstabiliser leurs destinataires, entre autres, parmi les moins immunisé-es antifakes d'entre nous les solidaires de l'Ukraine : et cela par défaut de vigilance, difficile à contrer, vis-à-vis de ce qui se donne à voir à la surface des choses. Spécialement du mouvement des choses, de ses ressorts internes et des effets qu'ils induisent, dans le cas qui nous intéresse, sur le plan décisif des tactiques/stratégies militaires.

257 km² en une semaine...

Il est vrai qu'en quelques jours l'avancée des troupes russes a été foudroyante, enfin, c'est ce que nous avons lu ici et là. Donnons un seul exemple significatif de l'emballlement médiatique occasionné : « Guerre

en Ukraine : les cartes de l'avancée russe, la percée la plus importante des dix-huit derniers mois », « le gain de territoire ukrainien le plus important depuis un an et demi. [...] 257 km² en une semaine. [...] Les forces russes n'avaient plus réalisé d'avancée aussi rapide en territoire ukrainien depuis la mi-décembre 2022 », nous annonce *Huffpost* le 16 mai². Cela dit, soyons justes, quelques lignes plus loin, *Huffpost* se sent obligé de sortir du sensationnalisme bluffant de son ouverture pour poser les bons repères (tout est dans le « cependant » !) :

Depuis le début de l'année 2024, la Russie a conquis environ 800 km², soit plus que sur l'ensemble de l'année 2023 (600 km²). Cette avancée reste cependant très modérée, puisqu'elle représente moins de 1 % du territoire ukrainien actuellement contrôlé par Moscou.

Et oui, tout ça, 257 km² en une semaine, pour ça, obtenir 800 km² depuis le début de l'année, soit même pas 1 % du territoire ukrainien occupé par les Russes... Rajoutons-en un peu : ces 257 km² pèsent exactement 0,24 % dans l'ensemble des territoires occupés (Crimée comprise) à ce jour qui, lui, s'élève à ce jour, à 17,62 % soit 106 361 km² sur les quelque 603 550 km² que compte le territoire ukrainien avant intrusions annexionnistes russes ! Si vous préférez visualiser les ordres de grandeurs, reportez-vous au très parlant jeu de couleurs de la cartographie (voir ci-joint), établie par *Le Monde*, des gains et pertes territoriales depuis le début de l'invasion le 24 février 2022 jusqu'en février 2024³.

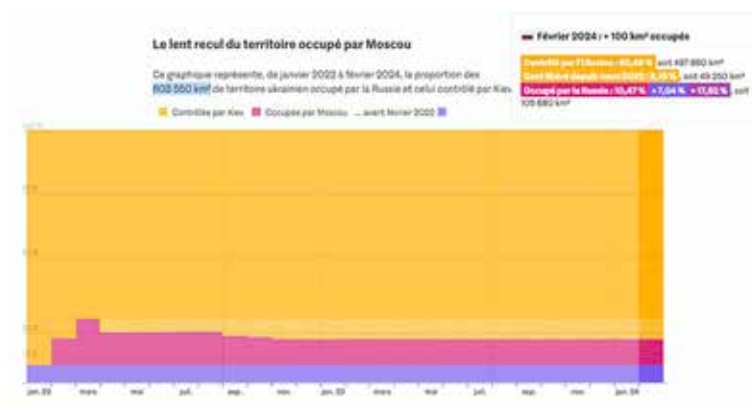
1. Antoine Rabadan est membre du Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine.

2. www.huffingtonpost.fr/international/article/guerre-en-ukraine-les-cartes-de-l-avancee-russe-la-percee-la-plus-importante-des-18-derniers-mois_234018.html.

3. www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2024/02/12/guerre-en-ukraine-sur-un-front-quasi-fige-en-2023-les-maigres-gains-territo-

Il apparaît nettement que ces 106361 km² que les Russes occupent après leur foudroyante avancée sur Kharkiv correspondent, à peu de choses près à la surface conquise par eux depuis... novembre 2022 (105500 km²)! Plus de surplace conquérant, tu meurs! Pardon pour cette sortie qui ne doit pas faire oublier le terriblement lourd bilan humain (sans parler du bilan matériel) que ces... gains territoriaux russes gelés provoquent. Côté ukrainien: 300 000 soldats ukrainiens mis hors de combat dont 75 000 tués (chiffres de mars 2024 selon Michel Goya); 10 600 civils tués et près de 20 000 disparus (entre 2022 et 2024 selon l'ONU); côté russe: quelque 350 000 tués et blessés (entre février 2022 et mars 2024 selon les sources américaines). Derrière le dérisoire des acquis territoriaux russes en Ukraine, se niche le tragique et exponentiel bilan humain dont devra bien rendre compte le criminel du Kremlin. C'est d'ailleurs ce rapport du nombre de personnes tuées, blessées ou portées disparues aux kilomètres carrés gagnés et au temps mis pour les gagner et ne plus en gagner qui devrait être le baromètre premier de l'impasse stratégique dans laquelle est enfermée la Russie de Poutine ainsi que le signifiant de la double nature corrélée du régime en place: d'une part, *néo-fasciste* par l'écrasement méthodiquement institué de toute opposition et atomisation/passivisation de l'ensemble de la population à l'intérieur et, d'autre part, *impérialiste* tendanciellement génocidaire-fascisant à l'extérieur, c'est-à-dire transformant la population civile du pays envahi en cible militaire à détruire, sans états d'âme et en rupture totale avec le droit de la guerre et, tout court, le droit international. Le tout reposant sur une infernale dialectique de l'intérieur/

riaux-de-kiev-sont-grignotes-ailleurs-par-la-russie_6156776_4355771.html.



extérieur qui, depuis la logique absolue de *conquête territoriale* au cœur de l'agression contre l'Ukraine ne tenant aucun compte du nombre de victimes, tant civiles que militaires, dans ce dernier cas impliquant ses propres soldats, fait advenir progressivement une *conquête de peuplement* élargissant la domination néofasciste que subit le peuple russe à la population restée dans les territoires occupés et annexés d'Ukraine. À quoi s'ajoute, enfin, comme vecteur essentiel d'une russification militariste totalitaire de ces territoires, un processus progressif de *colonisation de (re)peuplement* proprement russe! On n'oubliera pas, au demeurant, dans ce repérage dialectique, l'interaction essentielle à la compréhension de ce qui se passe dans la zone de Kharkiv comme dans le reste de l'Ukraine, entre le déclenchement de cette guerre extérieure et le basculement politique interne vers la (néo)fascisation totale/totalitaire du régime russe, jusque là seulement tendancielle.

Kharkiv et le bluff russe

Les éléments constitutifs de la guerre en cours étant placés dans leur contexte géopolitique, sans aucune prétention à l'exhaustivité, il nous faut convenir que





raisonner, c'est le mot, en évaluations de gains (et de pertes) territoriales est le premier indicateur fondamental permettant d'apprécier les rapports de force entre belligérants, qui plus est, quand nous avons affaire, comme c'est le cas en Ukraine, prioritairement, à ce stade de la guerre, à un processus de conquête territoriale. Lequel processus n'autorise aucunement à surestimer une puissance offensive russe en Ukraine qui se donne à voir comme une puissance de destruction et de crimes mais dépourvue de capacité tactique comme stratégique à créer les percées du front nécessaires à concrétiser l'objectif affirmé de conquête de territoire. Ce qui se passe à Kharkiv confirme ce constat contre beaucoup de ce qui s'en est dit et écrit. Voyons cela de plus près.



Pour cerner le plus possible le sens de l'offensive sur Kharkiv dans l'ensemble de la tactique générale déployée par le haut commandement russe, on peut partir de ce que Yohann Michel, universitaire et chercheur à l'Institut d'études de stratégie et défense (IESD) de l'université Lyon 3, appelle, dans une entrevue vidéo sur la guerre en Ukraine, un « blocage tactique¹ », notion d'usage parmi les spécialistes des questions militaires, convoquant directement, pour ce qui nous intéresse, la problématique des gains et pertes territoriales. Résumons: ce blocage tactique désigne, entre autres, l'impasse de situation d'une armée qui n'avance plus, exactement le

cas des Russes sur le front, nous l'avons vu, depuis novembre 2022. Attaquer sur la région de Kharkiv peut, à partir de là, c'est l'avis de Yohann Michel, se comprendre, non comme une tentative russe de prendre la ville éponyme, ce qui est jugé totalement irréaliste par les spécialistes militaires tellement l'armée russe est à bout de souffle, mais comme celle de débloquer la situation sur le front proche du Donbass (dont l'occupation totale du sous-ensemble de l'oblast de Donetsk, autour de Chassiv Yar, est, elle, un objectif central pour Poutine) où les Russes concentrent actuellement le plus gros de leur puissance de feu. Débloquent par Kharkiv le front du Donbass, comment? En obligeant les Ukrainiens à dégarnir celui-ci d'une partie de leurs unités afin de renforcer le nouveau front nord et ainsi, par l'affaiblissement induit des défenses, à ouvrir la voie aux Russes pour finir d'occuper le Donbass. L'opération Kharkiv serait ainsi un énorme bluff tactique (pas le premier du genre chez ceux-ci), une diversion en règle: faire croire que l'objectif est de prendre un endroit alors qu'il est ailleurs.

La fenêtre d'opportunité qui va se fermer

Mais ce qui se passe à Kharkiv peut aussi s'entendre, sans contredire ce qui vient d'être dit, dans une logique de « une pierre, deux coups », comme motivé plus fondamentalement par la considération chez les dirigeants russes que le coût de ce gel général du front pourrait devenir politiquement dangereux.

En premier lieu, par les pertes humaines et matérielles déjà subies pour un piètre résultat militaire d'ensemble, qu'une reprise complète du Donbass pourrait seulement atténuer. Il n'est probablement pas sûr, dans l'esprit des dirigeants russes, que les

1. www.mediapart.fr/journal/international/230524/l-ukraine-est-elle-en-train-de-perdre-la-guerre.

verrouillages néofascistes de la société russe puissent contenir le mécontentement qu'une absence de victoires ferait monter. Mécontentement possiblement exacerbé par la nécessité pour Poutine de recourir, pour prolonger sa guerre aussi stérile que meurtrière pour les Russes eux-mêmes, à une nouvelle mobilisation de recrutement de chair à canon.

Mais situation potentiellement dangereuse, en second lieu, par la perspective d'une stabilisation ou même d'une inversion du rapport de force militaire que permettrait la toute prochaine arrivée massive des armements occidentaux et qui amènerait les Ukrainiens à ruiner, auprès de la population russe, la propagande exaltée de victoires plus que jamais introuvables. Qui amènerait même à faire sentir à la population russe le boulet de défaites cuisantes de son armée dont témoignerait une relance des conquêtes territoriales ukrainiennes, toutes localisées et partielles qu'elles pourraient être dans l'immédiat. Cette relance pourrait, au surplus, s'articuler au double accroissement des frappes sur la zone terrestre clé, pour l'Ukraine, de la Crimée et de son emprise sur la mer Noire² et même au-delà, à proximité des zones frontalières de la Russie, spécialement de Rostov-sur-le-Don où siège le quartier général de l'armée russe déployée en Ukraine.

Dans ce scénario, par la poussée à Kharkiv, la Russie aurait cherché à jouer son va-tout dans la conscience que la fenêtre d'opportunité ouverte par le tarissement des approvisionnements en armes de l'Ukraine est près de se refermer sans qu'elle ait pu

2. Selon Yohann Michel, la destruction par missiles de longue portée du seul pont de Kertch, déjà attaqué par les Ukrainiens sans parvenir à le détruire, reliant directement la Crimée à la Russie et constituant le passage de la logistique militaire vers le flanc sud de l'armée russe signifierait une diminution de 60 % de cette logistique ! Ce qui permettrait en fait de conquérir la Crimée.

percer les lignes de défense ukrainienne et qu'il va lui être très difficile, pour des raisons intérieures comme extérieures, de continuer à buter sur elles au prix du sang versé exponentiellement. Et probablement devoir se résoudre, à son tour, à retrouver un positionnement tactique défensif peu glorieux, si ce n'est à connotation désastreuse, si une poussée ukrainienne enfin bien armée obtenait des succès en termes de... gains territoriaux.

Le bluff sur Kharkiv pourrait, prudence du conditionnel, bien être la dernière tentative désespérée d'engranger au moins, sur le Donbass, une victoire certes petit bras mais, propagande aidant, valorisable immédiatement auprès des Russes comme exploit de la grande Russie éternelle, etc. et ainsi prémunissant le régime contre une dangereuse perte de crédit politique auprès de ceux-ci ou lui permettant *a minima* de la circonscrire. L'actuel blocage des avancées russes sur Kharkiv et les contre-attaques qu'y engagent les Ukrainiens, si elles aboutissent, sans qu'ait été débloquée l'offensive russe du Donbass, signeront l'échec de la manœuvre de diversion opérée sur la région de Kharkiv assombrissant des perspectives militaires déjà peu réjouissantes.

D'autres données récentes pourraient ajouter de la lumière sur la phase de la guerre qui s'ouvre à partir de ce qui se passe à Kharkiv. Entre autres, confirmant ce qu'expriment les lignes ci-dessus, la crainte pour la Russie que, comme le demandent avec toujours plus d'insistance les Ukrainiens en suscitant de plus en plus d'approbations parmi les alliés (de la part de l'OTAN en particulier), les Américains, en premier lieu, leur reconnaissent le droit, jusqu'ici refusé, de frapper, en utilisant les armes à longue portée qu'ils leur fournissent, les sites militaires, situés dans la profondeur du territoire russe, d'où partent les attaques aériennes meurtrières ou d'où viennent les





lanceurs de missiles sol-sol et les troupes d'assaut de l'infanterie.

Tout ce qui est dit ici est hypothétique mais les hypothèses ne sont pas, par nature, vouées à être démenties. D'autant plus que celles qui sont exposées ici reposent sur le socle indiscutable du bilan territorial de cette guerre, montrant, sans certes tout démontrer, que, contrairement aux mirages communicationnels ou même informatifs qui abondent, l'armée russe est intrinsèquement incapable de décrocher les Graals territoriaux la promouvant grande et invincible armée impériale. Ce qui a le mérite involontaire de doucher la mégalomanie du dictateur du Kremlin, dont on connaît, par ailleurs, le peu d'estime qu'il a pour cette si décevante armée. Ce que montrent les récents remaniements ministériels du Kremlin, interprétables comme un signe de plus que la machine de guerre russe est considérée par le pouvoir russe lui-même comme dysfonctionnant au regard des enjeux de conquête impériale qu'il a posés et des dangers inquiétants qui, en cuisant retour de bâton, pourraient en résulter pour lui.

Addendum du 31 mai

Ce que j'évoquais à la fin de mon texte ci-dessus, écrit le 26 mai, les demandes ukrainiennes que les Américains leur donnent enfin le feu vert pour

neutraliser, avec les armes qu'ils fournissent, les sites militaires situés en Russie d'où partent les frappes actuelles sur la région de Kharkiv, vient d'aboutir ce 30 mai au soir: Joe Biden a levé l'interdit qui prévalait jusqu'à ce moment en imposant cependant certaines limites pour l'usage de ces armes. Ainsi les Ukrainiens pourront frapper seulement lesdits sites (de lance-missiles par exemple ou centres de rassemblement de troupes d'assaut et des moyens de leur transport) qui visent directement la destruction de leur territoire et non ce qu'ils considèrent comme des points névralgiques d'approvisionnement situés dans la profondeur du territoire russe que d'ailleurs ils ne se privent pas de frapper mais avec leurs drones maison et non les munitions américaines (obus, missiles...).

Il reste l'ambiguïté sur la définition de la distance maximale depuis laquelle les Russes visent le territoire ukrainien et seraient donc attaquables quand on sait que des missiles ou des drones peuvent avoir de longues portées: 300 km pour les missiles américains ATACMS, quant aux drones, l'Ukraine a battu, il y a quatre jours, le record de portée en détruisant, sans être inquiétée par la défense ennemi, des radars d'alerte des plus perfectionnés situés à 1 800 km dans les terres russes!

L'attaque de Kharkiv directement depuis le sol russe, et non plus depuis les territoires occupés, a fait sauter le verrou américain ouvrant la voie dans laquelle s'avançaient déjà la France, la Suède, le Danemark ou la Lituanie et la Pologne. Et dans laquelle s'engouffrent désormais les Allemands, jusque-là réticents à franchir le pas.

Il convient de préciser, contre les réactions hostiles que suscite déjà cette décision depuis divers États, à commencer évidemment par celui de Russie, mais aussi chez celui de Hongrie, mais aussi, contre les



réactions hostiles, immanquablement à venir, émanant des partis et associations qui assument de laisser le peuple ukrainien désarmé ou sous-armé face à l'agresseur russe, qu'un internationalisme conséquent ne peut que soutenir, de par la logique de pleine solidarité qui lui donne son sens, la volonté d'un peuple, qu'elle soit relayée ou pas par son gouvernement, que lui soient livrées les armes, quelle que soit leur provenance, qu'il juge nécessaires à sa lutte de libération nationale.

Toute autre position n'est qu'internationalisme frelaté et... anti-internationaliste n'hésitant pas, de façon irresponsable, à contribuer au risque qu'une telle lutte soit écrasée et ainsi soumise aux diktats de l'agresseur qu'il soit néofasciste, comme c'est le cas dans cette guerre d'Ukraine, en voie de fascisation ou autoritariste! Ou encore à contribuer au risque qu'elle soit sacrifiée par des alliés tentés de composer avec ledit agresseur pour des raisons de basse géo-éco-politique interétatique, inter-impérialiste, cherchant à restabiliser un (dés)ordre mondial où les droits des peuples peuvent aisément passer à la trappe! C'est, au demeurant, cette carte antipopulaire que Poutine, c'est dire, travaille à faire germer, avec l'appui de la Chine, chez les gouvernants qui lui sont dans l'immédiat, mais peut-être pas indéfiniment, hostiles!

Soldat·es ukrainien·nes?

DÉCLARATION DE L'ASSOCIATION DE FEMMES VÉTÉRANES UKRAINIENNES VETERANKA¹

Les mots sont importants. Les forces armées ukrainiennes comptent plus de femmes servant volontairement que n'importe quelles autres dans le monde. Il est temps de commencer à utiliser la version féminine des grades et professions militaires. Une brève explication de l'organisation de femmes soldates Veteranka.

Commençons dans l'ordre. Notre équipe défend les droits des femmes dans l'armée et après le service, et nous sommes tout à fait favorables à l'utilisation de titres féminins. Cela renvoie à la question de la visibilité des femmes et est plus profond qu'il n'y paraît à première vue.

Dans notre domaine professionnel, il est important d'utiliser des titres féminins, par exemple: vétéran et vétérane, défenseur et défenseuse. Il ne s'agit pas d'un usage artistique, mais si le cadre normatif ne précise pas la différence entre les sexes dans un groupe, il y a des risques de restriction des droits et de négligence dans les politiques destinées à ces groupes. Le langage façonne la conscience, la législation et les règlements sont tout ce qui guide une institution. Si vous n'avez pas mis le pain sur votre liste de courses, vous pouvez ou non vous en souvenir. C'est ainsi que cela fonctionne partout. Une fois que vous l'avez écrit, vous vous en souvenez.

Dans les professions militaires, il est également important d'utiliser des titres féminins. Il arrive que



1. Publié par [Europe solidaire sans frontières](#).



des enfants soient surpris de voir des femmes dans l'aviation, par exemple, parce qu'ils n'ont jamais entendu le féminin dans la bouche d'un pilote. (Messieurs les sexistes, nous vous avons laissé de la place pour des blagues dans les commentaires). Les mots façonnent notre vision du monde dès l'enfance, et c'est pourquoi les inégalités sont plus difficiles à éradiquer dans la société, car, simplement au niveau du langage, les femmes n'existent pas dans certains domaines.

La présence de noms féminins normalise à long terme la présence des femmes dans diverses activités. Une femme de ménage, une princesse, une enseignante n'ennuient personne. Le mot «directrice» se banalise de plus en plus au fil des années. Pour une raison ou une autre, ce sont les professions militaires avec des titres féminins qui irritent le plus la communauté. Et est-ce une coïncidence si c'est dans l'armée qu'il existe encore des obstacles à l'évolution de la carrière des femmes?

Les féministes ne résoudre pas les problèmes liés aux mécanismes de développement de carrière et ne créeront pas non plus un système de formation et de coordination de haute qualité. Cependant, les féministes ont une approche différente: une approche qui prête attention aux besoins et à la diversité des personnes, et qui développe le potentiel et les capacités humaines pour renforcer le bien commun. C'est cette approche qui permet de construire des systèmes efficaces.

Dans une communication privée, il est normal que vous demandiez à être appelé d'une certaine manière et que votre interlocuteur se plie à votre demande au lieu d'argumenter. [...]

Féminiser n'est pas une raison de haïr. Gardez votre calme et respectez-vous les un.es les autres, car nous devons tous·tes gagner.

Mobilisation nouvelle manière = crise du modèle libéral de l'emploi?

VITALIY DUDIN¹

L'entrée en vigueur de la loi sur la mobilisation ajoutera évidemment de la dureté aux relations entre l'État et les citoyens. Mais je considère qu'il est naïf de prédire qu'elle renforcera considérablement la capacité de l'État à lutter contre les envahisseurs, si elle n'est pas combinée avec la mobilisation des finances des entreprises privées et le transfert de l'économie au service des besoins de défense. Cependant, la question s'est déjà posée sur la mobilisation qui peut impacter l'économie existante en raison d'un manque de personnel. En fait, les problèmes dans le domaine de l'emploi sont beaucoup plus profonds et peuvent provoquer une crise à grande échelle.

Il y a en effet lieu d'avoir de telles craintes, si tout est laissé en l'état. La mobilisation simultanée et le maintien de lois antisociales (néolibérales) dans le domaine des relations de travail peuvent déstabiliser le marché du travail. Après tout, d'une part, les hommes seront enrôlés en masse, tandis qu'il y aura moins d'hommes et de femmes prêts à travailler. Compte tenu de l'aggravation sur le front, l'Ukraine ne pourra pas se passer d'une nouvelle vague de



1. 19 mai 2024. Vitaliy Dudin est membre de Sotsialny Rukh. Traduction: Patrick Le Tréhondat. Article paru sur le site du réseau Bastille.

mobilisation, mais la question se pose de savoir comment concilier ses objectifs avec la stabilité économique et assurer le bien-être général.

Une situation vraiment paradoxale s'est développée dans le domaine du travail. La pénurie totale de personnel n'a pas conduit à une augmentation générale des salaires (bien que cela soit juste pour les travailleurs et utile pour le budget par le paiement des impôts). Dans le même temps, les employeurs ukrainiens ont pris une position critique inattendue par rapport à la mobilisation, craignant la fermeture des entreprises en raison de la conscription massive. Cependant, leur intérêt est assez égoïste – ils veulent profiter pleinement du droit d'exploiter une main-d'œuvre qui se trouve dans des conditions de vulnérabilité sans précédent. Des nouveautés législatives telles que la loi n° 2136 ont affaibli les syndicats et détruit le fondement du dialogue social – la négociation collective. Les employeurs souhaitent également atténuer le risque de mobilisation par l'exemption économique (par exemple, en payant 20 000 UAH par employé [467 euros]). Mais leur donner le droit de déterminer quels travailleurs ils sont prêts à envoyer à la guerre conduira à une inégalité de classe encore plus grande.



À l'heure actuelle, le processus d'exemption est très opaque. C'est peut-être une nouvelle pour certains, mais tous les employés des secteurs d'infrastructures critiques définis par la résolution n° 1109 ne peuvent pas compter sur des exemptions, mais seulement les entreprises reconnues comme d'une importance cruciale pour l'économie au sens de la résolution n° 76. Et cela permet une subjectivité considérable. Il suffit de regarder des critères tels que le fait d'être dans le registre Diia City [zone franche high-tech] où le salaire moyen, doit être au moins égal à la moyenne de ceux de fin 2021! Le scandale avec la société

#Glovo¹ montré qu'il est impossible de bénéficier d'un processus d'exemption et que les raisons en sont secrètes. Les employeurs ont toute liberté de déterminer qui exempter si l'entreprise répond aux critères. C'est-à-dire que si le propriétaire décide d'exempter l'élite managériale, alors ce sera légal.

Propositions

1) Exempter ceux qui sont utiles. Tout d'abord, les travailleurs qui remplissent les principales fonctions de production dans des entreprises stratégiques. Tous les employés des entreprises liées à l'industrie des infrastructures critiques (résolution n° 1109) et qui figurent dans le Top-10 des professions les plus demandées qui selon le service de l'emploi doivent faire l'objet d'une exemption. Leurs maigres salaires ne sont en aucun cas en corrélation avec la valeur du travail effectué. Une telle approche redonnera du prestige aux métiers des cols-bleus. Sans travailleurs qualifiés, les entreprises pourraient s'arrêter. Les cadres pourraient apporter à distance de précieuses idées quant à la gestion des ressources dans les rangs des forces armées. Et, bien sûr, les syndicats devraient avoir leur mot à dire dans le choix des personnes à exempter.

2) Restituer les prestations volées = surmonter la crise du personnel. La loi n° 2136, qui restreint les droits fondamentaux du travail, devrait être abrogée pour encourager le plus grand nombre possible d'hommes et de femmes à travailler. Elle est devenue obsolète presque immédiatement après son adoption, car le problème de la pénurie de main-d'œuvre s'est manifesté dès 2022. L'augmentation des salaires pour les personnes employées dans les infrastructures

1. NdT. La chaîne Telegram des coursiers de cette société de livraison a dénoncé cette exemption.

critiques qui a été critiquée (loi n° 2980) devrait enfin être mise en œuvre.

3. Faites sortir des millions d'hommes de l'ombre. En raison de la crainte de la TCC [service de recrutement], une partie importante de la population masculine n'est pas officiellement employée et n'est pas répertoriée comme chômeur. Compte tenu de l'inaction traditionnelle du Service du travail de l'État, les pratiques d'emploi informel prospéreront pendant longtemps. Par conséquent, afin de rétablir une acceptabilité, une règle devrait être introduite : pendant les six premiers mois après un an d'inactivité économique, une personne ne peut pas être enrôlée, et pendant les six mois suivants, il devrait y avoir une possibilité de combiner le travail civil avec une formation militaire.

4) Éliminer les disparités entre les sexes. Il est nécessaire de développer les infrastructures sociales (y compris les écoles et les jardins d'enfants protégés en sous-sol) afin que le plus grand nombre possible de femmes revienne en Ukraine. Afin de s'assurer que l'envoi de convocation de mobilisation n'entraîne pas un arrêt de la production, les employeurs doivent ouvrir aux femmes la formation à de nombreux métiers pour remplacer ceux qui partent pour le service. Cela nécessitera une compensation de l'État et une plus grande intégration du secteur de la production dans la politique de l'État, mais cela minimisera le risque de perte de continuité des chaînes de production.

5) Impliquer les chômeurs dans l'économie de la défense. Le service public de l'emploi est maintenant, même théoriquement, incapable d'assurer le plein-emploi, car il ne travaille qu'avec une petite partie des chômeurs officiels. Cela n'inclut pas ceux avec lesquels les contrats de travail ont été suspendus

en vertu de la loi n° 2136, et la plupart des assurés ne recourent même pas aux allocations-chômage en raison de leur faiblesse de leur niveau. Cependant, le manque de fortifications défensives et la nécessité de surmonter les conséquences des attaques russes créent une nouvelle nécessité de gestion des ressources humaines ! L'État devrait impliquer les chômeurs dans un travail utile à la défense. Il est inacceptable que les employés impliqués dans un travail aussi risqué soient mobilisés de force – ils doivent bénéficier d'une exemption d'au moins trois mois après la fin du travail dans les installations concernées.

Toutes ces mesures soulèvent la question d'un nouveau contrat social entre l'État et la société, dans lequel l'État ne se contente pas de contraindre, mais réglemente activement les processus économiques et garantit l'exercice des droits sociaux. Le maintien de mantras dysfonctionnels à propos de la capacité d'autorégulation du marché est préjudiciable à la cohésion sociale. Si la politique devient plus centrée sur l'individu, il ne sera plus nécessaire de recourir à des pratiques aussi honteuses que la prise de force de personnes dans les rues. Il existe des méthodes moins douloureuses pour renforcer l'armée : la confiscation des biens des oligarques, ouvrir la perspective de la démobilisation et la restitution des salaires des travailleurs mobilisés à leurs familles.







Au cœur du recrutement

FERMÍN TORRANO¹

L'Ukraine entre deux mondes : une entreprise civile et privée pour recruter pour une armée postsoviétique. Interview du fondateur de cette société engagée gratuitement dans la défense de l'Ukraine.

Engagé dans une guerre totale, l'État ukrainien n'hésite pas à avoir recours à la coopération civile, même pour des éléments clés de sa sécurité comme l'armée : il a besoin de souplesse et de moyens.



Vladislav Greziev aime poser des questions. Entouré d'universitaires, de philosophes, de politiciens et de dizaines de civils qui exposaient les grandes lignes d'une Ukraine renaissante, il leva la main et demanda : « C'est très bien, mais qui va mettre tout cela en oeuvre ? » Les conférenciers gardèrent le silence.

Nous sommes le 24 février 2015. Un an plus tôt, la révolution de Maïdan avait mis fin à des décennies de tutelle russe. Et la précaire armée ukrainienne tenait bon dans le Donbas avec des bataillons de volontaires. Après quelques secondes de silence, un conférencier leva le bras, pointant le doigt vers l'assistance et répondit : « Vous. » Vladislav Greziev rentra chez lui en pensant à ce qu'il pourrait faire et comment il pourrait le faire. Huit ans plus tard, il joue un rôle clé dans la survie de l'Ukraine.

1. Fermín Torrano est journaliste. Article publié le 28 avril 2004 par *El Confidencial*. Les notes ont été rédigées par Antoine Rabadan.

Qu'est-ce qu'un économiste de 33 ans possède de plus que l'État ukrainien ? Réponse courte : une entreprise. Réponse longue : des connaissances, des contacts, la confiance de la société et une société de recrutement d'experts en recrutements. Avec l'adoption de la loi controversée sur la conscription et l'entrée dans la troisième année de l'invasion, l'entreprise de ce jeune homme est devenue le meilleur choix pour de nombreux civils voulant s'enrôler et servir leur pays.

« Les gens ont peur de ce qu'ils ne comprennent pas, résume Vladislav Greziev. Nous essayons de changer la perception qu'ont les gens des forces armées et de recruter pour la victoire de l'Ukraine. Les bonnes personnes au bon endroit cela a un impact. L'armée, ce n'est pas seulement des tirs et des tranchées. »

Vladislav Greziev le sait bien. Il n'a jamais combattu sur le front, même si, le deuxième jour de l'invasion, il avait rejoint un bataillon de volontaires préparant la défense de Kyiv. Sa mission était de protéger les bâtiments gouvernementaux contre les assauts en cas de chute de la capitale. L'Ukraine ayant expulsé les troupes russes de la région, Greziev s'était enrôlé dans une unité logistique. Il y avait vu de ses yeux le besoin de moderniser l'armée, il avait discuté de ses lacunes avec des amis mobilisés et appris d'autres amis que les réformes s'amorçaient dans certaines unités. Il n'a jamais revu d'autres camarades, tués par les troupes Z².

2. La lettre Z (en russe : зет, zet) est l'un des symboles peints sur les blindés et hélicoptères militaires engagés dans l'invasion de l'Ukraine par la Russie. L'invasion russe en 2022 est parfois surnommée « opération Z ». En dehors du contexte militaire, l'utilisation du symbole « Z » traduit un soutien à la présidence de Vladimir Poutine et est devenue une « marque » du gouvernement russe aux côtés des couleurs de Saint-Georges, elles-mêmes adoptées comme des manifestations de soutien à la guerre russo-ukrainienne commencée en 2014. Note Wikipedia : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Z_\(arm%C3%A9e_russe\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Z_(arm%C3%A9e_russe)).

Vladislav Greziev aime poser des questions, on l'a dit, et, à l'été 2022, il s'en est posé une qui a changé le cours de sa guerre personnelle. «Qu'est-ce que je peux faire pour être le plus utile possible? Je me suis rendu compte que la base de données Lobby X comptait de nombreuses personnes aux idées géniales et que nous avions des milliers d'adeptes sur les médias sociaux. Jusqu'alors, nous nous étions concentrés sur les institutions, le secteur public et les ONG, mais j'ai réalisé que nous pouvions changer la donne pour organiser les brigades», explique V. Greziev à *El Confidencial* dans son nouveau quartier général à Kyiv.

Vladislav Greziev et son équipe de 20 personnes ont alors commencé à mettre la main à la pâte, sollicitant un commandant après l'autre, pour expliquer les avantages de l'utilisation de leur entreprise pour recruter du personnel militaire. Ils voulaient convaincre les cadres de l'armée que la sécurité de leurs données n'était pas un obstacle et qu'ils ne révéleraient pas d'informations compromettantes. La proposition était d'améliorer le recrutement, sans perdre le contrôle du processus. Les premiers succès ne se firent pas fait attendre.

Puis sont venues les propositions de l'état-major, du gouvernement central, du service d'État pour les communications et la protection de l'information, du Service de sécurité de l'Ukraine et d'autres encore. Fin novembre [2023], le ministère de la défense a signé un accord avec eux et le réseau s'est développé. Au cours des deux premiers mois, le nombre de recrues a été le même qu'au cours de l'année et demie précédente.

CONFIDENCIAL. *Pourquoi vous choisissent-ils et quelle est votre différence avec le processus officiel d'enrôlement?*

VLADISLAV GREZIEV. Nous donnons le choix aux civils. L'approche de l'armée consiste à demander à chacun de se rendre physiquement à la base territoriale et de s'y porter volontaire. Au maximum, ils auront à choisir entre deux et cinq brigades. La plupart des postes se ressemblent, principalement dans l'infanterie. Les gens concernés veulent contrôler au maximum leur avenir et ils voient qu'avec nous, ils peuvent le faire depuis chez eux, en choisissant une unité, en faisant des recherches sur les commandants pour voir s'ils respectent la vie de leurs hommes et quelle est la culture de leur brigade.

En moyenne, Vladislav Greziev et son équipe reçoivent 70 candidatures par poste. Le personnel des services internes de l'armée (les juristes, les comptables, les responsables des achats) est ce qui est le plus demandé. Vient ensuite celui des informaticiens, des opérateurs de drones et des professionnels de la communication, qui recherchent une place au sein du service de presse de l'armée. Les volontaires pour rejoindre les unités d'infanterie arrivent en dixième position, sur un total de vingt.

En revanche, les forces armées recherchent, dans l'ordre, des fantassins, des médecins, du personnel des services internes, des informaticiens et des pilotes de drones. L'artillerie et la presse n'arrivent qu'en neuvième et dixième position. Cette offre large ne se limite pas aux seuls Ukrainiens. Récemment, un poste de sergent de compagnie avec des compétences en espagnol a été proposé au recrutement pour la Légion internationale.

CONFIDENCIAL. *La pandémie a rappelé aux pays occidentaux l'importance de contrôler les secteurs stratégiques. Le recrutement militaire en temps de guerre n'a pas cette importance?*

VLADISLAV GREZIEV. La guerre impose la collaboration entre institutions pour la victoire. Ce n'est pas



une compétition. Qu'une entreprise privée recrute pour l'armée, c'est inédit, mais cela arrive quand on est envahi et que l'existence du pays est en jeu. C'est ainsi que fonctionne la coopération entre le secteur privé et l'État. Et nous obtenons de bons résultats. Tout le monde fait le maximum pour remporter la victoire.

La société de ce jeune homme né dans une zone du Donbass occupé ne facture pas ses services au ministère de la défense. Elle recrute «pour la prospérité et la victoire de l'Ukraine». Elle n'a pas fait payer non plus les fournisseurs d'énergie pendant le premier hiver de l'invasion, lorsque Moscou a attaqué l'infrastructure énergétique en provoquant des coupures d'électricité. Pas plus qu'elle ne s'est fait payer par le système de santé lors de la pandémie du Covid.



CONFIDENCIAL. *Comment l'entreprise survit-elle?*

VLADISLAV GREZIEV. Grâce à des accords commerciaux avec des entreprises. Les ONG ont également des donateurs qui financent le recrutement de personnel, mais nous accordons une forte réduction [de tarifs] à ces organisations. Les entreprises technologiques, les entreprises militaires... Ce sont autant de nouveaux marchés avec de gros moyens financiers et de gros besoins en talents.

Il est loin le temps où un projet naissait d'un message sur Facebook, comme lors de la révolution du Maïdan. V. Greziev s'est rendu compte que de nombreuses entreprises ne trouvaient pas de candidats adéquats à l'embauche et que ses amis n'avaient pas de contacts pour recevoir des offres d'emploi. C'était un monde nouveau dans lequel internet pénétrait dans les couches les plus jeunes de la société et alors il a créé une page sur ce réseau social pour rassembler des offres d'emploi. Son premier bureau a été

installé dans la cafétéria d'un ami. Quatre semaines plus tard, il avait ses premiers 1 000 followers. Plus tard encore, il y a eu le site web, le coworking³, les premiers accords avec les entreprises et la popularité.

CONFIDENCIAL. *Dans le contexte de la nouvelle loi sur le recrutement militaire et des besoins importants pour la ligne de front, un processus en plusieurs étapes comme le vôtre peut-il réussir?*

VLADISLAV GREZIEV. Ce n'est pas facile. La nouvelle loi vise à combler les lacunes le plus rapidement possible et non à mettre en place un système complexe pour l'avenir. Il ne s'agit pas d'une solution à long terme. Cela peut marcher ou pas. La théorie économique dit que nous avons des ressources financières et des ressources en main-d'oeuvre. Mais sans main-d'oeuvre, sans personnes, la quantité d'argent que vous mettrez sur la table ne réglera rien. Les gens sans l'argent peuvent quand même faire quelque chose, mais l'argent sans les gens et la stratégie ne sert à rien. Nous avons besoin des bonnes personnes au bon endroit, pas de milliers d'hommes. Une grande armée soviétique ne peut être vaincue par une armée soviétique plus petite.

«La nouvelle loi sur la conscription vise à combler les lacunes le plus rapidement possible, et non à construire un système pour l'avenir.»

CONFIDENCIAL. *Il est surprenant, vu de l'extérieur, que l'Ukraine n'ait pas numérisé ni rationalisé le système de conscription après dix ans de guerre.*

VLADISLAV GREZIEV. En Ukraine, nous n'avons pas prêté l'attention nécessaire aux forces armées, pas même moi. C'était une institution en dehors de nos radars. Depuis la révolution de la Dignité [Maïdan],

3. «Structuration d'un réseau de cotravailleurs facilitant à la fois échanges directs, réseautage, coopération et créativité.»

nous, les militants, avons consacré tous nos efforts à la victoire de l'Ukraine en réformant les forces de sécurité de l'État ou le système judiciaire. Lorsque nous avons commencé, il n'y avait rien. Mais nous n'avions pas mesuré l'ampleur réelle de la menace russe. La société n'y a pas prêté attention parce que la guerre à l'Est n'était pas si douloureuse. Ianoukovitch et ses ministres ont détruit l'armée de l'intérieur.

CONFIDENTIAL. *N'est-il pas dangereux de rendre publics les postes vacants? D'une certaine manière, cela révèle ce que sont les besoins de l'armée.*

VLADISLAV GREZIEV. Nous en avons discuté au début du projet, mais il s'agit pour la plupart de postes de base communs à toutes les brigades. Ce n'est pas un secret. Ce que nous ne précisons pas, c'est le nombre de personnes recherchées pour le recrutement, cela pourrait générer des avantages tactiques, mais souvent nous n'avons même pas l'information. Un exemple : une brigade mécanisée avait besoin d'un opérateur pour combattre les drones ennemis. Les Russes savaient que cette unité n'avait pas ce profil d'opérateur et qu'ils étaient face à face avec elle sur le front, donc quand nous avons posté, nous n'avons pas dit de quelle unité il s'agissait. Il ne s'agissait pas non plus d'un processus ouvert. D'autres fois, nous disons «forces de défense», «brigade mécanisée» ou d'autres formules que nous avons inventées. Ce n'est que lorsque le candidat passe l'entretien qu'il obtient toutes les informations.

Le reste du temps, le processus est simple. L'offre de poste est publiée, les candidats envoient leur CV, leurs documents d'identité – militaires, s'ils en ont – et reçoivent un courriel confirmant que leur candidature est en cours d'examen. S'ils sont retenus, le commandant ou un membre de la brigade leur

fait passer un entretien. Parfois ils visitent même une base ou se rendent sur le front. S'ils sont acceptés, la démarche administrative commence et, dans les deux ou trois semaines qui suivent, ils sont en service. À l'intérieur de Lobby X, ils ont la fonction de recruteurs, mais «bien plus encore», précise V. Greziev. «Construire le système au sein de l'armée et former les recruteurs pour rationaliser le processus est l'un des efforts les plus importants que nous faisons.»

CONFIDENTIAL. *Lors de la formation des nouvelles recrues dans le Donbass, les instructeurs ont souligné deux problèmes : le manque de temps pour les former et, chez les soldats, la peur de mourir. L'Ukraine a-t-elle des difficultés à convaincre sa population de s'enrôler et de se battre?*

VLADISLAV GREZIEV. Les plus motivés se sont enrôlés il y a deux ans et nous ne pouvons pas ignorer le fait qu'il y a des tire-au-flanc, mais l'armée devrait concentrer ses efforts sur les personnes qui veulent servir et qui ont des préoccupations qui les retiennent de s'engager. Selon nos enquêtes internes, 23 % des personnes interrogées sont prêtes à s'engager dans l'armée, mais sous certaines conditions qui doivent être prises en compte.

Tout d'abord, les gens veulent connaître le mécanisme prévu pour démettre des commandants qui ne seraient pas assez compétents ou qui ne se préoccuperaient pas de la vie de leurs hommes. Pour l'instant, ce mécanisme n'existe pas. De plus, même si l'on parvenait à renvoyer cette personne du commandement, on pourrait la retrouver dans une autre unité. La mobilisation de notre ennemi sera toujours beaucoup trop importante pour que nous, nous, puissions nous passer des services de gens en place. Raison pour laquelle nous devons être plus précautionneux dans le choix de nos soldats. Ces candidats à la conscription demandent également une meilleure formation pour les commandements



intermédiaires. Les gens veulent se battre avec des officiers qui ont le souci d'eux. D'autres personnes interrogées sont prêtes à aller au front, mais elles veulent des équipements de guerre électronique, de l'artillerie, des systèmes antiaériens ou même des F-16. Les attaques russes avec des bombes de 1,5 kg ont remis sur la table la nécessité de contrôler le ciel. Et si le risque n'est jamais nul, nous pouvons faire tout notre possible pour le réduire.

CONFIDENTIAL. *L'auto-organisation de la société ukrainienne à tous les niveaux est curieuse: s'agit-il d'une réponse aux décennies de contrôle de l'État par l'URSS?*

VLADISLAV GREZIEV. Je dirais qu'il s'agit de quelque chose de beaucoup plus profond. Il en a toujours été ainsi depuis le début de la nation ukrainienne. Les Cosaques ne se sont jamais laissés dominer par un roi ou un empereur. Ils ont trouvé la solution dans le Sich⁴. L'histoire de l'Ukraine déborde d'exemples où des gens ordinaires se sont soulevés contre un pouvoir qui tentait de les dominer. La Russie, en particulier, veut éliminer les dirigeants de ces mouvements populaires afin de supprimer leur identité et de laisser, à celui qui pourrait avoir



4. La Sich zaporogue, soit les terres franches de l'est (organisation militaro-administrative) de basse Zaporogue, était un régime politique semi-autonome et un proto-État cosaque qui exista entre les 16^e et 18^e siècles. Il fonctionna en tant qu'État indépendant au sein de l'Hetmanat cosaque pendant plus de cent ans. La Sich zaporogue était centrée sur la région aujourd'hui située autour du réservoir de Kakhovka et s'étendait sur le cours inférieur du Dniepr, en Ukraine. À différentes périodes, la région est passée sous la souveraineté de la république des Deux Nations (Pologne et Lituanie), de l'empire ottoman, du tsarat de Russie et de l'Empire russe. En 1775, peu de temps après que la Russie eut annexé les territoires qui lui avaient été cédés par l'empire ottoman en vertu du traité de Küçük Kaynarca (1774), Catherine la Grande dissout la Sich. Son territoire fut incorporé au gouvernement de Nouvelle Russie (note Wikipedia).

l'idée de remettre à son tour cela, un exemple du risque qu'il prendrait.

Comme le dit Timothy Snyder⁵, la Russie est une prison des nations. Aujourd'hui, c'est la première fois dans l'histoire que nous gardons l'indépendance durant trente ans et les racines de l'identité s'approfondissent pour les nouvelles générations

5. Historien américain, spécialiste de l'histoire de l'Europe centrale et de l'Est et de la Shoah. Il est l'auteur de l'ouvrage majeur, par ailleurs controversé, *Terres de sang: l'Europe entre Hitler et Staline* [2010]. Il qualifie le texte «De l'unité historique des Russes et des Ukrainiens», écrit par le président russe Vladimir Poutine et publié le 12 juillet 2021 d'impérialiste. Suite à l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022, paraît le 3 avril 2022 sur le site de RIA Novosti, agence russe officielle d'informations, un texte de l'idéologue et philosophe russe Timofeï Sergueïtsev, «Ce que la Russie doit faire de l'Ukraine». Snyder décrit ce texte comme un «manuel du génocide». Selon lui, la dénazification promue par l'idéologue est en réalité la destruction de l'Ukraine et le qualificatif de nazi est appliqué à la population ukrainienne qui résiste à la volonté hégémonique et impérialiste du pouvoir russe. Il note que l'emploi du qualificatif nazi n'a pas le même sens en Europe qu'en Russie. Si, pour l'histoire européenne et notamment depuis la Seconde Guerre mondiale, le qualificatif nazi fait référence explicitement à l'idéologie du 3^e Reich (1933–1945), le pouvoir russe qualifie de nazi tout Ukrainien refusant d'être russe. Cet artifice rhétorique permet au Kremlin de justifier sa guerre tout en réfutant les accusations suscitées par les déclarations d'idéologues russes d'extrême droite comme Alexandre Douguine à ce sujet (voir plus bas). Il souligne également le parallèle entre la publication du texte théorique et la découverte du massacre de civils ukrainiens à Boutcha à la même période, constituant selon lui la mise en place réelle des mesures annoncées. Ce texte qui entraîne de nombreuses réactions à travers le monde est par la suite retiré du site de RIA Novosti. En mai 2022, Timothy Snyder estime que l'effacement de la nation ukrainienne et la destruction de son État sont vitaux pour assurer le projet géopolitique de Vladimir Poutine. Il déclare notamment : «En niant l'existence même de la nation ukrainienne, Poutine a une attitude encore plus radicale que Staline, un positionnement plus proche de Hitler et de ses pratiques d'extermination de masse» (note Wikipedia). En mai 2014, Alexandre Douguine a déclaré : «Les Ukrainiens doivent être tués, tués et tués. Plus de discussion, je l'affirme en tant que professeur». En août 2014, à nouveau, face à la résistance des Ukrainiens dans la guerre du Donbass, il déclare à nouveau : «Je n'arrive pas à croire que ce sont des Ukrainiens. Les Ukrainiens sont un peuple slave merveilleux. Et ça, c'est une race de bâtards qui a émergé des bouches d'égouts [...]». Nous devrions nettoyer l'Ukraine des idiots. Le génocide des crétins est nécessaire et inévitable.»

d'Ukrainiens. La révolution nous a donné l'occasion de construire un nouvel avenir. Elle a changé le pouvoir et l'énergie est revenue en Ukraine. Il y avait le désir de réfléchir au pays que nous voulons. Cela a été un moment d'énorme changement dans la mentalité des Ukrainiens. Nous avons pris nos responsabilités et compris que si ce n'était pas nous, personne ne viendrait réaliser ce que nous désirions pour notre pays. J'aurais aimé être mieux préparé car, bien que nous soyons encore en vie, nous avons payé un prix énorme en vies humaines. C'est à nous de faire en sorte que cela ait valu la peine.

**LIBERTÉ
POUR MAKSYM BUTKEVYCH
POUR SIGNER LA PÉTITION
SCANNER LE QR CODE**



Traumatismes des anciens prisonniers de guerre

CARLOTTA GALL ET OLEKSANDR CHUBKO¹

Alors qu'ils rentrent avec des blessures physiques et psychologiques dues aux tortures que leur ont infligé leurs geôliers russes, les soldats sont remis au service actif, souvent sans avoir reçu un traitement adapté.

Ce soldat de l'infanterie navale a enduré neuf mois de tortures physiques et psychologiques en tant que prisonnier de guerre en Russie, mais il n'a eu droit qu'à trois mois de repos et de réhabilitation avant de recevoir l'ordre de réintégrer son unité. Alors qu'il a demandé à n'être identifié que par son identifiant téléphonique, «Smiley» a repris son service bien volontiers. Mais ce n'est que lorsqu'il a suivi un entraînement intensif au combat, dans les semaines qui ont suivi son retour, que la gravité et l'étendue de ses blessures, tant psychologiques que physiques, ont commencé à faire surface: «J'ai commencé à avoir des flashbacks et des cauchemars, raconte-t-il. Je ne dormais que deux heures et je me réveillais avec le sac de couchage trempé.» Un syndrome de stress post-traumatique lui a été diagnostiqué et il a été orienté vers des soins psychologiques, qu'il reçoit toujours.

L'Ukraine commence à peine à comprendre les effets à long terme des traumatismes subis par ses



1. Carlotta Gall et Oleksandr Chubko sont journalistes. Article paru dans [The New York Times](#), 28 avril 2024. Traduction Mariana Sanchez.

prisonniers de guerre lors de leur captivité en Russie, mais elle ne les traite pas correctement et les renvoie trop tôt au boulot, selon d'anciens prisonniers, des fonctionnaires et des psychologues qui connaissent bien des cas similaires.

Plus de 10 000 détenus en Russie

Près de 3 000 prisonniers de guerre ukrainiens ont été libérés par la Russie dans le cadre d'échanges depuis le début de l'invasion de 2022. Plus de 10 000 autres sont toujours détenus par les Russes, certains ont enduré pendant deux ans des conditions qu'un expert des Nations unies a qualifiées d'épouvantables.

Le programme de réhabilitation du gouvernement ukrainien, qui comprend généralement deux mois dans un sanatorium et un mois à la maison, est inadapté, selon ses détracteurs, et les traumatismes subis par les prisonniers ukrainiens ne cessent d'augmenter à cause de la durée et de la gravité des abus auxquels ils sont soumis à mesure que la guerre s'éternise.



La torture des prisonniers de guerre par la Russie a été bien documentée par les Nations unies, d'anciens détenus ont cité des passages à tabac incessants, des chocs électriques, des viols, des violences sexuelles et des simulacres d'exécution. Au point qu'un expert a qualifié cette politique de systématique, approuvée par l'État. De nombreux détenus ont également manifesté des symptômes persistants, tels que des trous de mémoire et des évanouissements, dus à des coups répétés à la tête, suffisamment violents pour provoquer des commotions cérébrales.

Le procureur général de l'Ukraine, Andriy Kostin, a déclaré en septembre qu'«environ 90 % des prisonniers de guerre ukrainiens ont été soumis à la torture, au viol, à des menaces de violences sexuelles ou à d'autres formes de mauvais traitements».

L'armée russe n'a pas répondu à nos sollicitations concernant les allégations de mauvais traitements infligés aux prisonniers de guerre ukrainiens.

La plupart des prisonniers libérés ont repris le service actif après environ trois mois de repos et de rééducation, car l'armée ukrainienne, à court d'effectifs sur le front, a accordé relativement peu d'exemptions médicales aux anciens prisonniers de guerre.

Une loi adoptée ce mois-ci permettra aux anciens prisonniers de guerre de choisir entre reprendre du service ou être exemptés de l'armée, car il a été reconnu que nombre d'entre eux ont été soumis à de graves tortures mentales et physiques et qu'ils ont besoin d'une réadaptation prolongée. Les responsables ukrainiens ont admis qu'il y avait eu des problèmes pour fournir des soins suffisants aux anciens prisonniers, mais ils ont déclaré qu'ils avaient désormais mis en place des centres spéciaux en s'inspirant des meilleures pratiques internationales.

Les procureurs ukrainiens ont identifié 3 000 anciens prisonniers militaires et civils qui pourraient servir de témoins dans le cadre d'un dossier qu'ils sont en train de monter, pour que les tribunaux ukrainiens accusent des personnes et des fonctionnaires russes de mauvais traitements à l'encontre des prisonniers. Les procureurs ont encouragé deux des anciens prisonniers à parler au *New York Times*.

La honte des sévices subis

L'un d'entre eux, Smiley, 22 ans, a été capturé au début de la guerre, lorsque la marine russe s'est emparée des positions ukrainiennes sur l'île du Serpent, en mer Noire. Un an après sa libération, il a déclaré qu'il espérait que la lumière sur les conditions de détention dans les prisons russes contribuerait non seulement à sa propre guérison, mais aussi à celle des milliers de prisonniers de guerre encore en captivité.

«C'est ma sœur qui m'a convaincu de donner ma première interview. Elle m'a dit: "Il faut que tu parles. Peut-être que si nous parlons, le traitement de nos hommes s'en trouvera amélioré.»»

Un deuxième militaire ukrainien, dont le contact nous a été facilité par les procureurs, a donné une longue interview, mais il a refusé de donner son nom ou son avatar téléphonique car il a honte des sévices qu'il a subis.

Ce militaire, âgé de 36 ans, a déclaré avoir été fait prisonnier avec plusieurs milliers de soldats et de marines après le long siège de l'usine sidérurgique Azovstal, à Marioupol, en mai 2022. Il a passé neuf mois en captivité en Russie avant d'être libéré dans le cadre d'un échange de prisonniers au début de l'année dernière [2023].

Il a passé la majeure partie de sa captivité dans trois centres de détention situés dans les villes russes de Taganrog, Kamensk-Chakhtinsky et Kursk. Il en est revenu très amaigri, souffrant d'une blessure à la colonne vertébrale et, comme beaucoup d'autres, d'évanouissements, d'étourdissements et de bourdonnements d'oreilles dus aux fréquents coups portés à la tête. «Je ne m'évanouis plus, a déclaré le soldat, mais j'ai des problèmes de dos et une commotion cérébrale, ainsi qu'une sensation de compression permanente autour de mon cœur.» Malgré ses blessures, il a reçu l'ordre de reprendre ses fonctions de garde après seulement deux mois de repos dans un sanatorium. «Je ne sais pas si je pourrais courir un kilomètre», dit-il. Les prisonniers subissaient quotidiennement des coups brutaux sur les jambes, le dos et les doigts, des tortures mentales et physiques pendant les interrogatoires, ainsi que la faim, le froid et l'absence de soins médicaux. Trois hommes sont morts en détention durant son incarcération, dont un dans la cellule commune qu'ils partageaient.

Certaines unités russes qui détenaient ou interrogeaient les prisonniers étaient pires que d'autres, ont déclaré les deux anciens prisonniers, mais dans la plupart des centres de détention, ils étaient régulièrement battus chaque matin lors de l'appel et soumis à la torture. Les interrogatoires duraient quarante minutes et consistaient souvent en des chocs électriques, des coups à la tête et des abus sexuels, réels ou sous forme de menaces. «Ils commencent par une violence maximale», a déclaré le militaire. Ils disent: «"Vous mentez, vous ne nous dites pas tout". Ils vous mettent un couteau sous l'oreille ou vous menacent de vous couper un doigt.»

D'autres [soldats russes] frappaient les prisonniers derrière la tête de façon si régulière qu'ils perdaient connaissance. «Si l'un se fatiguait, un autre prenait le relais», s'est-il souvenu. «Lorsque vous tombez, ils vous remettent debout. Cela peut durer trente à quarante minutes. À la fin, ils disent: "Pourquoi ne nous avez-vous pas tout dit tout de suite?"»

Smiley a déclaré que beaucoup des violences étaient de nature sexuelle. Dans une unité pénitentiaire, on frappait à plusieurs reprises les prisonniers sur tout le corps, y compris sur les parties génitales, avec des matraques qui produisaient des décharges électriques. À une autre occasion, un codétenu avait reçu plusieurs coups de pied dans les parties génitales pendant l'appel, lorsque les prisonniers étaient alignés, jambes écartées, face à un mur dans un couloir. Smiley a souffert d'une blessure permanente due à une fracture du bassin non soignée à la suite d'un coup de matraque et n'a pu se pencher ou s'allonger sans aide pendant deux semaines.

Le Comité international de la Croix-Rouge, qui a un accès très limité aux prisonniers de guerre détenus en Russie, n'a pas été autorisé à lui rendre visite





au cours de ses neuf mois d'emprisonnement, a-t-il ajouté.

Le deuxième militaire a déclaré avoir été obligé de se déshabiller et de poser ses organes génitaux sur un tabouret, tandis que ses interrogateurs frappaient avec une règle et y approchaient un couteau, menaçant de le castrer. Ses interrogateurs l'ont soumis à un simulacre d'exécution, tirant une rafale de coups de feu à côté de lui alors qu'il avait les yeux bandés. Ils l'ont menacé de viol, a déclaré le militaire, en lui faisant choisir ce qu'ils utiliseraient – un manche de serpillière ou le pied d'une chaise. «Tu veux le faire toi-même ou tu veux qu'on t'aide?» Il a déclaré qu'il n'avait jamais subi de pénétration, mais que d'autres l'avaient été. «Après cela, vous ne pouvez plus marcher normalement, a-t-il déclaré. Vous souffrez pendant des semaines. D'autres hommes ont subi le même traitement.»

«Je pense qu'ils avaient donné l'ordre de nous briser psychologiquement et physiquement pour nous dégoûter de la vie», a-t-il déclaré, ajoutant qu'il y avait eu des suicides dans la prison de Taganrog.

«On pouvait entendre des cris toute la journée, a déclaré le soldat. Des cris insoutenables.» Parfois,

quand ça se calmait, les prisonniers pouvaient entendre les voix des enfants jouant à l'extérieur.

Une fois rentrés chez eux, les anciens prisonniers ne sont pas au bout de leurs peines. «Le plus difficile, c'est d'avoir trop de monde autour, explique le militaire. Tout le monde se promène paisiblement dans le parc et vous avez toujours peur d'être écouté, d'être bousculé ou de dire ce qu'il ne faut pas.»

Il est plus facile de retourner au front que de retrouver la vie civile

Le major Valeria Subotina, officière de presse militaire et ancienne journaliste, qui a également été faite prisonnière à Azovstal et qui a passé un an dans des prisons pour femmes en Russie, a récemment ouvert un espace de rencontre à Kyiv, appelé YOUkraine, pour les anciens prisonniers.

«Il y a beaucoup de facteurs déclencheurs, et les gens ne se rendent pas compte qu'ils ont encore besoin de soins», a-t-elle déclaré. Elle a repris du service trois mois après sa libération, en avril [2023], mais elle avait du mal à s'asseoir à un bureau. «Je ne supporte pas que quelqu'un s'approche de moi par-derrière ou se tienne derrière moi», a-t-elle déclaré.

Les psychologues du gouvernement ne sont pas d'une grande utilité, dit-elle. «Souvent, ils ne savent pas comment nous aider», a-t-elle déclaré, et les civils posent souvent des questions sans réfléchir.

C'est ainsi que de nombreux anciens prisonniers trouvent qu'il est plus facile de retourner au front que de retrouver la vie civile, et seuls d'autres survivants comprennent vraiment ce qu'ils traversent. «Nous ne voulons pas inspirer de la pitié, a-t-elle déclaré, car nous sommes fiers d'avoir survécu et d'avoir surmonté cette épreuve.»





**SOLIDARITÉ
INTERNATIONALE**

L'aide humanitaire: entre héritages de l'ère soviétique et défis du 21^e siècle

FRANÇOIS GRUNEWALD¹

À l'heure où la tension sur le front du Nord et de l'Est est maximale et où les évacuations nous ramènent aux terribles heures de l'immédiat après-février 2022, il est utile de faire un point sur ce qu'a été jusque-là la solidarité avec l'Ukraine et les Ukrainiens. Cet article présente un certain nombre de réflexions basées sur cinq missions en Ukraine entre 2020 et 2024 renforcées par plus de vingt ans d'observations sur le terrain des conflits dans différentes parties de l'ancienne ère soviétique (Tchéchénie, Abkhazie, Ossétie, Haut Karabach).

Une population en partie sur la route

La guerre en Ukraine a déclenché l'un des plus grands mouvements de populations des dernières décennies, peut-être seulement comparable avec les exodes croisés qui ont accompagné la guerre de 1971 dans le sous-continent indien (entre 8 et 10 millions de déplacés et réfugiés).

L'accueil et la solidarité entre Ukrainiens lors des déplacements dans le pays ont été magnifiques,

1. François Grunewald est spécialiste de gestion de crise et président fondateur du groupe Urgence-Réhabilitation-Développement (URD), www.urd.org.

nous rappelant combien l'entraide est fondamentale face aux agressions auxquelles les populations sont confrontées. Et il en est allé de même quand ces mêmes populations se sont rendues à l'étranger. Les pays voisins de première ligne (Pologne, Moldavie, Roumanie) ont ouvert leurs frontières avec la mise en place de systèmes d'accueil, la distribution de biens de secours et les premiers accueils dans des équipements publics (gymnases, écoles, etc.) ainsi que dans des familles qui ouvraient leurs maisons. En Ukraine comme dans les pays voisins, les municipalités et les réseaux de volontaires ont été au cœur de la réponse, organisant d'abord les évacuations, avec des dizaines de bus de tailles diverses et de véhicules privés, évacuations soutenues par un travail collectif de mise en réseau pour savoir qui allait partir, où se réunir, quel véhicule prendre, pour où, etc.

À côté de cela, s'est mise en place une incroyable mobilisation d'espaces d'accueil: qui un stade, qui un entrepôt, qui une bibliothèque, qui un dortoir universitaire ou un centre dédié à l'accueil des groupes à risques avant la guerre et recyclé en centre collectif pour les réfugiés. Autant de lieux où les stocks d'assistance ont été très vite mis en place, bien avant l'arrivée des acteurs classiques de l'aide. Ainsi, en quelques jours, l'assistance et l'accueil se sont organisés, avec des lieux d'enregistrement, des lieux de distribution d'aide et des modalités de départ vers d'autres zones, que ce soit dans le pays de premier accueil ou plus loin vers d'autres pays. En quelques jours, les volontaires, les ONG polonaises, roumaines ou moldaves se sont mobilisées, collectant des biens pour l'assistance et organisant la distribution dans les villes des zones frontalières. Des milliers de familles



et de communes², dans toute l'Europe, ont offert toit et amitié à des familles ukrainiennes dans la détresse. Ce fut un très beau visage de notre Europe, dont on se demande parfois ce qu'il en reste quand on voit certains débats politiques.

On pourra évidemment regretter que cette même générosité ne se retrouve pas toujours pour d'autres crises de réfugiés, mais, en la matière, il n'existe pas de petites victoires et la proximité avec des populations touchées par la guerre si près de chez nous est compréhensible. Il est ici important de noter l'importance des réseaux sociaux pour mobiliser les ressources et organiser tant les flux de populations que les envois et la distribution de l'aide. Les réseaux sociaux étaient en effet pleins de messages et de propositions qui démontraient combien la générosité était au rendez-vous pour cette crise. Le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR)³ et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) sont très engagés dans la gestion de ces mouvements de populations, ainsi que de nombreux gouvernements européens, dont la France⁴, mais ce sont encore les associations, structures formelles ou mobilisations informelles citoyennes, ainsi que les institutions issues des décentralisations⁵, qui ont été en première ligne⁶. On notera également que



2. www.marseille.fr/mairie/actualites/marseille-se-mobilise-pour-l-ukraine

3. www.unhcr.org/fr/urgence-ukraine.html

4. Site du gouvernement français : www.jeveuxaider.gouv.fr/engagement/benevolat-ukraine/?utm_source=adwords&utm_campaign=&utm_agid=134411518695&utm_term=accueil%20r%C3%A9fugi%C3%A9s%20ukraine&creative=585793377323&-device=c&placement=&adposition=&gclid=CjwK-CAjwopWSBhB6EiwAjxmQDXnk17mwtaQUhVeuOC0wuRjE3ql3F2K13Bze28bZGS5C7O-v047R6RoC6igQAvD_BwE

5. www.lyon.fr/actualite/solidarite/accueil-des-refugies-ukrainiens

6. www.francebleu.fr/infos/societe/un-nouveau-centre-d-accueil-des-refugies-ukrainiens-inaugure-a-creteil-1647367699

l'Union européenne, ainsi que la Grande-Bretagne, ont très vite pris des mesures pour faciliter l'accès temporaire des Ukrainiens au territoire de l'Union et au Royaume-Uni. Cet exil s'est poursuivi puis ralenti en Ukraine jusqu'au début des opérations russes sur le front Est à partir de février 2024 mais cette fois les mécanismes sont rodés, tant au sein des administrations ukrainiennes que des groupes de volontaires, ONG ukrainiennes enregistrées et acteurs internationaux. Il prend d'autres dimensions, avec notamment les départs qui se réactivent à partir des zones de combats actifs ou escomptés, car de nombreuses personnes ont commencé à quitter les villages exposés et bien d'autres fuiront dans les mois à venir si la situation continue de se détériorer, face au risque de se retrouver démunies quand l'hiver 2024-2025 s'installera. La si belle générosité de 2022 sera-t-elle au rendez-vous?

Des difficultés de compréhension du contexte

S'il y avait déjà eu un déploiement d'acteurs humanitaires en 2014, la roue avait tourné. L'aide humanitaire internationale est arrivée en Ukraine en 2022 avec une faible compréhension de ce contexte, de son histoire, et des défis humains, sociétaux et technologiques. Les organisations internationales humanitaires sont arrivées avec leurs méthodes, leurs modes d'action, leurs présupposés développés dans des pays peu développées, aux administrations fragiles, aux sociétés civiles plus ou moins dynamiques mais très souvent très dépendantes de l'aide internationale. Elles se sont trouvées confrontées à un pays organisé dans lequel cohabitent les lourdeurs administratives issues du passé soviétique mais aussi un extraordinaire niveau de digitalisation. En Ukraine

coexistent les technologies du monde soviétique et le top de la technologie moderne.

Les acteurs internationaux de l'aide humanitaire se sont trouvés confrontés à une société civile «en résistance», rodée aux épreuves des manifestations de la dignité du Maïdan et de la guerre de 2014, et mobilisée de façon impressionnante auprès des déplacés, des populations vulnérables des zones de front, des blessés civils et militaires. Le quotidien de ces dizaines de milliers de volontaires? Aider les déplacés à trouver un logement, approvisionner en nourriture les personnes âgées des zones de front incapables de quitter leur maison, faciliter les évacuations de Marioupol ou de Liman, apporter des générateurs pour les structures de santé dans les zones difficiles, mais aussi tisser des tissus de camouflage pour les tanks, préparer des trousseaux de premier secours pour les femmes et hommes au front, trouver de l'argent pour l'achat de drones... Avec la menace des accusations de corruption, de nombreux groupes de volontaires, encore rarement constitués en association selon la législation ukrainienne, ont développé des systèmes de traçabilité de l'aide et de redevabilité assez ingénieux, basés sur les systèmes digitalisés de l'état civil ukrainien, mais pas conçus pour être compatibles avec les méthodes de l'aide classique. D'où une plainte récurrente de la part de ces volontaires de la charge administrative de redevabilité qui est imposée par ceux qui les financent, qui font souvent ces demandes mais pas le transfert de ressources qui rendrait facile la réponse.

L'énergie: la cible prioritaire de la guerre

Dans l'Ukraine du début 2020, la gestion de l'énergie, du chauffage et de l'accès à l'eau s'appuyait sur



les technologies de la période soviétique. Le chauffage en zone urbaine et périurbaine était en général collectif, et les calories circulaient dans d'énormes réseaux de tuyauterie apportant l'eau chaude de grandes centrales au charbon, au gaz ou à l'électricité nucléaire. Dans certains cas, des chauffages électriques d'appoint existaient dans les immeubles et les bureaux tandis que dans les zones rurales, le bois sous différentes formes (bûches, briquettes, etc.), était la clé du chauffage. Les programmes de «winterisation», conçus en début 2022 pour l'hiver 2022-2023 comportaient des composants assez légères et classiques, avec des kits «hiver» contenant des habits chauds et du matériel pour des réhabilitations légères du bâti (bâches pour les toits, contreplaqué pour fermer portes et fenêtres), etc.

Les bombardements russes de l'automne 2022 sur les infrastructures énergétiques ont obligé à un «changement de braquet» dans la réponse, mais qui a amené les acteurs de l'aide dans des secteurs inconnus: ceux de l'énergie dans un monde urbanisé, où une partie de la population habite dans des grands immeubles et où lumière et chaleur sont des





éléments clés de la vie en hiver. La fourniture massive de générateurs de tout genre et de tout modèle a permis aux Ukrainiens de passer l'hiver, mais s'est déroulée dans un manque total de coordination. Des générateurs de deuxième main, sans pièces détachées, ont été fournis en même temps que des équipements neufs, mais sans manuel ni matériel de maintenance. Les Ukrainiens eux-mêmes ont eu du mal à gérer tous ces apports avec résurrection du «syndrome de l'écureuil» rendant difficile une répartition optimale de tous ces équipements. Mais d'un autre côté, grâce à d'immenses efforts et d'impressionnants sacrifices, les ingénieurs ukrainiens ont sans cesse réparé, remplacé, refait fonctionner tout ce qui pouvait le faire. Cela s'est passé avec une grande consommation des stocks de pièces détachées destinées à l'entretien des équipements anciens. Ces stocks étaient en bonne partie épuisés à la fin de l'hiver 2002-2023, laissant le pays vulnérable pour l'hiver suivant. La stratégie mise en place pour 2023-2024 a été «protéger-réparer-optimiser» les systèmes à tous les niveaux: la défense antiaérienne pour les grandes infrastructures, les sacs de sable et les gabions pour les plus petites ont été clé pour protéger. Dès l'été 2023, des consignes ont été données aux acteurs de la décentralisation pour consolider leurs stocks de carburant et de mieux répartir les équipements reçus. L'hiver 2023-2024 s'étant révélé assez doux, cet ensemble de stratégie s'est révélé payant dans la plupart du pays. Restent les zones très proches du front où tout reste fluide, et où la dispersion sur le territoire et la mobilité des petits équipements s'avère la clé de la réponse énergétique.

De son côté, l'Ukraine a aussi compris qu'un des points faibles de la mécanique de guerre russe était le pétrole et le gaz: ces ressources du sous-sol sont les clés de la balance des paiements de la Russie, de son

économie de guerre et de la conduite des hostilités. Dès lors, chaque fois que c'est possible, l'Ukraine mène maintenant la guerre loin sur le territoire russe pour s'en prendre aux infrastructures énergétiques si essentielles à l'effort de guerre de Poutine.

L'eau

L'aide internationale dans le secteur eau et assainissement est arrivée avec ses expériences africaines, où prévalent les petites infrastructures (puits, forages) et des problèmes essentiellement liés à la qualité bactériologique de l'eau. De fait, la plupart des systèmes de traitement de l'eau connus sont essentiellement conçus pour potabiliser l'eau en la traitant par des filtres ou des systèmes de diode UV éliminant bactéries et matières organiques. En Ukraine, la situation est assez différente. D'une part, la base ancienne du système d'approvisionnement en eau s'appuie sur des prises d'eau importantes dans les cours d'eau, qui sont conduites à des stations immenses de traitement (lits de coagulation, filtres à sables, etc.), puis redistribuées par des canalisations de grands diamètres vers les villes et villages, sous la surveillance et la gestion financière des agences locales de l'eau, les Vodokanal. Mais il y a une grande hétérogénéité de qualité de l'eau ainsi distribuée, avec une différenciation entre «eau technique» et «eau potable». De fait, dans de nombreuses zones d'Ukraine, la population dépend d'un commerce d'eau potable, soit en bouteille, soit achetée dans des «kiosques». La pollution des sols est à la fois ancrée dans des problèmes géologiques, dans l'histoire de la pollution de la zone avec les pratiques industrielles et agricoles de la période soviétique et l'impact du conflit avec la pollution des nappes liées aux produits chimiques contenus dans les munitions et, pour une grande zone du Sud, de la destruction du barrage de Karkova. Dans les zones

côtières (Mykolaev, Kherson, Nicopol, Zaporijjia), la dépendance aux eaux de surface est rendue essentielle par le fait que, en raison des caractéristiques géologiques de cette bande qui longe la mer d'Aral, l'eau des nappes est salée et à haut taux de soufre. L'eau de surface a disparu après la destruction du barrage. Ce n'est que récemment, avec l'introduction de la technique de l'osmose inversée, que cette ressource profonde a commencé à pouvoir être exploitée. Dans d'autres zones d'Ukraine, la différence «eau technique – eau potable» demeure, liée à des facteurs géologiques: calcium sur Kharkiv, fer sur Sumy, etc., mais aussi au niveau important de corrosion des tuyauteries, souvent aggravée par la fréquence des pannes d'approvisionnement d'eau dans les tuyaux, qui accélère la dégradation de ces derniers. Là encore, des techniques de potabilisation adaptées doivent être développées, mais elles sortent de la boîte à outils classique des acteurs du Wash.

La santé

Le système de santé ukrainien d'avant la guerre de 2022 était composé de plusieurs strates. D'une part, le système s'appuie sur l'héritage de la période soviétique avec ses dispensaires (*ambulatories*) et ses hôpitaux (*licarne*) et une gestion répartie entre le ministère de la santé (normes et réglementations) et les institutions issues de la décentralisation, mairies et oblasts, pour la gestion économique et le management global. Les technologies de l'époque comportent leurs lots de vieilles techniques et d'approches qui encore aujourd'hui restent performantes. Ce système gérait tout ce qui est «santé publique» ainsi que les besoins spécifiques de la population vieillissante (problèmes cardiaques, rénaux, cancers, etc.). D'autre part, on a vu émerger une médecine moderne, plutôt urbaine et coûteuse, s'appuyant sur des technologies de

pointe, en générale portées par des acteurs de la société civile ou du secteur privé. Enfin, la mobilisation pour secourir les blessés lors des manifestations du Maïdan puis de la guerre de 2014 a vu apparaître une véritable culture de la médecine de guerre. Soutenue par une série de lignes de réponse, cette pratique de la médecine de guerre s'est fortement renforcée, avec des approches spécifiques pour renforcer la capacité des soldats de prendre en charge les blessés sur le front, les stabiliser et les expédier, sous le contrôle de l'administration militaire, vers l'arrière où des plateaux techniques peuvent intervenir, voire référer à un troisième niveau. On notera l'énergie des volontaires et des associations qui les soutiennent pour produire et approvisionner le front avec des kits individuels contenant le dernier cri des tourniquets et des pansements compressifs anti-hémorragiques. On notera une fois encore que dans la grande quantité de médicaments envoyés, il y a toujours une masse importante de produits à la limite de la date de péremption, de boîtes envoyées incomplètes et sans notice d'utilisation, etc. Le système apprend très lentement... La guerre contre les hôpitaux, avec destruction de services de santé essentiels, sera une des pièces à porter lors du grand tribunal de la mémoire, et peut-être à celui réel de la justice internationale. Deux grands problèmes de santé vont peser fortement sur le futur du pays. D'une part l'importance du nombre de blessés ayant subi amputations et chirurgie réparatrice et qui restent à jamais marqués dans leurs corps. De l'autre tous les traumatisés par la guerre, soldats blessés ou ayant été confrontés de façon très brutale à la mort, familles des morts au front ou sous les bombes, avec parfois exposition directe avec les corps de proches, etc., qui sont eux marqués dans leurs âmes. La gestion de ces deux types de blessures va être un des grands défis de l'Ukraine de



demain, tandis qu'il faudra aussi remettre en place un système de santé publique adapté aux défis de l'après-guerre : populations vieillissantes, mode de vie de plus en plus urbain, mais aussi impact sur la santé des pollutions issues de la période de guerre, sans oublier les effets toujours présents de la catastrophe de Tchernobyl, avec les taux de cancer élevés qui continuent depuis 1986 d'affecter les populations touchées par le néfaste nuage et les radiations.

L'aide alimentaire, l'aide en cash, le soutien à l'économie



Dans la période soviétique, des mécanismes comme les Croix-Rouges nationales assuraient des distributions alimentaires aux plus nécessiteux, notamment lors de situations spéciales (hiver très rigoureux, catastrophes naturelles, etc.). Dès le début de la guerre, des quantités importantes d'aide en nature ont été collectées, à l'intérieur de l'Ukraine, envoyées et distribuées. Des milliers de tonnes d'aliments, de produits d'hygiène, d'habits sont arrivées. D'abord distribuée surtout dans les centres de déplacés qui fuyaient les zones de combat, voire le pays en février-mars 2022, cette aide en nature s'est réorientée vers les zones difficiles du Sud et de l'Est, où elle reste essentielle pour les zones d'économie dysfonctionnelle et d'infrastructures détruites comme il en existe encore beaucoup proches du front. Puis la politique de l'aide devant permettre de passer de l'aide en nature aux transferts de cash s'est mise en place, en tout cas dès qu'on est loin de la zone dite « de contact ». Dans le système soviétique comme dans l'Ukraine d'avant-guerre, les systèmes de pension pour les personnes âgées étaient une des clés de la survie économique des populations âgées et vulnérables. L'Ukraine avait modernisé tout cela et

avait créé des systèmes spéciaux pour les transferts de cash lors de la période Covid. L'aide internationale a mis du temps à comprendre la situation et à identifier qu'il existait des systèmes performants en place. Et comme trop souvent, elle a mis en place ses propres mécanismes. Ainsi, à côté de IPOPAMAGA, le système ukrainien de transfert social de cash, l'aide internationale a mis en place son coûteux système Red Rose, qui nous vient tout droit d'Afrique de l'Est. Croyance dans sa toute-puissance, ignorance des pratiques existantes, quelles que soient leurs performances, l'aide internationale continue de fonctionner comme un rouleau compresseur.

Quelques défis à venir

Les Ukrainiens ont démontré des capacités incroyables de résistance face à l'agression, de résilience face aux enjeux de la survie des personnes et des systèmes. Ils ont accueilli l'aide internationale avec de grands remerciements, une grande gentillesse mais aussi, en deuxième ligne, pas mal de frustrations. Combien de fois, derrière les grands sourires et les « *diakouyou* » (merci), il y avait aussi « c'est qui ces gamins et gamines qui viennent avec leurs expériences africaines nous dire ce qu'il faut faire, alors qu'ils ne connaissent ni le contexte, ni la culture de notre pays, ni réellement nos souffrances ? Ces quoi ces organisations qui nous demandent de faire le travail en zones dangereuses, nous demandent plein de rapports, et ne payent même pas le diesel pour le transport de l'aide en zone de front et les salaires de ceux qui doivent écrire les rapports ? » Les défis de la « localisation de l'aide » sont soulignés avec évidence dans ce contexte ukrainien où la personne qui distribue de l'aide dans la boue et conduit une petite fourgonnette dans les bois de la ligne de front s'avère être... un physicien nucléaire ; quand la personne qui

gère les registres de distribution a été dans sa vie antérieure un avocat renommé du barreau d'Odessa?

Les acteurs internationaux de l'aide sont devenus des «*control freaks*» empêtrés dans leurs procédures et leurs *guidelines*. On se trouve avec des formulaires standards inadaptés et les acteurs ukrainiens s'épuisent à répondre à nos demandes de «conformité», même s'ils savent bien que face à la terrible réputation de corruption qui affecte l'image de l'Ukraine, il leur faut être exemplaire... Classé en bas de l'échelle de Transparency International, le pays remonte de quelques places chaque année, avec des réformes, des campagnes d'arrestations jusque dans les sphères les plus proches du pouvoir. Mais la route est longue et il est clair que dans un monde où de nombreuses forces sont défavorables à l'Ukraine, l'aide à ce pays ne peut pas se permettre des scandales de corruption...

L'aide humanitaire a permis au pays de passer la terrible période de 2022. Elle a facilité la mise à l'abri de centaines de milliers d'Ukrainiens dans les villes de l'arrière, dans les pays voisins, dans d'autres mêmes à l'autre bout de l'Europe, où des dynamiques d'accueil magnifiques se sont mises en place (avec un réel déséquilibre face à l'accueil pour d'autres populations dans la détresse qui elles aussi frappent à nos portes). Le soutien international a permis à l'Ukraine de gagner la «bataille énergétique» de l'hiver 2022-2023, grâce aussi à ces «points d'invincibilité» et à ces centaines de bunkers organisés pour accueillir pour quelques heures, pour quelques jours, des populations fuyant la peur, le froid, le noir. Mais évidemment le cœur de ce qui a fait tenir le pays, ce sont bien ses capacités de résistance, son énergie pour faire émerger des formes incroyables d'entraide.

Mai 2024. Nous sommes revenus dans la «routine de l'horreur». Les bombes tombent tous les jours dans la zone de Kharkiv, de Sumi, de Zaporijjia, de



Kherson et même de Kyiv. Sans munitions, la défense ukrainienne n'arrive plus à défendre son espace aérien, et les missiles tuent, les avions bombardent, les maisons brûlent et les populations tentent d'évacuer les zones les plus à risques. Tous les jours les sirènes, les alertes, et les gens qui finissaient par s'y habituer, ont repris la route vers les abris. Plus grave encore, de façon assez systématique, les bombardements russes prennent de plus en plus la tactique du «*double tap*»: on bombarde des zones civiles, en faisant des dégâts et puis quand les équipes de SESU (la protection civile ukrainienne) et les ambulances sont là, on retape encore pour tuer les secouristes.

Cette installation de la guerre dans la durée est terrible pour les Ukrainiens. Tous les jours des convois

avec des cercueils, tous les jours de nouvelles tombes, tous les jours la surface de l'espace avec les petits drapeaux de la place Maïdan s'agrandit.

Pour les Ukrainiens, face au risque de désespoir, à la souffrance, à la peur, il faut tenir. Et pour nous, il va falloir imaginer de nouvelles formes d'action à leur côté, préparer le futur, la gestion des impacts psychologiques, humains économiques et environnementaux de cette guerre. Des défis importants, qui demanderont des efforts importants.

Un jour viendra la paix

La paix finira bien par s'instaurer, mais la qualité de cette paix est un enjeu fondamental, car les décennies à venir en dépendront : «paix des braves» si la négociation aboutit de façon juste pour la partie agressée ; «paix inique» si elle signifie reddition imposée pour éviter le bain de sang ; paix «imposée» par la communauté internationale si les opinions publiques ne supportent plus les images de morts. Par ailleurs, si les sanctions économiques internationales finissent par mettre à mal la Russie, la pression pour la paix pourrait porter ses fruits. Les populations ukrainiennes pourront alors rentrer chez elles où les conditions de vie seront devenues ô combien précaires : dans le cas du scénario de la paix inique, les populations seront sans doute conduites à explorer plus avant la piste de l'exil et il est peu probable que les fonds de reconstruction soient importants ; dans les deux autres scénarios, l'aide à la reconstruction sera sûrement massive mais avec une forte compétition entre bailleurs. Il faudra alors que le gouvernement ukrainien puisse faire preuve d'une forte capacité à coordonner tous les efforts nécessaires à leur gestion.

Les principes généraux pour la reconstruction de l'Ukraine et de sa marche vers l'Europe devront se

mettre dans un cadre général où l'éradication de la corruption sera centrale.

Mais il faudra être attentif sur le contenu de ce que sera le «plan Marshall» pour l'Ukraine. Quel sera le chemin vers une Ukraine «verte», sociale, qui pourra gérer le terrible traumatisme de ses milliers de blessés, de familles meurtries, de deuils ? Dans la relance de l'économie, quelle sera la place du droit du travail et de la justice sociale face aux «vautours de la reconstruction» ? Quelle sera la politique agricole face aux multiples transitions à venir, y compris pour s'adapter aux normes européennes et aux risques liés à la fois aux impacts environnementaux du conflit et aux changements climatiques dont les effets commencent déjà à se faire sentir ?

Il nous faudra une grande vigilance pour soutenir les forces sociales, les syndicats, les acteurs de la jeunesse, les mouvements écologistes, pour que l'Ukraine de demain ne soit pas qu'un marché où les acteurs économiques internationaux viendront trouver des contrats à haut niveau de rentabilité, avec une main-d'œuvre peu chère et des produits à des prix défiant toute concurrence.



Ukraine solidarité

LETTRE D'INFORMATION DU COMITÉ BELGE
DU RÉSEAU EUROPÉEN DE SOLIDARITÉ AVEC
L'UKRAINE

Le Comité belge du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU) a lancé le 25 décembre dernier une campagne de soutien financier.

Pour les cinq premiers mois de 2024, nous avons envoyé en Ukraine environ 9 000 euros que nous avons répartis entre différents projets. Il s'agit toujours de projets concrets menés par des collectifs que nous connaissons directement et qui nous informent de besoins urgents. Ces collectifs bénéficient rarement de l'argent de grands projets de coopération qui passent par les structures de l'État ukrainien ou de grandes ONG liées aux partis politiques et aux Églises en Ukraine.

Notre soutien concerne toutes les formes de résistance populaire: depuis des maisons d'accueil féministes pour les femmes victimes de violence jusqu'à des drones pour des unités qui se trouvent aux premières lignes dans le Donbass. Nous suivons les recommandations des collectifs avec lesquels nous sommes en contact pour déterminer les priorités. C'est ainsi que le collectif de cinéastes Babylon 13 nous a demandé de ne pas leur envoyer d'argent et de consacrer notre soutien au groupe Adam qui effectue des missions de reconnaissance avec des drones. Deux cinéastes du collectif font actuellement partie du groupe Adam.

Dans la majorité des cas, notre soutien s'intègre dans une collecte de fonds plus large menée tant à l'étranger qu'en Ukraine. Par exemple, notre contribution à l'achat d'une ambulance pour le collectif de

femmes Veteranka a été complétée par des collectes du RESU dans d'autres pays européens comme la France. Chaque projet est suivi en Ukraine par une personne de contact du comité qui reçoit l'argent, procède aux achats de matériel et suit son acheminement jusqu'au collectif qui bénéficie du soutien. Souvent, nous continuons à recevoir des informations régulières sur ce que fait ce collectif.

Nous sommes conscients que cette collecte ne représente qu'une goutte d'eau par rapport aux besoins immenses de la résistance populaire ukrainienne. Elle correspond à notre vision d'une solidarité «du bas vers le bas» où des liens directs sont établis entre les personnes solidaires à l'étranger et des collectifs de base qui incarnent les multiples formes de résistance de la société ukrainienne et sa volonté de lutter sur deux fronts: mettre fin à l'agression russe et se battre pour une Ukraine libre, démocratique et sociale. Nous établissons des rapports de solidarité réciproque. Le contact avec ces collectifs nous apprend beaucoup de la société ukrainienne, de ses luttes et de ses espoirs. Il met en évidence des points communs ici et là-bas et montre que, malgré les atrocités de la guerre, les mouvements syndicaux, féministes, LGBT, antiracistes ou environnementalistes continuent leur action pour l'avenir de l'Ukraine et pour notre avenir commun.



Activités du collectif féministe de Tcherkasy

Nous avons contribué à l'activité de ce collectif en envoyant trois versements entre octobre 2023 et mai 2024 pour un montant total de 2185 euros. Nous avons eu la joie de recevoir des informations détaillées sur le travail du collectif qui nous envoient régulièrement des photos où se lisent le bonheur et

la fierté de femmes qui s'entraident et apprennent les unes des autres. Tcherkasy est une ville de 270 000 habitants qui se trouve en Ukraine centrale, sur la rive droite du Dniepr. Les infrastructures électriques du district ont été fortement affectées par des bombardements russes, notamment par la destruction d'une centrale thermique le 29 mars 2024.

Les activités du collectif féministe

Nous avons terminé avec la première étape de notre projet culturel et artistique qui consiste à enseigner le théâtre à des jeunes handicapés. Nous voulons changer les stéréotypes sociaux sur les personnes handicapées dans notre ville. En collaboration avec une organisation de personnes aveugles, nous préparons des campagnes de sensibilisation pour l'accessibilité des toilettes publiques aux personnes handicapées et pour l'installation d'un signal sonore aux feux de circulation des carrefours de notre ville de Tcherkasy.

Nous organisons des conférences de formation pour les femmes déplacées à l'intérieur du pays et les victimes de violence, sur la manière de créer leur propre entreprise et sur les endroits où elles peuvent trouver des ressources. Je rêve d'une indépendance financière pour toutes les femmes... Le financement reçu de Belgique a permis l'organisation de plusieurs cours qui consistaient en trois sessions de trois heures.

Nous organisons des cours d'autodéfense pour les femmes adultes et adolescentes en utilisant la méthode WenDo (une méthode mise au point par des féministes québécoises). Jusqu'à présent, 298 femmes ont suivi cette formation. Plus récemment, nous avons formé des femmes de l'ONG «Positive Women» (femmes séropositives) et des femmes déplacées à l'intérieur de leur pays.

Pour l'entraînement à l'autodéfense des filles âgées de 7 à 10 ans, nous avons préparé une poupée d'entraînement, le populaire personnage de bande

dessinée «Mavka». Pour cet âge, la formation est plus ludique. Avec votre contribution, des cours d'auto-défense ont été organisés chaque semaine en mars.

Nous popularisons les récits de vie d'éminentes féministes et activistes d'Ukraine et du monde entier.

Une immense tristesse mais pas de résignation

Le mercredi 27 mars, nous ressentions beaucoup de joie à nous retrouver nombreux à l'ULB autour du splendide film de Kira Mouratova *Brèves rencontres*. Nous étions conscients que la créativité, la beauté, le goût de la liberté de la grande cinéaste faisaient partie de ces «menaces existentielles» qu'invoque la Russie pour détruire l'Ukraine. Comme pour chaque projection organisée par le RESU, nous avons associé cette activité culturelle avec une activité concrète de solidarité. Une de nos correspondantes en Ukraine avait attiré notre attention sur le besoin urgent de dispositifs de brouillage de drones pour une unité se battant à proximité de Donetsk. Il s'agit d'appareil de technologie ukrainienne construits à Ivanofrankivsk qui brouille le système GPS des drones.

Jeudi matin, en versant les 965 euros récoltés pour un équipement de brouillage des drones, nous avons été bouleversés par la réponse de notre correspondante en Ukraine : le collectif de soldats au sein de la 24^e brigade qui avait demandé cet équipement a été anéanti, tous ont été tués, sont portés disparus ou ont été grièvement blessés au cours de la semaine antérieure. Ils assuraient la défense de l'Ukraine contre les agresseurs russes sur un des fronts les plus difficiles à proximité de Donetsk. Notre correspondante avait aussitôt envisagé d'envoyer l'équipement à une unité du même bataillon. Le lendemain, elle apprit que cette autre unité avait été anéantie également.



Finalement l'équipement est parti vers une troisième unité. Nous reproduisons le message de notre correspondante et celui de soldats de la 24^e brigade qui défend des villages dans la région de Donetsk. Message de notre correspondante envoyé le jeudi 28 mars à 11 h 32 par Instagram.

Jeudi 11 h 32 Bonjour! Je voulais vous informer sur la situation concernant la collecte. Nous avons déjà presque collecté la totalité du montant pour le dispositif antidrone. En effet, c'était très urgent, et cette semaine encore, l'unité qui était censée utiliser ce dispositif a été anéantie. Et le jour suivant, une autre unité est également morte. Par conséquent, le dispositif antidrone ira à la troisième unité.

Mais la brigade a besoin de sacs à dos tactiques et de drones FPV (dix pièces chacun). Je voulais donc vous demander à nouveau si vous seriez d'accord que cet argent soit versé pour les FPVs et pour les sacs à dos. Je paierai donc le dispositif antidrone demain. On ne peut pas attendre un autre week-end, car chaque jour est important. Sinon, ces fonds n'ont pas le temps d'arriver pour la collecte d'ensemble. Ah, juste pour le contexte: actuellement il y a un manque d'effectifs, les unités comptent souvent moins de 50 personnes.

Message d'un collectif de soldats de la 24^e brigade¹

Mauvaises nouvelles: les gars de l'infanterie qui avaient besoin de ce dispositif le plus et demandaient de l'acheter sont tous soit morts, soit grièvement blessés, soit portés disparus... Du coup, le dispositif servira à une autre unité. Le surréalisme dans lequel on vit tous.

1. Reçu le jeudi 28 mars à 16 heures sur Instagram.

Comment contribuer financièrement aux activités et projets du comité belge?

Effectuez vos versements sur le compte:

Soutien Ukraine 000-4764473-27

IBAN BE48 0004 7644 7327 BIC: BPOT BE B1

Si vous désirez soutenir un projet spécifique, indiquez-le dans la communication du versement.

Afin de pouvoir répondre à des besoins urgents, nous vous suggérons d'effectuer un ordre permanent (que vous pouvez suspendre à tout moment). Toutes les contributions, même les plus modestes, sont les bienvenues.



ÉCLAIRAGES

La Palestine, l'Ukraine et la crise des empires

SIMON PIRANI¹

Le week-end de Pâques, lors de la dernière marche géante à Londres contre la complicité du Royaume-Uni dans la guerre d'Israël contre Gaza, un groupe d'entre nous portait une banderole sur laquelle on pouvait lire: «De l'Ukraine à la Palestine, l'occupation est un crime». Nous avons reçu les applaudissements des gens autour de nous qui ont scandé notre slogan. Mais au-delà du slogan, que pouvons-nous faire, dans le mouvement ouvrier et les mouvements sociaux au Royaume-Uni, face à ces conflits qui transforment le monde dans lequel nous vivons et alimentent les craintes de guerres plus larges et plus sanglantes?

Dans ce qui suit, je propose quelques éléments de réponse, basés sur l'idée que nous assistons au déclin de deux empires, l'américain et le russe. Bien sûr, ni l'un ni l'autre n'est un empire au sens strict du terme. Par empire américain, j'entends la domination économique des États-Unis dans le capitalisme mondial, ainsi que le système militaire et politique qui le soutient, dans lequel Israël est un élément clé. La Russie, d'autre part, est une puissance économiquement subordonnée de second ordre qui cherche à

réaffirmer sa domination dans l'espace géographique eurasienn.

Je me concentrerai sur la guerre de la Russie en Ukraine et sur son évolution dans le contexte de la guerre à Gaza. Les sections de l'article font référence à (1) des choses que je trouve qui ont changé au cours des six derniers mois, (2) comment la Russie a changé depuis 2022, (3) les perspectives pour l'Ukraine, (4) le rôle des puissances occidentales dans la guerre de la Russie, (5) la démocratie et l'autoritarisme, (6) les dangers d'une prolongation de la guerre et certaines conclusions².

Ce qui a changé

Le premier est la violence exceptionnelle et choquante de la guerre d'Israël. Plus de 33 000 Palestiniens, pour la plupart des femmes et des enfants, ont été tués en six mois. La population civile est soumise à des punitions collectives, la famine est utilisée comme arme de guerre. De nombreux crimes de guerre sont enregistrés et signalés chaque jour. La soldatesque israélienne se vante de ses crimes sur les réseaux sociaux; des groupes de civils se vantent du blocus de l'aide humanitaire. Les politiciens israéliens déclarent ouvertement des buts de guerre qui s'apparentent à un génocide et à un nettoyage ethnique. Ici, au Royaume-Uni, la réponse d'une nouvelle génération de manifestants, qui ne se contentent pas de descendre dans la rue, mais mènent des actions directes contre les usines d'armement, est un signe d'espoir.

Deuxièmement, il y a le soutien à l'assaut génocidaire des États-Unis, du Royaume-Uni, de



1. Simon Pirani est professeur émérite de l'université de Durham. Il est l'auteur de *Communist Dissidents in Early Soviet Russia* (2023). Cet article est paru en castillan le 8 avril sur le site de [Viento Sur](#) et en français le 23 avril 2024 dans [Presse toi à gauche](#), la revue de la gauche québécoise en ligne dont nous reprenons ici la traduction.

2. Notez que je ne fais que suggérer quelques indications sur ce que le mouvement ouvrier et les mouvements sociaux pourraient faire, car ce sont les agents de changement qui comptent. Je n'écris pas sur ce que les gouvernements pourraient ou devraient faire, je ne vois pas la politique de cette façon.

l'Allemagne et d'autres gouvernements occidentaux. Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, ainsi que les extrémistes fous qui font partie de son gouvernement de coalition, donnent le ton; les puissances occidentales suivent. La chasse aux sorcières frénétique contre ceux qui s'opposent à la guerre d'Israël est sans précédent. Cependant, à chaque nouvelle image scandaleuse et à chaque nouvelle manifestation exigeant un cessez-le-feu, un nouveau fil est tiré du tissu de la grande fiction, qui dit qu'Israël défend le peuple juif et que remettre en question ses actions est antisémite. D'énormes fissures s'ouvrent dans les fondements idéologiques du projet sioniste.

Troisièmement, la façon dont des centaines de millions de personnes dans le monde ont compris, et ont été exaspérées, par l'hypocrisie des politiciens occidentaux qui condamnent le nettoyage ethnique de la Russie mais permettent que le nettoyage ait lieu à Gaza.

Quatrièmement, la façon dont l'absence d'un État ou d'une armée étatique laisse les victimes civiles de l'incursion israélienne si terriblement sans défense. Encore une fois, il s'agit d'un contraste. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a été entravée non seulement par la puissante force morale de la résistance populaire, mais aussi par la force des armes. Beaucoup de ces dernières ont été fournies aux forces armées ukrainiennes par les États-Unis, le Royaume-Uni et d'autres États, qui facilitent maintenant la terreur israélienne à Gaza.

Enfin, face à ces deux guerres, la paralysie politique de sections du mouvement ouvrier occidental est extrêmement choquante. Ceux qui professent le campisme et l'anti-impérialisme unilatéral dénoncent les États-Unis et Israël, mais ne regardent pas l'empire russe à travers le même prisme. Le glissement de l'État russe vers le fascisme, le caractère impérialiste

de sa guerre et l'horreur qu'il a imposée aux parties occupées de l'Ukraine sont dans un angle mort. Trois décennies après l'effondrement de l'Union soviétique, le mouvement et son internationalisme sont minés par ce campisme, ce monstrueux petit-fils du stalinisme.

La guerre de la Russie

La socialiste ukrainienne Hanna Perekhoda a récemment écrit sur le caractère impérialiste de la guerre menée par la Russie, et le socialiste russe Ilya Budraitskis a fourni un argument puissant en faveur du tournant du Kremlin vers le fascisme pendant la guerre. Je commenterai ici deux aspects qui, à mon avis, soutiennent et développent ses arguments: sur la façon dont la guerre est menée et sur la façon dont la politique économique s'adapte pour la servir.

La guerre de la Russie est avant tout une guerre contre la population civile ukrainienne. L'attaque massive de missiles et de drones des 21 et 22 mars, qui a visé Kharkiv (la deuxième ville d'Ukraine), Zaporijjia et Kryvoï Rog, l'a rappelé. La plus grande centrale hydroélectrique d'Ukraine sur le fleuve Dniepr a été réduite à l'état de décombres et DTEK, la principale compagnie d'électricité, a déclaré qu'elle avait perdu 50 % de sa capacité de production. «La Russie cause la mort de civils, y compris des travailleurs sur les lieux de travail, et détruit activement l'économie ukrainienne et l'industrie de l'énergie», a déclaré la Confédération des syndicats libres d'Ukraine.

Deux rapports des Nations unies et d'organisations non gouvernementales, qui quantifient les destructions causées au cours des deux années qui ont suivi l'invasion russe du 24 février 2022, montrent que l'attaque russe se concentre sur des cibles civiles. Une mise à jour du rapport du Haut-Commissariat



des Nations Unies aux droits de l'homme confirme que plus de 10 000 civils ont été tués et 20 000 autres blessés ; « Les chiffres réels sont probablement un peu plus élevés. » La grande majorité de ces personnes ont été victimes d'« armes explosives aux effets très variés », un peu plus d'une personne sur sept vivant dans des zones occupées (c'est-à-dire très probablement des bombardements ukrainiens), le reste dans des zones sous contrôle gouvernemental (très probablement des bombardements russes). Les preuves démontrant la commission de crimes de guerre en arrivent à la même conclusion : de nombreux rapports des Nations Unies montrent que la grande majorité, mais pas la totalité, ont été commises par les forces russes.

Au fil du temps, l'enquête en a révélé davantage sur le siège de Marioupol par la Russie, un événement clé de l'invasion de 2022. Un rapport de 230 pages de Human Rights Watch et de Truth Hounds conclut qu'au moins 8 000 personnes y sont mortes de causes liées à la guerre. Les corps ont été enterrés dans des fosses communes, et le nombre réel ne sera peut-être jamais connu. L'attaque a endommagé l'ensemble des 19 hôpitaux de Marioupol et 86 de ses 89 écoles et facultés. Les conclusions de la commission internationale indépendante des Nations Unies complètent ces données.

Un trait distinctif de la guerre de la Russie est sa volonté de sacrifier ses propres troupes pour quelques kilomètres de terrain, ce qui rappelle la Première Guerre mondiale. C'est ainsi que la Russie s'est emparée de la ville stratégique d'Avdivka à Donetsk le mois dernier, comme elle l'avait fait à Bakhmout en 2023. Depuis février 2022, la Russie a probablement dénombré 75 000 soldats tués, en plus d'un nombre inconnu de militaires des républiques de Donetsk et de Louhansk, tandis que l'Ukraine

pourrait avoir eu 42 000 victimes. On estime que plus de 300 000 Russes et 100 000 Ukrainiens sont blessés³.

Une autre caractéristique cruciale de la guerre de la Russie est l'administration des territoires qu'elle a occupés, ce qui fait entrer dans le 21^e siècle le nettoyage ethnique, la tyrannie locale et le vandalisme culturel qui ont inauguré l'empire britannique au 19^e siècle. Un exemple frappant de la folie suprémaciste russe est celui de Sergueï Mironov, un leader parlementaire, qui a adopté l'année dernière une fille volée dans un orphelinat dans le territoire occupé.

Les zones occupées ont été militarisées et les droits civils ont été réprimés. Les ONG surveillent la stratégie des autorités d'expulsion forcée de la population civile ukrainienne et d'encouragement à l'immigration de colons russes⁴. La résistance, lancée en 2022, s'étend à nouveau, d'abord et avant tout à travers des réseaux clandestins de militantes. Il y a de l'espoir.

La stratégie économique de la Russie a changé pendant la guerre. L'adoption du keynésianisme militaire pourrait être un facteur clé de l'extension de la guerre à l'intérieur de l'Ukraine et au-delà de ses frontières. Le budget a été gonflé par la forte augmentation des recettes provenant de la vente de pétrole, et ces fonds ont été canalisés vers l'industrie militaire et les secteurs connexes. L'État réorganise également la propriété des entreprises, transfère

3. L'État russe dissimule des informations sur les victimes. Les informations les plus fiables sur les pertes russes proviennent du projet conjoint de *Mediazona* et *Meduza*. Des publications occidentales telles que *The Economist* et *Newsweek* considèrent ses calculs comme crédibles. Du côté ukrainien, le chiffre de 42 000 provient également de *Meduza/Mediazona*. À l'occasion du deuxième anniversaire de l'invasion russe, le président Zelensky a déclaré que 32 000 soldats ukrainiens avaient été tués.

4. L'Institute for the Study of War, basé aux États-Unis, a également récemment publié un rapport sur les territoires occupés. Malgré son parti pris politique évident, les faits sont exacts.



des actifs à des secteurs de l'élite liés aux nouveaux services de sécurité et oblige les oligarques exilés à rapatrier leurs actifs en Russie ou à les vendre.

En réponse à l'invasion de 2022, les puissances occidentales ont imposé une série de sanctions sans précédent à la Russie: 13 000 mesures sont actuellement en place, soit plus que ce qui a été décrété contre l'Iran, Cuba et la Corée du Nord réunis. Ces sanctions n'ont pas éliminé les revenus pétroliers qui sous-tendent le budget russe: au paragraphe 4, je me demande si cette possibilité a jamais été évoquée. Les réserves de change de la Russie ont été gelées et l'activité de ses banques a été limitée. Le Kremlin a réagi en interdisant les sorties d'argent, en augmentant les taux d'intérêt et en établissant des contrôles de capitaux. Les exportations de pétrole ont été dirigées vers des destinations asiatiques.

Les dépenses militaires ont augmenté de façon vertigineuse: si en 2019-2021 elles étaient de 3 000 à 3 600 milliards de roubles (44 à 48 milliards de dollars, soit 15 % du budget fédéral ou 3 à 4 % du PIB), en 2022 elles ont déjà bondi à 8 400 milliards de roubles (124,5 milliards de dollars), et en 2023 à environ 13 300 milliards de roubles (160 milliards de dollars, représentant 40 % du budget fédéral, soit 8 à 9 % du PIB), selon les calculs de l'économiste Boris Grozovski⁵. Les paiements aux familles des soldats ont grimpé en flèche et les industries liées à l'armée, telles que la microélectronique et l'équipement électrique, se sont rapidement développées. Des fonds sont destinés à la reconstruction des villes

ukrainiennes détruites par les bombardements russes et désormais occupées par l'armée russe⁶.

L'année 2023 a été marquée par un effort concerté pour réorganiser la propriété des entreprises: le bureau du procureur général a demandé aux tribunaux de nationaliser plus de 180 entreprises privées. La majeure partie d'entre elles appartiennent à des secteurs nécessaires à la production de matériel de guerre, comme l'usine électrométallurgique de Tcheliabinsk, principal fabricant russe de ferroalliages, qui a été nationalisée le mois dernier, et à ceux appartenant à des hommes d'affaires jugés injustes. Une nouvelle offensive a commencé cette année: le mois dernier, le gouvernement a commencé à répertorier les «organisations économiquement importantes» qui forceront les empires commerciaux basés à l'étranger à rapatrier leur argent en Russie et à payer leurs dividendes dans ce pays. Cela protégera ces entreprises des sanctions et les soumettra en même temps à un contrôle étatique plus strict⁷.

L'économiste Alexandra Prokopenko pense qu'il n'y a rien de moins qu'un remaniement de l'élite russe en cours: le deuxième promu par Vladimir Poutine, après l'asservissement des oligarques de l'ère Eltsine en 2003-2007. Les vagues de nationalisations font «partie de la tentative de Poutine de redistribuer les biens des personnes jugées insuffisamment loyales au Kremlin et de créer une nouvelle classe de propriétaires d'actifs qui doivent leur fortune au président et à son cercle rapproché». Ces nouveaux propriétaires seront «les vrais vainqueurs de la guerre

5. B. Grosovski, «Le budget de guerre sans précédent de la Russie expliqué», *The Wilson Centre: the Russia File*, 7 septembre 2023. Grosovski inclut dans ses calculs des sections budgétaires classées comme militaires et d'autres classées comme secrètes. Des chiffres plus bas sont indiqués dans V. Ichchenko, I. Matveev et O. Churavliev, «Russian Military Keynesianism: Who Profits from the War in Ukraine?», *South Wind*, 4 avril 2024.

6. Ichchenko et col., «Le keynésianisme militaire russe», *Forbes.ru*, 5 juin 2023.

7. «La guerre en Ukraine facilite le rêve de “désaveu” du Kremlin», *The Bell*, 8 mars 2024; «Iz'iato dlia svoikh», *Noviia Gazeta Evropa*, 5 mars 2024; «La réorganisation de Poutine: la déprivatisation en tant que “projet national” pour reformater les élites», *Objet: Russie*, 7 mars 2024.



en Ukraine et une base solide pour la stabilité du régime⁸».

Le keynésianisme militaire implique une baisse de la productivité et de la compétitivité, une réduction des dépenses consacrées aux activités non militaires et une augmentation du risque d'escalade militaire, note Prokopenko, «cela incite le Kremlin à prolonger la guerre aussi longtemps que possible, ou à transformer une guerre chaude en une guerre froide». L'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm met en garde contre le fait que la «nouvelle dépendance» aux dépenses militaires crée une dépendance encore plus grande à l'égard des revenus de l'énergie⁹.

8. A. Prokopenko, «Les oligarques sont perdants alors que Poutine courtise une nouvelle classe de propriétaires d'actifs loyaux», *Financial Times*, 4 octobre 2023.

9. A. Prokopenko et A. Kolyandr, «Keynes in jackboots: can defense spending sustain Russian economic growth», *The Bell*, 23 juin 2023;

Le Kremlin a entraîné la Russie dans la guerre en 2014, subordonnant la gestion économique et les intérêts commerciaux des capitalistes russes aux impératifs géopolitiques (en bref, l'aspiration à atteindre le statut de grande puissance), à l'expansionnisme impérialiste et à l'idéologie nationaliste. En 2022, ce sacrifice des intérêts économiques aux impératifs militaires et politiques est allé bien plus loin. Aujourd'hui, le Kremlin s'engage encore plus loin dans cette voie désastreuse. La démagogie fasciste devient plus véhémence, les vis de la répression interne sont serrées et l'économie n'est pas seulement subordonnée au nationalisme et au militarisme, mais remodelée pour les nourrir. Ce processus génère peut-être le plus grand danger d'une guerre future en Europe.

«La surprenante résilience de l'économie russe», *Financial Times*, 2 février 2024.

Les perspectives de l'Ukraine

La guerre en Ukraine est menée par une coalition de l'État ukrainien avec la population et les puissances occidentales qui lui fournissent des armes. Cette alliance a été mise à rude épreuve par le résultat décevant de la tentative de contre-offensive ukrainienne de l'été dernier et par la prévision d'une nouvelle offensive russe cet été. L'armée ukrainienne manque d'hommes et d'équipements : un groupe de journalistes a calculé qu'à Avdivka, par exemple, le rapport avec l'armée russe était de cinq pour un (artillerie), sept pour un (drones) et jusqu'à quinze pour un (soldats).

Il est important de replacer les choses dans leur contexte. Le Kremlin espérait soumettre complètement l'Ukraine en une semaine, et deux ans plus tard, il a subi de lourdes pertes pour capturer les ruines d'une petite ville qu'il bombardait auparavant massivement. Mais nous devons faire face au monde que le Kremlin a contribué à créer entre-temps.

Le manque de troupes aggrave les tensions entre l'État et la population. Le 2 avril, le président Zelensky a promulgué des lois abaissant l'âge du service militaire obligatoire de 27 à 25 ans, créant un registre en ligne des conscrits et supprimant le statut d'inapte partiel aux examens médicaux. Ces changements interviennent alors qu'une nouvelle loi de mobilisation qui adopte une approche plus large et pourrait permettre à quelque 500 000 hommes d'être appelés est bloquée au Parlement. Plus de 4 000 amendements ont été déposés par les députés. Zelensky et son équipe tentent de prendre leurs distances avec ces mesures, qui sont impopulaires : ils n'ont pas confirmé le chiffre de 500 000 hommes (l'Ukraine compte actuellement environ 330 000

soldats déployés, sur un total de 1,2 million de personnes qui composent les forces armées).

Il ne faut pas confondre la vive polémique publique autour de la mobilisation avec une opposition à la guerre, dont il n'y a guère de signes. La question est de savoir comment s'en débarrasser. Les soldats mobilisés ont en moyenne entre 40 et 50 ans, et certains sont au front depuis deux ans sans interruption. Un sondage récent révèle que 48 % des hommes ne sont pas prêts à se battre, 34 % le sont et 18 % sont indécis. Une autre enquête montre qu'une majorité de la population ukrainienne (54 %) comprend les motivations de ceux qui se soustraient à la conscription, et une troisième enquête indique qu'il y a beaucoup plus de personnes qui pensent que le niveau de conscription est plus ou moins adéquat ou insuffisant que celles qui pensent qu'il est excessif¹⁰.

En plus de la pénurie potentielle de soldats, les forces armées ukrainiennes souffrent d'une grave pénurie d'armes. Ce fait reflète les divergences entre les pays occidentaux qui les fournissent dans cette situation de guerre (voir la section suivante). Ce déficit n'est que partiellement compensé par l'utilisation intelligente d'un approvisionnement limité en armes, par exemple en infligeant de graves dommages à la flotte russe de la mer Noire et en attaquant des raffineries de pétrole et des aéroports en Russie.

Dans ce contexte, la presse occidentale cite régulièrement des sources anonymes et affirme, par exemple, que les États-Unis demandent à l'Ukraine si elle est disposée à négocier ou que la Russie a fait

10. Voir «L'Ukraine a besoin de 500 000 recrues. Peut-elle les lever?», *Financial Times*, 13 mars 2024; Commentaire de l'OSW, «Au seuil d'une troisième année de guerre, la crise de mobilisation en Ukraine», février 2024; et «L'esquive de la conscription empoisonne l'Ukraine», *Politico*, 25 mars 2024. Sondages examinés dans l'article du *Financial Times* et ici.



des propositions informelles aux États-Unis. Le mois dernier, la Turquie a proposé d'accueillir des négociations. De mon point de vue, les obstacles à une négociation de paix sont considérables. Le Kremlin a inscrit le territoire ukrainien qu'il revendique dans la constitution russe. Il s'est engagé à aller de l'avant, non seulement en raison de sa rhétorique impérialiste niant le statut de nation de l'Ukraine, mais aussi en vertu de ses objectifs géopolitiques et de l'adoption du keynésianisme militaire.

Je n'essaierai pas de brosser un tableau de ce qui se passe dans la tête du peuple ukrainien en ce moment, mais d'après mes conversations et la lecture des médias, je dirais que pour beaucoup de gens, l'aspiration désespérée à la paix est compensée par la conviction que (1) la perspective que la Russie conserve le contrôle des 18 % du territoire ukrainien qu'elle occupe actuellement. Cette idée qui est discutée dans les couloirs du pouvoir occidental est inacceptable. Et (2) d'abord et avant tout, tout accord de paix qui permet à la Russie de reconstruire ses forces armées lourdement endommagées et de retrouver un nouvel élan est un danger mortel. C'est ce qui ressort de l'un des nombreux commentaires publiés dans les médias ukrainiens au sujet de la conscription :

L'un des arguments les plus courants concernant les hommes qui se soustraient à la conscription est le suivant : si vous vous cachez des officiers de recrutement militaires de votre propre pays et que l'Ukraine est vaincue, personne ne vous sauvera des officiers et des commandants militaires russes, qui vous enverront prendre d'assaut Cracovie et Varsovie. Il vaut donc mieux se soumettre à son propre Léviathan qu'à celui de l'ennemi.

Ma conclusion est que tant que le Kremlin n'aura pas décidé de faire une pause, voire d'arrêter, son agression, aucune négociation de paix n'est en vue.

Espérons qu'un cessez-le-feu sera possible et qu'il gèlera au moins le conflit.

Dans le mouvement ouvrier des pays occidentaux, il reste crucial de répondre à l'affirmation cinglante selon laquelle seules les puissances occidentales s'opposent à un accord de paix, une affirmation généralement faite par les campistes (anti-impérialistes unilatéraux), qui considèrent que la seule puissance impérialiste est les États-Unis et que la Russie et/ou la Chine représentent une alternative potentiellement progressiste.

Les puissances occidentales et l'Ukraine

Des désaccords émergent entre les puissances occidentales sur la manière de traiter avec la Russie, pour des raisons géopolitiques et stratégiques, liées à la crise de l'empire américain. Il ne s'agit pas de principes démocratiques, mais de la façon de contrôler, plutôt que de détruire, un empire de second ordre qui joue un rôle subordonné dans l'économie mondiale.

Le régime de Poutine n'a jamais été aux antipodes de l'empire américain. Jusqu'en 2014, les puissances occidentales l'ont choyé avec enthousiasme, alors qu'il intégrait le capital russe dans le système mondial. À partir de 2014, la relation s'est refroidie de plus en plus. C'est l'invasion massive de l'Ukraine en 2022 qui a provoqué une rupture définitive. Même par la suite, le régime de sanctions a été limité. Plus précisément, l'empire américain a aboli les mesures qui entravaient l'approvisionnement en pétrole du marché mondial. Le contexte suivant aide à comprendre l'attitude actuelle des puissances occidentales à l'égard de la Russie.

Au début des années 2000, l'empire américain a soutenu la violente campagne militaire de Poutine



contre la Tchétchénie, ainsi que les multiples crimes de guerre qui ont été commis, dans le cadre de sa stratégie de centralisation et de renforcement de l'appareil d'État affaibli. Lorsque l'économie russe s'est redressée grâce à la hausse des prix du pétrole (2001-2008), les puissances occidentales ont traité Poutine comme un gendarme du capital, et il a eu carte blanche dans l'espace post-soviétique.

À partir de 2007, lorsque Poutine prononce son discours à Munich contre le «monde unipolaire» dirigé par les États-Unis, il tente d'inverser le déclin de la Russie en tant que puissance impériale, bien que ses efforts soient entravés par les crises économiques successives (krach de 2008-2009, effondrement du prix du pétrole en 2015 et pandémie de 2020-2021). À travers tout cela, les puissances occidentales ont regardé impassiblement l'invasion de la Géorgie par la Russie (2008) et l'Est de l'Ukraine (2014), ainsi que l'aide apportée par Poutine à Bachar al-Assad pour noyer dans le sang la révolte syrienne (2015-2016). L'empire américain n'a protesté que contre l'annexion de la Crimée, qui violait de nombreux accords internationaux, et contre la destruction de l'avion de ligne civil malaisien survolant l'Est de l'Ukraine (2014).

En 2021, alors que le Kremlin se préparait à envahir l'Ukraine, les puissances occidentales ont cherché à faire reculer certaines sanctions. En juillet de la même année, les États-Unis et l'Allemagne ont convenu de lever les obstacles au projet de gazoduc de la mer du Nord et n'ont pas abandonné cette tentative jusqu'à ce que la Russie reconnaisse les républiques fantoches de Donetsk et de Louhansk le 21 février 2022, trois jours avant l'invasion massive de l'Ukraine.

À la suite de l'invasion, les puissances occidentales ont rompu les liens de la Russie avec le système

financier international et ont accepté de voir les exportations de gaz russe vers l'Europe considérablement réduites, probablement pour toujours. Mais ils ont bloqué toutes les mesures susceptibles de faire grimper le prix du pétrole.

Les sanctions sur les exportations de pétrole sont les plus importantes, car le pétrole est de loin le principal produit d'exportation et celui qui génère le plus de revenus du budget de l'État russe. En décembre 2022, les pays européens avaient proposé une interdiction simple des services financiers, y compris l'assurance maritime, pour les navires transportant du pétrole russe. La domination de l'Europe sur le marché de l'assurance signifiait qu'une telle décision serait viable, mais les propositions «ont effrayé le Trésor américain», comme *Global Witness* l'avait rapporté à l'époque.

Le gouvernement américain a conçu le plafonnement des prix avec l'intention explicite de maintenir l'écoulement du pétrole russe, tout en réduisant les revenus du Kremlin, et a fait pression sur les pays européens pour qu'ils renoncent à leur interdiction totale.

Lorsque le plafonnement des prix a été adopté, il était trop élevé pour être efficace – 60 dollars le baril de brut – et les États-Unis sont également intervenus pour s'assurer que les pénalités en cas de non-conformité étaient légères et que les produits pétroliers raffinés à partir du pétrole russe ne soient pas sanctionnés.

Ainsi, le pétrole russe est désormais exporté vers l'Inde, la Chine et d'autres destinations principalement asiatiques, où il est raffiné et réexporté vers des destinations occidentales. Le Royaume-Uni, dont les politiciens sont les plus virulents dans leur soutien à l'Ukraine, a importé ces produits pour un total d'environ 660 millions d'euros au cours de la première



année suivant l'imposition du plafonnement des prix du pétrole. À ce contournement des sanctions s'ajoute un non-respect systématique des sanctions par une flotte grise de navires dépourvus d'assurance adéquate et appartenant à des structures opaques.

Sans se laisser décourager, l'armée ukrainienne a attaqué le mois dernier des raffineries de pétrole russes avec des drones. La réponse: une réprimande de Washington. Selon le *Financial Times*, les États-Unis s'inquiètent de la hausse des prix de l'essence en cette année électorale et craignent que la Russie «s'en prenne aux infrastructures énergétiques sur lesquelles l'Occident compte», telles que les oléoducs qui transportent le pétrole d'Asie centrale à travers la Russie. Je suis heureux de dire qu'à l'heure où j'écris ces lignes, il semble que l'Ukraine n'y ait pas prêté beaucoup d'attention.

Quant au chœur des entreprises occidentales qui ont annoncé en 2022 qu'elles quitteraient la Russie, une base de données de la Kyiv School of Economics montre que sur les 3756 entreprises étrangères qui y opéraient avant l'invasion massive, seules 372 ont complètement quitté le pays. Bien que les principaux producteurs de pétrole aient cessé leurs activités en Russie, la plus grande société de services pétroliers au monde, SLB (anciennement Schlumberger), ne l'a pas fait. Il n'est pas surprenant que d'autres gouvernements aient fait pression sur l'Ukraine pour qu'elle retire sa liste noire des «sponsors de la guerre», ce qui a conduit à la suppression de la version accessible au public.

Démocratie et autoritarisme

Le régime de Poutine est un monstre de Frankenstein qui s'est retourné contre l'empire américain qui l'a autrefois nourri. Le gouvernement de Netanyahu est un autre type de monstre, fortement dépendant

de son maître américain, qui le protège alors qu'il se déchaîne dans Gaza. Dans la mesure où les puissances occidentales ont un récit idéologique pour justifier leur opposition à Poutine et leur soutien à Netanyahu, elles disent défendre la démocratie face à une alliance de puissances autoritaires qui comprend la Russie, la Chine, l'Iran et la Corée du Nord, comme l'a déclaré cette semaine Jens Stoltenberg, le chef de l'OTAN. Le mouvement ouvrier et les mouvements sociaux ne doivent pas accepter cette fausse dichotomie.

Les dangers de croire à ce faux récit affectent la question politique très pratique de la fourniture d'armes à l'Ukraine. Les puissances occidentales rationnent délibérément ces armes, conformément à leurs vues sur la manière de traiter avec le Kremlin, mais elles sont divisées sur l'ampleur de ce rationnement. Il est parfois suggéré dans les cercles du mouvement ouvrier que ces arguments reflètent une scission entre les démocrates et les nouveaux autoritaires dans la politique occidentale. Je ne suis pas d'accord. Tout d'abord, à l'heure actuelle, ce sont les démocrates, notamment les autoritaires, qui imposent les restrictions les plus dommageables à la résistance ukrainienne à la Russie. Pour comprendre cela, je suggère que nous le regardions dans le contexte de la crise de l'empire américain.

Commençons par Donald Trump. Il est tenu pour acquis que le Kremlin continuera d'intensifier son action militaire en Ukraine au moins jusqu'en novembre, dans l'espoir que Trump remportera l'élection présidentielle américaine et affaiblira le soutien occidental à l'Ukraine. Je n'ai aucune raison de douter que le Kremlin gardera ses options ouvertes à cet égard, mais (étant tout sauf un expert de la politique américaine) je crois que Trump n'est qu'une pièce du puzzle de la politique occidentale.





Prenons, par exemple, la décision sur l'aide à l'Ukraine qui a été adoptée par le Sénat américain et qui est maintenant bloquée à la Chambre des représentants parce que Trump fait pression sur le président de la Chambre, Mike Johnson. Le retard dans le programme d'aide nuit militairement à l'Ukraine. Martin Wolf, du *Financial Times*, a averti que Trump «pourrait bientôt donner la victoire à son ami, Vladimir Poutine, sur l'Ukraine».

Wolf examine les machinations internes au sein du Parti républicain et conclut que la force de Trump réside dans la loyauté de la base du parti. Il craint que l'Ukraine ne soit «abandonnée»: cela «soulèverait partout des doutes sur la fiabilité des États-Unis»; les alliés des États-Unis douteront de ses assurances; la prolifération nucléaire pourrait se produire; le vide pourrait être comblé par des alliances moins dépendantes des États-Unis.

Contrairement à Wolf, les chroniqueurs de *The Economist* soulignent les divisions internes au sein du Parti républicain. Si Trump remportait l'élection, disent-ils, sa politique étrangère serait chaotique, mais elle serait influencée par des factions républicaines fondamentalement opposées: le secteur isolationniste, fortement soutenu dans les rangs républicains («*Make America Great Again*»); ceux qui pensent que l'attention devrait se déplacer de l'Europe vers le Pacifique et vers la prétendue menace chinoise pour l'empire américain; et la faction reaganienne, qui croit en la préservation de l'hégémonie américaine.

Dans l'ensemble, je pense qu'une victoire de Trump en novembre pourrait entraîner de nouvelles restrictions sur la fourniture d'armes à l'Ukraine. Mais ne perdons pas de vue le fait que celles-ci s'appuieraient sur les restrictions déjà imposées sous l'administration Biden, tant sur la fourniture d'armes que sur les sanctions. Le contexte est le déclin à long terme

de l'empire américain. La prise de contrôle du Parti républicain par Trump n'en est rien d'autre qu'une manifestation; le dysfonctionnement de la gouvernance américaine en est un autre; le retrait chaotique d'Afghanistan en 2021, un troisième.

L'affaiblissement des institutions internationales mises en place par l'empire américain après la Seconde Guerre mondiale, et en particulier des Nations Unies, est symptomatique. La profondeur du malaise se voit dans l'échec désastreux de la communauté internationale à lutter contre le changement climatique, ou dans la série de guerres tout aussi destructrices qui sont cachées au regard de l'Occident (Soudan, Érythrée, etc.).

L'illustration la plus frappante de la crise de cet empire est sa relation avec Netanyahu, qui a conduit Israël et le sionisme sur la voie la plus extrême possible, tandis que les démocrates américains (et non les républicains) refusent de l'arrêter. L'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), créé en 1949 pour gérer la crise des réfugiés palestiniens provoquée par la création de l'État d'Israël, en est victime.

Nous sommes confrontés à une crise profonde de l'hégémonie occidentale qui ne peut pas être comprise uniquement comme une action maléfique de nouveaux autoritaires (Trump et compagnie) contre les démocrates.

En Europe, alors que les dirigeants de droite des petits pays de l'Est comme la Hongrie et la Slovaquie espèrent conclure un accord avec le Kremlin, en Pologne, le parti d'extrême droite Droit et Justice et la Plateforme civique de centre droit de Donald Tusk plaident pour un fort soutien militaire à l'Ukraine. La réponse la plus efficace aux demandes d'aide à l'Ukraine parmi les pays européens les plus

riches a été celle du gouvernement conservateur du Royaume-Uni, le plus à droite d'entre eux. Même la coalition d'extrême droite de Giorgia Meloni en Italie (mais pas son adjoint, Matteo Salvini) soutient fermement la fourniture d'armes.

En Allemagne, c'est un dirigeant des sociaux-démocrates, Rolf Mutzenich, qui a déclenché une tempête de feu au parlement lorsqu'il a fait valoir non seulement que les missiles Taurus ne devraient pas être envoyés en Ukraine, mais que l'Allemagne devrait essayer de «geler la guerre et d'y mettre fin plus tard», probablement en faisant des concessions à Poutine.

La conclusion politique de tout cela n'est pas que les droitiers soient des alliés plus fiables que les démocrates américains, les sociaux-démocrates allemands ou les dirigeants travaillistes britanniques. Nous sommes confrontés à une crise profonde de la politique des gouvernements occidentaux, dont la démocratie et la social-démocratie font partie. Les démocrates et les sociaux-démocrates facilitent le génocide à Gaza en vertu de leur engagement de longue date envers Israël, à la fois idéologique et stratégique, tout comme la gauche et la droite de la politique bourgeoise ont facilité l'attaque meurtrière contre l'Irak en 2003, pour un ensemble similaire de raisons. Aujourd'hui, ces démocrates voient l'Ukraine à travers le prisme de leur politique russe. Soutenir le Kremlin est un principe pour eux; les droits démocratiques et sociaux du peuple ukrainien, non.

Bien sûr, il y a différentes façons de comprendre la démocratie par rapport à l'autoritarisme. Par exemple, juste après l'invasion massive de l'Ukraine par la Russie, Volodymyr Yermolenko a utilisé ces termes pour expliquer la résistance féroce et inattendue du peuple ukrainien :

L'autoritarisme interne en Ukraine est difficile à trouver et a toujours été importé. Kiev et Moscou diffèrent considérablement en termes de culture politique et de droits civils. Les Ukrainiens veulent vivre dans une démocratie où les droits et les libertés sont garantis, et ils perçoivent la Russie comme un endroit où ces valeurs sont négligées et où le pouvoir des tyrans est respecté.

Je ne partage pas la vision optimiste de Yermolenko sur l'histoire ukrainienne. Et je considère que l'autoritarisme progressiste dans l'Ukraine déchirée par la guerre (la concentration du pouvoir, les restrictions imposées au parlement et aux syndicats) est dangereux. Mais je pense que Yermolenko a essentiellement raison en ce qui concerne l'impact de l'invasion de 2022 sur la conscience nationale ukrainienne :

Autant le Kremlin tente de diviser le peuple ukrainien par de faux récits historiques, autant la distorsion des faits et l'invasion et l'appropriation de territoires, ainsi que tous ses comportements agressifs, unissent la nation ukrainienne et renforcent l'identité ukrainienne.

Voici quelques indications d'une vision de la démocratie façonnée par le peuple, développée et défendue par l'action collective. Pour l'élite politique occidentale, en revanche, la démocratie est inscrite dans l'État. Par exemple, Michael Ignatieff, un politicien canadien devenu universitaire, dans un discours prononcé juste après l'invasion initiale de l'Ukraine par la Russie en 2014, a déclaré que la démocratie dépend en grande partie de l'État américain et qu'elle est déterminée par lui :

Vous ne pouvez pas changer les nouveaux autoritaires [dirigeants de la Russie et de la Chine], mais vous pouvez les arrêter et vous pouvez attendre qu'ils s'en aillent. Pour ce faire, les États-Unis doivent faire ce qu'ils peuvent pour maintenir les



deux régimes autoritaires séparés, pour établir des relations avec chacun d'eux qui leur offrent des alternatives à une intégration plus poussée l'un avec l'autre.

Les États-Unis, a déclaré M. Ignatieff, «demeurent la démocratie dont l'état de santé détermine la crédibilité du modèle capitaliste libéral lui-même dans le monde en général». Ce modèle gît brisé et brisé parmi les cadavres non enterrés des enfants de Gaza.

C'est un principe fondamental du socialisme que la démocratie et les droits démocratiques sont enracinés dans les luttes pour le changement social, et non aux États-Unis ou dans tout autre État capitaliste. C'est essentiellement le point de vue de plus de 400 militants, écrivains et chercheurs ukrainiens qui ont signé la lettre de solidarité avec le peuple palestinien en novembre :



Le peuple palestinien a le droit à l'autodétermination et à la résistance contre l'occupation israélienne, tout comme les Ukrainiens ont le droit de résister à l'invasion russe. Notre solidarité découle d'un sentiment de colère face à l'injustice et d'une profonde douleur face aux effets dévastateurs de l'occupation, du bombardement des infrastructures civiles et du blocus humanitaire dont nous avons souffert dans notre pays.

C'est un point de vue minoritaire, un petit début. Je pense que c'est par là qu'il faut commencer.

Le danger d'une extension de la guerre

L'Europe se trouve dans une «période d'avant-guerre», a déclaré le 31 mars le Premier ministre polonais nouvellement élu, Donald Tusk. La destruction par la Russie de l'infrastructure énergétique ukrainienne indique que «littéralement n'importe

quelle évolution est possible». En tant que socialistes, nous pouvons vilipender Tusk et les institutions politiques néolibérales dans lesquelles il opère, mais cet instantané de l'époque est-il correct? Je pense. Je ne comprends pas assez cette menace pour en parler en détail, mais je pense qu'elle doit être reconnue.

L'empire américain est en crise, et Netanyahu, le chien de cet empire, aime étendre sa guerre à travers le Moyen-Orient. Plus tôt ce mois-ci, il a réagi à l'aggravation de la crise politique en Israël en ordonnant le bombardement de l'ambassade iranienne en Syrie. La crainte ressentie par des millions de personnes en Europe de l'Est, et exprimée par Tusk, est que Poutine, le monstre Frankenstein de l'empire américain, tente également d'étendre sa guerre au-delà de l'Ukraine (le magazine d'opposition russe, *The Insider* a publié un sondage d'opinion à ce sujet).

C'est un principe socialiste, tel que je le comprends, que la guerre, de par sa nature même, tend à confondre, à bloquer et à affaiblir notre espoir de changer le monde par l'action collective, de renforcer la société face à l'État et de trouver des moyens de faire reculer, de renverser et de vaincre le capitalisme. Mais cela ne signifie pas que nous nous opposons à toutes les guerres en toutes circonstances : les guerres des peuples opprimés contre les oppresseurs et les guerres de résistance à la tyrannie et à la dictature peuvent être justifiées, et dans des cas comme ceux de l'Ukraine et de la Palestine, elles le sont.

Si nous entrons effectivement dans une période d'avant-guerre, nous devons développer une analyse des types de guerre auxquels nous pourrions être confrontés. Verrons-nous des guerres analogues à l'attaque de l'Italie contre l'Érythrée (1935)? Celle de l'empire japonais contre la Chine (à partir de 1937)? L'invasion soviétique de la Finlande (1939)? Nous opposerions-nous à la fourniture d'armes à la

partie attaquée dans tous ces cas d'agression? Encore une fois, je ne vais pas entrer dans les détails de cette question ici, même si je reconnais que nous devons y réfléchir. Espérons que nous pourrions éviter les spéculations sur la façon dont cette période d'avant-guerre pourrait évoluer et traiter plutôt des guerres réelles qui se déroulent actuellement.

Conclusions

En mai 2022, un groupe local de la coalition Stop the War a organisé une discussion entre Lindsey German, une éminente porte-parole de Stop the War, et moi-même. Elle a annulé l'événement à la dernière minute et je lui ai écrit une lettre ouverte qui disait :

En mai [2021], vous avez écrit que Stop the War «se tient aux côtés du peuple de Palestine, qui a le droit de résister à l'occupation». Je suis d'accord. Mais pourquoi ne pas en dire autant de l'Ukraine? Et si le peuple ukrainien, ou palestinien, a le droit de résister, qu'est-ce que cela implique? Cela signifie-t-il seulement faire face aux chars les mains vides, comme ils ont dû le faire en Ukraine? Cela signifie-t-il que les chars doivent être confrontés à des pierres, souvent les seules armes dont disposent les jeunes Palestiniens? Qu'en est-il des armes appropriées? Pensez-vous que le peuple palestinien y a droit? Et l'Ukrainien?

J'ai dit alors que je ne pensais pas qu'il était facile de répondre à ces questions, et je n'y crois toujours pas. Mais je n'ai pas changé d'avis : le mouvement syndical ne devrait pas s'opposer à la livraison d'armes à l'Ukraine par les gouvernements occidentaux, comme le fait Stop the War, car la guerre en Ukraine reste essentiellement une guerre de résistance à l'agression impériale.

Les arguments selon lesquels l'Ukraine mène une guerre par procuration au sein de l'OTAN sont basés sur une mythologie inspirée par le Kremlin. Ces arguments ne correspondent pas à la position réelle des puissances occidentales (paragraphe 4 ci-dessus) ou de la Russie (paragraphe 2 ci-dessus). Nous devons nous attaquer à la guerre qui est en train d'être menée, et non à celle qui existe dans la tête des propagandistes de gauche.

Dans cette véritable guerre, je souhaite ardemment la défaite de l'invasion russe et le retrait de toutes les forces russes, comme base d'une issue juste. Mais pour les raisons énoncées ci-dessus, je ne pense pas que ce soit l'issue la plus probable à court terme. L'année prochaine, je pense qu'il est plus probable que (1) les forces russes ne feront pas d'autres avancées et ne conserveront que des parties limitées de l'Est et du Sud de l'Ukraine, ou (2) que les forces russes feront de nouvelles avancées.

Par conséquent, le dilemme le plus probable auquel la majorité du peuple ukrainien est confrontée, à court terme, pourrait être entre vivre dans une démocratie bourgeoise très imparfaite, de plus en plus dépendante économiquement et politiquement de l'Union européenne (comme c'est maintenant le cas pour la majorité), ou vivre sous les administrations d'occupation fantoches d'un régime fasciste russe, ou presque fasciste.

Les socialistes ne peuvent pas être neutres à ce sujet. Nous sommes pour la défaite du pouvoir impérial et pour tous les coups que la résistance ukrainienne peut lui porter. En d'autres termes, nous reconnaissons le droit du peuple ukrainien à se battre pour vivre sous Zelensky, au lieu d'être gouverné par des voyous sans foi ni loi. C'est certainement lié à notre aspiration à long terme, à renforcer le mouvement de la classe ouvrière et de la société civile, à construire



son pouvoir en opposition au pouvoir du capital et de ses élites politiques.

En ce qui concerne les futurs pourparlers de paix, l'avenir nous le dira. À mon avis, ils sont loin d'être en vue. Appeler à des pourparlers de paix, sans reconnaître la façon dont le Kremlin utilise ce discours, est naïf. Nous pouvons faire pression sur les gouvernements occidentaux pour qu'ils adoptent des politiques qui aident les gens à survivre à la guerre et à se construire une vie meilleure après celle-ci, notamment en ne les privant pas des armes dont ils ont besoin pour se défendre, en annulant la dette ukrainienne, en endiguant la vague de néolibéralisme que les institutions britanniques, américaines et européennes s'appêtent à imposer à l'Ukraine d'après-guerre, et en soutenant les futurs arrangements de sécurité les plus solides possibles face à l'expansionnisme russe.



Nous devons également reconnaître les limites de notre capacité à influencer les gouvernements et exploiter la richesse des initiatives de solidarité directe en faveur de la classe ouvrière et de la société civile ukrainiennes par les mouvements syndicaux britanniques et européens au cours des deux dernières années. Un autre élément vital dans ce processus est de construire des relations entre le mouvement dans les pays occidentaux, en Europe de l'Est et dans l'ensemble des pays du Sud, où la guerre à Gaza a produit une vague de répulsion contre l'impérialisme, et la volonté de le vaincre, dans une nouvelle génération.

Sommes-nous bien préparés aux guerres impériales à venir ?

RENATE HÜRTGEN¹

En fait, j'avais l'intention d'écrire un article sur la gauche syndicale² après deux ans de guerre en Ukraine, de faire une rétrospective de nos affrontements et de passer une nouvelle fois en revue nos positions. Mais cette fois-ci, je n'ai tout simplement pas réussi à porter un regard objectif et analytique sur les différentes positions. Plus je me penchais sur les prises de position d'une partie de ladite gauche syndicale, plus j'étais en colère ; l'attitude face à la guerre en Ukraine me laisse tout simplement pantoise. Je vais essayer de l'expliquer aux lecteurs.

La gauche allemande est prisonnière d'une logique qui était déjà fausse en 1989

L'invasion de l'Ukraine par la Russie remonte à deux ans. C'est un événement qu'on ne peut pas

1. Renate Hürtgen est historienne et militante des droits civiques allemande. Elle a été engagée dans l'opposition démocratique en RDA en 1989-1990 dans l'Initiative pour des syndicats indépendants (IUG). Article publié dans [Express](#), 20 février 2024. Traduction Romain Descottes. Nous ne publions pas pour des raisons pratiques les notes de référence. Illustration : [Emanzipation](#).

2. NdT. Par «gauche syndicale», il faut comprendre les composantes du syndicat qui sont liées avec la gauche politique allemande et en particulier le parti Die Linke.



avoir loupé et on sait quelles pensées et émotions elle a suscitées. Comme le jour de la chute du mur de Berlin en 1989, il est devenu évident que ce 24 février 2022 constituait un tournant historique et que cet événement aurait bientôt des répercussions dans le monde entier.

Malgré toutes les différences, ces deux dates historiques indiquaient que les rapports de force mondiaux qui prévalaient jusqu'alors avaient changé. À partir de 1989, le bloc soviétique et l'Union soviétique se sont désintégrés à un rythme vertigineux; l'Occident est sorti de cette désintégration comme «le meilleur des mondes». Dans les pays qui se sont libérés de la dépendance coloniale et impériale, aucun désir socialiste n'est apparu. Au contraire, la population de tous les anciens pays du «socialisme réel» et de certaines anciennes Républiques soviétiques voulait un capitalisme social-étatique. Affirmer une position de gauche dans ce contexte n'a pas été facile, d'autant plus qu'une gauche allemande (de

l'Ouest) avait justement dû défendre sa position pendant des décennies dans les conditions de la «guerre froide» contre l'anticommunisme ambiant. Les discussions controversées et les «prises de position» menées après 1989 sur le caractère dictatorial de l'Union soviétique et de ses satellites se poursuivent encore aujourd'hui. Ils semblent même connaître un renouveau avec le «communisme autoritaire», qui se réfère positivement à ces sociétés.

Depuis le 24 février 2022, la gauche allemande n'est pas la seule à se trouver à nouveau dans une situation difficile, qui l'oblige à reconsidérer ses positions antérieures et à les corriger le cas échéant. Ceux qui, quelques jours avant le début de la guerre, parlaient encore de la Russie comme d'un État pacifique, se sont vus incroyablement trompés; certains ont même rendu publique leur erreur. La majorité de la gauche allemande ne laissait planer aucun doute sur le fait qu'elle considérait la Russie comme l'agresseur dans une guerre d'agression contraire



au droit international, ce qui, dans les premières semaines après le début de la guerre, constituait encore une bonne base pour les affrontements qui commençaient. Ceux-ci ont d'abord tourné presque exclusivement autour des causes de la guerre et de la question qui les animait tous: «Pourquoi Poutine a-t-il lancé cette terrible guerre contre l'Ukraine?»

Deux camps de gauche tout à fait hétérogènes se sont rapidement formés, ce qui n'était pas sans rappeler la «formation des camps» après 1989. Les uns avaient tenté en 1989-1991 de comprendre l'effondrement rapide du bloc de l'Est avant tout à partir du caractère de l'Union soviétique et de son rôle de puissance coloniale et impériale, de la stagnation et des contradictions qui s'étaient tellement exacerbées au sein des systèmes dictatoriaux que «la rue» avait fait s'effondrer leur domination comme un château de cartes. Pour les autres, 1990 était la preuve du caractère agressif de l'Occident, qui avait terrassé l'adversaire dans la «concurrence des systèmes», privant ainsi l'Union soviétique et le camp dit socialiste de toute chance de développement.

C'est avec des arguments similaires que les adversaires défendent leur position respective depuis 2022. Selon les uns, le caractère impérial agressif de la Russie, qui se révèle être hautement autocratique, nationaliste et réactionnaire à l'intérieur, est l'arrière-plan déterminant de l'objectif déclaré de Poutine de démanteler l'Ukraine en tant qu'État indépendant et d'en faire une partie intégrante d'un grand empire russe. Les représentants de l'autre camp voient les causes décisives de la guerre d'agression de Poutine dans la politique de l'Occident, notamment dans l'élargissement de l'OTAN vers l'Est et dans le peu d'estime que l'Occident a pour la Russie. Poutine a donc logiquement réagi par sa guerre.

Je trouve remarquable qu'après plus de trente ans, les mêmes positions qui divisaient déjà la gauche allemande à l'époque de la guerre froide s'opposent à nouveau. Comme en 1989-1991, une partie d'entre elle recourt au modèle qui lui est familier, celui des États-Unis en tant qu'agresseur impérial particulièrement dangereux, et relativise dans la foulée le rôle d'autres impérialismes, par exemple celui de l'Union soviétique et actuellement celui de la Russie.

Pour moi, la continuité la plus impressionnante est celle du mouvement pacifiste qui se mobilise traditionnellement à l'occasion des marches de Pâques. Il y a une homogénéité parmi les groupes pacifistes des syndicats dont les propos se recourent, en laissant penser que cette guerre est une guerre par procuration de l'Occident contre la Russie. Et comme le camp où doit se situer la gauche dans ce conflit Est-Ouest est une évidence, l'idée d'un droit de légitime défense des Ukrainiens s'interdit d'elle-même.

J'observe que certains groupes et partis de gauche réagissent à la situation après la guerre d'agression russe avec les mêmes réflexes qu'avant 1989, à l'époque où l'on luttait contre l'anticommunisme et où l'on ne voulait comprendre le monde que du point de vue du prétendu conflit systémique. Tout comme à l'époque, cette attitude empêche aujourd'hui de réfléchir à une alternative historique émancipatrice au-delà du «socialisme réel» et du capitalisme et au-delà d'une compréhension géopolitique de la lutte de l'Occident contre l'Orient.

Avec la guerre en Ukraine, ce modèle de pensée, que l'on croyait révolu, renaît dans certaines parties de la gauche et, semble-t-il, pas seulement chez les staliniens de la ligne dure. Je suis stupéfaite par ce retour.



Une partie de la gauche a-t-elle perdu sa boussole?

Le temps passant, la question des raisons de la guerre d'agression de la Russie, controversée au début de la guerre au sein de la gauche sociale et des partis de gauche, n'est plus restée au centre des débats. Lorsqu'il est devenu clair que la guerre en Ukraine durerait plus longtemps que prévu, la crainte d'une riposte russe, éventuellement nucléaire, s'est répandue. Les discussions se sont déplacées vers la question de savoir si la défense de l'Ukraine contre un ennemi aussi puissant avait un sens et si un cessez-le-feu immédiat, incluant la reconnaissance des pertes territoriales ukrainiennes, ne serait pas la seule voie à suivre pour apporter la paix. Les opposants à cette proposition affirment qu'une telle «paix dictée» n'apporterait pas la paix, ni à l'Ukraine ni aux autres anciennes républiques soviétiques et pays du bloc de l'Est.

Se former une opinion n'est pas devenu plus facile. Les positionnements pour et contre le droit de l'Ukraine à se défendre, y compris par les armes, se sont encore compliqués au vu de la décision du gouvernement allemand de mettre en place un programme spécial de 100 milliards d'euros pour l'armée allemande. Pourtant, ce n'est pas le fait que nous soyons ainsi confrontés à des compréhensions de nos positionnements incroyablement difficiles qui constituent le dilemme actuel de la gauche, mais l'incapacité et le manque de volonté de discuter les contradictions de nos positions et surtout de nommer ouvertement les conséquences qui découlent des positions respectives. Au lieu de cela, on se tait trop souvent ou on se replie sur des positions pacifistes qui semblent ne plus nous obliger à choisir un camp. Mais depuis quand la gauche se distingue-t-elle par

le fait qu'elle ne prend pas position dans les conflits mondiaux? Ou qu'elle se taise en espérant que la guerre finisse par se terminer?

Je suis très préoccupée par le fait que certains de mes amis syndicalistes, qui ont toujours été du côté de ceux qui mènent une lutte juste, se déclarent pacifistes dans ce conflit. Ils exigent la «paix», immédiatement et sans condition, et prennent ainsi manifestement en compte toutes les conséquences qu'une telle paix peut avoir, et pas seulement pour les Ukrainiens. Ils mettent en revanche en garde contre les conséquences plus graves qu'aurait la poursuite de cette guerre pour nous tous. Est-ce qu'ils adopteraient la même position si les États-Unis annexaient des territoires proches de la frontière mexicaine ou une partie de Cuba? Certes, il n'est pas simple de trouver sa propre position dans les conflits mondiaux et impériaux. Mais se replier à chaque fois sur la position du souhait que tout le monde fasse taire les armes équivaut à une déclaration de faillite politique. N'avons-nous plus de principes communs pour évaluer de tels conflits mondiaux? Où est la boussole qui peut servir de guide commun à nos actions?



Les syndicalistes de gauche en marge de la politique

En revanche, ceux qui reconnaissent le droit des Ukrainiens à se défendre militairement dans cette guerre d'agression contraire au droit international ont choisi leur camp et sont rapidement confrontés aux questions suivantes: «Que penses-tu du soutien militaire à l'Ukraine? Que penses-tu des livraisons d'armes en provenance d'Allemagne?» Des amis syndicalistes m'ont dit qu'ils étaient «déchirés» par le fait de devoir approuver un tel soutien, qu'ils considéraient comme absolument nécessaire. Ils continueraient

cependant à descendre dans la rue pour lutter contre le réarmement et la «préparation de la guerre», car les deux choses sont tout à fait distinctes. Comme pour d'autres questions, il faut veiller à ne pas désigner les mauvaises racines d'un problème social, par exemple ne pas rendre les réfugiés responsables du mauvais état des écoles ni rendre les sanctions contre la Russie responsables de l'inflation. Il est tout aussi erroné de rendre la guerre en Ukraine responsable du réarmement de la République fédérale, comme si cette tendance n'était pas déjà présente depuis des années et – avec une certaine pression de la part des États-Unis – n'était pas devenue un prétexte pour augmenter considérablement le budget.



Une autre partie de ladite gauche syndicale est d'un tout autre avis. Je citerai à titre d'exemple une pétition qui a été présentée au congrès fédéral de Ver.di en septembre 2023. Elle devait principalement servir à rejeter la proposition phare du comité directeur fédéral dans laquelle les sanctions contre la Russie et les livraisons d'armes à l'Ukraine étaient soumises au vote, dans sa version actuelle. «Dites non! Syndicalistes contre la guerre, le militarisme et la paix civile», tel était le titre de la pétition que plus de dix mille syndicalistes avaient signée à ce moment-là. Après un vif débat pour et contre les demandes de sanctions contre la Russie et de soutien à l'Ukraine par des livraisons d'armes contenues dans la motion de base, celle-ci avait été légèrement modifiée et adoptée par 80 % des délégués. Ce résultat est d'autant plus remarquable que les auteurs de la pétition et leurs compagnons de route avaient adopté une posture offensive dans le débat du congrès en demandant de ne pas voter pour la proposition principale.

Dans cette pétition, il n'y avait plus un mot sur la guerre en Ukraine menée en violation du droit

international par la Russie, rien sur les souffrances incommensurables de la population ukrainienne et sur son droit à se défendre. En revanche, on pouvait y lire avec complaisance: «Ceux qui pensent que les guerres actuelles [...] relèvent de la légitime défense [...] sont tombés dans le panneau de la propagande de guerre.» Les auteurs de la pétition déclaraient un peu plus loin dans le texte qu'ils ne se rangeront pas du côté d'un quelconque «parti de la guerre».

Non seulement ils niaient à l'Ukraine le droit de se défendre, mais ils prétendaient même qu'il ne s'agissait pas d'une situation de défense. Ce n'était que de la propagande de guerre! De qui, on ne le dit pas. C'est du lourd! Je ne veux pas croire que les dix mille signataires de la pétition aient réellement voulu suivre cette logique. La majorité des délégués au congrès fédéral de Ver.di, en particulier la jeunesse de Ver.di, ne l'a pas fait. Les pétitionnaires se sont politiquement marginalisés. Ils ont rendu un très mauvais service à la cause commune de la «gauche syndicale», qui est de s'opposer à la politique de réarmement et de placer la question sociale au centre de la lutte syndicale. Leurs appels donnent l'impression qu'une paix inconditionnelle et la levée des sanctions contre la Russie amélioreraient d'un coup les conditions de vie des Allemands. Quelle illusion!

Les auteurs de ces appels en sont-ils vraiment là? Ou espèrent-ils qu'une majorité de syndicalistes abandonnera ses efforts pour comprendre la nature de cette guerre et se rangera de manière critique et solidaire aux côtés de leurs collègues ukrainiens? J'ai honte de ce populisme d'une partie de la «gauche syndicale» qui utilise la peur de la guerre et du déclassement social pour exiger la soumission inconditionnelle de l'Ukraine à la domination russe.

Des solutions non solidaires aux conflits de conscience de la gauche

En décembre 2022, *SoZ*³ a publié un appel aux dons pour une aide humanitaire aux syndicalistes ukrainiens. Il s'agissait de manifester de la solidarité avec les collègues ukrainiens qui, selon l'appel, souffrent des conséquences de la guerre et luttent en même temps contre le démantèlement du droit du travail par leur propre gouvernement. La lutte contre les envahisseurs russes, dans laquelle se trouvent d'une manière ou d'une autre tous les Ukrainiens, n'était pas mentionnée. Cet appel a permis à tous ceux qui se sont positionnés ailleurs pour un cessez-le-feu immédiat et contre tout soutien militaire aux Ukrainiens, ou qui sont indécis sur ces questions, de manifester leur solidarité. C'était certainement aussi une manière d'éviter leurs propres conflits de conscience.

Contrairement aux initiateurs des appels et pétitions susmentionnés qui, à ma connaissance, n'avaient pas pris contact avec des syndicalistes ukrainiens, quelques collègues autour de l'appel aux dons paru dans *SoZ* se sont rendus en Ukraine en octobre 2023 pour rencontrer à Kiyv et à Kryvyj Rih des représentants de syndicats indépendants et de syndicats affiliés à la FPU. Comment les syndicalistes ukrainiens ont-ils réagi au fait que, bien qu'ils aient reçu beaucoup de solidarité dans leur lutte syndicale contre les employeurs et l'État, la question de leur lutte armée devait être laissée de côté? Ils ont été surpris, voire sceptiques, quant à cette rencontre qui faisait l'impasse sur la question la plus importante pour leur survie, celle d'un soutien militaire dans la «guerre

sur deux fronts» qu'ils mènent. Mais au final, ils ont été heureux et reconnaissants d'avoir enfin reçu une visite syndicale [d'Allemagne].

Même si de telles rencontres ont un certain arrière-goût, elles sont importantes et précieuses, car elles ouvrent la porte à une collaboration solidaire ultérieure. Mais cela n'a de sens que s'il y a vraiment une perspective, si les syndicalistes et les autres personnes de gauche ont un avenir en Ukraine. Je ne sais pas si ceux qui refusent un soutien militaire et appellent à un cessez-le-feu immédiat sont conscients des menaces auxquelles leurs partenaires en Ukraine seraient alors confrontés. Comment est-il possible pour eux de parler de l'avenir d'un travail solidaire commun sans tenir compte du fait qu'un cessez-le-feu n'éliminerait pas le risque d'une escalade de la guerre par la Russie? Et ces «gauchistes syndicaux» allemands tiennent-ils compte du fait qu'aucune coopération syndicale ne sera possible dans les territoires occupés par la Russie, car il n'y aura pas de syndicats libres?

Dans une réflexion après ce voyage, je trouve une explication à cette approche insouciance de l'avenir de l'Ukraine. On y lit que la véritable menace dans cette guerre ne vient pas de la Russie, mais du réarmement auquel l'OTAN pousse actuellement; la menace vient de l'Occident, qui a pour objectif de militariser la société et de créer ainsi «dans les esprits» la disposition à «accepter même une guerre nucléaire». «Veut-on maintenir la guerre en Ukraine en ébullition pour longtemps?», demande l'auteure de manière rhétorique et se donne la réponse: «Pour fantasmer une menace permanente de Moscou, cela semble nécessaire.» L'impérialisme agressif de la Russie, une marotte de la propagande occidentale? Je suis horrifiée et sans voix.



3. NdT. Journal politique allemand de tendance socialiste.

La voilà à nouveau, la lutte entre l'Est et l'Ouest, que j'ai déjà désignée comme une logique fausse et trompeuse pour se positionner sur cette guerre. Quiconque est pris dans cette logique n'a aucun scrupule à relativiser le caractère autocratique, impérial et fascisant de la Russie, et à affirmer que le fascisme en Ukraine est installé. Pourquoi a-t-on besoin de ces mensonges? Apparemment pour remettre en question la capacité de l'Ukraine à se défendre. Je suis effrayée de voir de quoi la gauche est capable face à cette guerre.

La guerre en Ukraine, un précédent pour une politique de gauche



La guerre impérialiste menée par la Russie contre l'Ukraine pour étendre sa zone d'influence et son pouvoir, pour conquérir de nouveaux espaces, nous donne un avant-goût des guerres à venir. Nous devons nous préparer à d'autres guerres de ce type, à l'intérieur et à l'extérieur de l'Europe, et lutter ensemble pour trouver des réponses de gauche. Appliquer les vieux schémas d'une «confrontation systémique» aux nouvelles constellations de pouvoir impérial ne nous aidera pas. Se replier sans orientation sur le souhait d'un monde sans guerres ou sur le fait que ces guerres ne sont pas des guerres de classe qui se termineraient par une perspective socialiste, et qu'il n'est donc pas nécessaire de faire preuve de solidarité avec les victimes d'agressions, signifierait que cette gauche se retire d'elle-même du débat nécessaire sur une perspective globale. Nous ne pourrions pas non plus nous soustraire à l'effort d'analyser et de comprendre chacune de ces guerres, car il n'y a pas de «guerre en soi».

Lorsque les grands et les petits impérialistes déclencheront les prochaines guerres, les syndicalistes de gauche devront être mieux armés et faire un effort pour entamer une discussion solidaire avec leurs collègues concernés. Pour cela, il faudrait toutefois que nous nous mettions d'accord sur quelques lignes politiques directrices qui constituent la base d'une discussion de gauche et sur lesquelles les controverses peuvent être menées.

Parmi ces principes, il y a les obligations du droit international et les positions syndicales internationalistes. En septembre 2023, les syndicats britanniques du Trade Union Congress ont formulé quelques-uns de ces principes de base pour la solidarité syndicale dans sa déclaration sur la guerre en Ukraine. Dès le premier paragraphe, on peut lire :

En tant que syndicalistes, nous sommes anti-impérialistes par nature, et il est de notre devoir de combattre l'impérialisme et la tyrannie à chaque occasion. Nous reconnaissons qu'une victoire de Poutine en Ukraine sera un succès pour la politique autoritaire réactionnaire dans le monde entier.

C'est sur la base de tels principes que les syndicalistes et les autres membres de gauche pourraient mener le débat si nécessaire sur cette guerre et celles à venir.

L'Ukraine dans l'imaginaire russe

HANNA PEREKHODA¹

La guerre est un environnement peu propice à la déconstruction critique de la mythologie historique ou à l'examen de pages inconfortables de l'histoire ukrainienne. Mais que se passera-t-il si nous mettons cette discussion en suspens ?

Voici l'évolution d'un fil de discussion sur mon compte twitter.

Depuis 2022, de nombreux intellectuels (pro-) ukrainiens se sont empressés de démontrer que cette guerre s'inscrit dans le cadre plus large des relations de la Russie avec l'Ukraine. Moi aussi, je suis d'avis qu'il s'agit d'un aspect important à explorer si l'on veut comprendre la guerre actuelle. D'autant plus que de nombreux universitaires occidentaux de renom continuent d'insister sur le fait que l'apparente obsession de Poutine pour l'histoire n'est qu'une manipulation à des fins d'audience interne et que la politique étrangère russe est purement pragmatique : « Les responsables russes veulent simplement que l'Ukraine sorte de l'OTAN. » Lorsqu'ils disent qu'ils veulent détruire la souveraineté ukrainienne sous quelque forme que ce soit... eh bien, ignorons ce

1. Hanna Perekhoda est membre de Sotsialnyi Rukh (Mouvement social). Historienne spécialiste des nationalismes russe et ukrainien, elle enseigne à l'université de Lausanne. Article publié sur [Europe solidaire sans frontière](#), 2 avril 2024. Voir [Soutien à l'Ukraine résistante](#), « La longue lutte pour l'existence de l'ukrainien » n° 13 ; « Les villes du Donbass furent des incubateurs de la loyauté au projet impérial russe puis soviétique », n° 16 ; « La mutinerie russe est-elle de bon augure pour les Ukrainiens ? », n° 21.

discours étrange parce qu'il n'entre pas dans le cadre de notre analyse. En d'autres termes, ils ont tendance à rejeter le rôle de l'idéologie. Je pense, au contraire, que nous ne pouvons ignorer que l'Ukraine joue un rôle très important dans l'imaginaire politique russe. Et les historiens pourraient et devraient fournir au public les connaissances sur les origines de cette obsession, contribuant ainsi à l'effort continu pour donner un sens à cette guerre.

Mais trop souvent, une approche prétendument historique devient non historique, voire anti-historique. Elle prend la forme d'un récit suivant : La Russie veut exterminer l'Ukraine aujourd'hui parce que c'est ce qu'elle a toujours fait, depuis des temps immémoriaux. Une méthode consiste à choisir des exemples de discours et de pratiques anti-ukrainiens dans le passé, sans les contextualiser. Ainsi, le grand public peut conclure que la haine de l'Ukraine fait en quelque sorte partie de l'ADN russe et qu'elle persistera indépendamment de tout changement historique.

Il est impossible de nier qu'il existe une forte continuité des idées qui façonnent l'attitude des Russes à l'égard de l'Ukraine. Mais peut-on l'expliquer sans tomber dans le piège d'une pensée essentialiste, anachronique et non historique ?

L'histoire consiste à analyser le changement

Si nous examinons la manière dont les politiques russes à l'égard de l'Ukraine ont évolué dans le temps, nous constatons qu'à de nombreux moments de l'histoire, la société russe aurait pu choisir une autre voie (par exemple une voie où l'Occident n'est pas considéré comme un point de référence inévitable ou où l'Ukraine n'est pas imaginée comme



faisant partie du corps «national» russe). Choisir une autre voie était, est et sera toujours une option. Les idées russes sur l'Ukraine sont le produit de réalités matérielles spécifiques du passé. Et c'est précisément parce qu'elles sont historiquement situées qu'elles ne sont pas éternelles, mais construites et qu'elles peuvent et doivent donc être déconstruites – une idée (très) fondamentale qui n'est pas encore suffisamment articulée. Un cadre essentialiste centré sur la nation dans l'écriture de l'histoire, utilisé consciemment ou inconsciemment par les entrepreneurs culturels, en particulier les historiens, pour «unir la nation» face à une menace mortelle, tend à obscurcir les dynamiques historiques dans le passé, devenant ainsi un obstacle à la perception de tout potentiel de changement dans l'avenir.



La frontière entre l'amplification (nécessaire) des voix des anciens subalternes et l'absence de critique à l'égard de leurs récits est très mince. Que se passe-t-il lorsqu'un universitaire (pro-)ukrainien diffuse des récits essentialistes sur l'histoire russo-ukrainienne? S'il est critiqué par des universitaires fortement affiliés personnellement et scientifiquement à la Russie, même s'il peut y avoir de bonnes intentions derrière, les inégalités de pouvoir objectives rendent un dialogue productif entre les deux fondamentalement impossible (il est difficile de nier que de nombreux chercheurs, dans ce que nous appelons les études slaves, sont véritablement influencés par la perspective du centre impérial et sont clairement mal à l'aise avec la remise en question de leur position hégémonique dans le domaine). Quant aux universitaires qui sympathisent avec la société ukrainienne dans le contexte politique actuel, ils ont tendance à ne pas discuter. Si elle est exprimée par un universitaire ukrainien, une analyse essentialiste est placée dans le domaine du «témoignage de la victime». Et la voix

de la victime, comme vous le savez peut-être, ne doit pas être contestée.

Mais que se passera-t-il si nous mettons l'(auto-)critique en veilleuse? Nous obtiendrons un espace public ukrainien monopolisé par des discours ethnonoprimalistes qui recèlent un fort potentiel antidémocratique. En tant qu'universitaires dont les recherches et souvent les vies personnelles sont liées à ce pays, nous ne souhaitons pas que l'Ukraine, qui lutte actuellement contre un État autoritaire et ultraconservateur, devienne comme son adversaire au cours de cette bataille. La promotion d'une réévaluation critique des récits établis devrait faire partie d'un effort plus large de préservation de l'avenir démocratique de l'Ukraine.



**PENDANT
LA GUERRE
LA LUTTE CONTINUE**

« Dans les hôpitaux, ceux et celles qui se battent pour leurs droits sont combattus »

OKSANA SLOBODIANA¹

Le 10 mai, à l'occasion de la Journée des infirmières, une table ronde organisée par le mouvement Sois comme Nina s'est tenue à Kyiv. Elle a permis aux médecins militaires et civils de faire part de leurs problèmes et de leur vision de la manière de les résoudre.



Lors de la réforme complète du système de santé avec le changement du principe de financement des institutions médicales, qui a débuté fin 2017, avec l'adoption de la loi « sur les garanties financières pour la prestation de services médicaux », le législateur a négligé le rôle et les fonctions des infirmières et des assistantes médicales. Il en résulte une grave pénurie de personnel infirmier. À titre de comparaison, dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques, il y a en moyenne trois infirmiers par médecin.

Chaque année en Ukraine, environ 27 millions de cas sont enregistrés où les patients ont affaire à une infirmière ou à une aide-soignante. Il s'agit des personnes qui se rendent chez un médecin de

famille ou à l'hôpital pour obtenir de l'aide, un traitement, des soins, un examen, une recherche, des manipulations médicales, etc. Aucun service médical n'est fourni sans l'intervention d'une infirmière. Des études récentes montrent que les infirmières diplômées passent 35 à 46 % de leur journée de travail au chevet du patient.

Dans le même temps, le nombre d'infirmières et d'aides-soignantes a fortement et régulièrement diminué au cours des dernières années. La principale raison de leur départ est leur insatisfaction quant aux conditions de travail.

Bas salaires

Problème

Le plus gros problème est le salaire, qui est calculé en fonction de la grille tarifaire et qui est presque toujours inférieur au salaire minimum.

Nous savons que le nouveau système de financement des soins de santé permet aux institutions médicales de fixer leurs propres salaires. Il n'y a plus de dépendance à l'égard de l'échelle tarifaire, les salaires sont fixés sur la base d'une convention collective et dépendent du directeur de l'institution. En conséquence, en raison d'abus de pouvoir, les directeurs des établissements de santé (principalement secondaires et tertiaires) limitent la rémunération des infirmières et des assistants médicaux aux anciens taux de la grille tarifaire. Par conséquent, le personnel médical intermédiaire et subalterne est payé moins que le salaire minimum.

Dans le même temps, les gestionnaires ignorent les exigences de la résolution CMU² n° 28 du 13 janvier 2023 « Quelques questions relatives à la rémunération

1. Oksana Slobodiana est présidente de Sois comme Nina. Kyiv, 10 mai 2024.

2. CMU : cabinet des ministres de l'Ukraine.

des employés des établissements de santé publics et municipaux.»

Par exemple, contrairement aux exigences de la résolution n° 28 de la CMU, les infirmières et le personnel médical subalterne de l'hôpital municipal de Kurakhove n'ont pas reçu le salaire minimum garanti depuis 2023: 18 000 UAH et 9 000 UAH, en dépit du fait que la communauté territoriale urbaine de Kurakhove est incluse dans la liste des territoires où des opérations militaires sont (ont été) menées ou temporairement occupées par la Fédération de Russie, statut approuvé par le ministère de la réintégration des territoires temporairement occupés.

La situation est similaire à l'hôpital clinique pour enfants de St. Zinaïda du conseil municipal de Soumy; à l'hôpital central du district de Bohodukhiv du conseil municipal de Bohodukhiv; à l'hôpital de traitement programmé d'Oleksandrivsk; à l'hôpital de Krasnopissk; à l'hôpital clinique régional de Soumy; à l'hôpital central du district de Chostka; à l'hôpital pour enfants de Chostka du conseil municipal de Chostka; à la station de transfusion sanguine de Nikopol du conseil de l'oblast de Dnipropetrovsk; à l'hôpital central de Myrnohrad; à l'hôpital central de Kramatorsk; au dispensaire régional de tuberculose n° 1; au centre de traitement des maladies infectieuses de Mykolaïv du conseil de l'Oblast de Mykolaïv.

L'une des raisons permettant d'éviter le paiement du salaire minimum conformément à la résolution n° 28 de la CMU est l'alinéa 3, qui permet aux établissements de santé publics et municipaux, ayant conclu des contrats avec le Service national de santé pour des services médicaux dans le cadre du programme de garantie médicale, de se soustraire aux exigences de la résolution n° 28 de la CMU, «si les coûts salariaux avec charges à payer pour le mois

en cours, calculés conformément aux troisième et quatrième paragraphes de l'alinéa 1 du présent paragraphe, dépassent 85 % des fonds reçus dans le mois en cours, en tenant compte des soldes accumulés».

Il est également impossible d'obtenir des informations fiables sur les «coûts salariaux avec régularisation pour le mois en cours». Les gestionnaires des établissements de santé évitent par tous les moyens de fournir ces informations, dissimulant les revenus de l'administration et les coûts salariaux réels, qui ne dépassent pas 85 %.

Lorsqu'il tente d'obtenir ces informations, le personnel médical de niveau intermédiaire et subalterne reçoit toutes sortes de réponses ou des demandes de paiement pour la fourniture de ces informations à des tarifs excessifs.

Parmi les exemples, on peut citer les demandes d'information restées sans réponse des membres de Sois comme Nina à l'hôpital de Pustomyty, à l'hôpital central de Sambir, au centre de soins de santé primaires du conseil du district de Pryluky de l'oblast de Tchernihiv, et à l'hôpital pour enfants de Chostka, du conseil municipal de Chostka.

Solutions

- Exclure du texte de la résolution CMU n° 28 du 13 janvier 2023 le premier paragraphe de l'alinéa 3 de la clause 1: «Les établissements de santé publics et municipaux qui ont des contrats avec le Service national de santé pour les soins médicaux de la population dans le cadre du programme de garantie médicale, si les coûts de main-d'œuvre avec les charges à payer pour le mois en cours, calculés conformément aux paragraphes 3 et 4 de l'alinéa 1 de la présente clause, dépassent 85 % des fonds reçus dans le mois en cours, en tenant compte des soldes accumulés.»



■ Le ministère de la santé de l'Ukraine, en collaboration avec les départements régionaux du Service national du travail de l'Ukraine, doit effectuer un contrôle systématique du respect par les établissements de santé des exigences des alinéas 1-1 du paragraphe 1 de la résolution n° 28 de la CMU du 13 janvier 2023.

■ Prendre des mesures pour traduire en justice les établissements de soins de santé pour les faits susmentionnés de violations de la législation du travail en termes de rémunération à l'hôpital municipal de Kurakhiv; à l'hôpital clinique pour enfants St Zinaïda du conseil municipal de Sumy; à l'hôpital central du district de Bohodukhiv du conseil municipal de Bohodukhiv; à l'hôpital Oleksandrivska pour les traitements programmés; à l'hôpital Krasnopisska; à l'hôpital clinique de l'oblast de Sumy; à l'hôpital central du district de Chostka; à l'hôpital pour enfants de Chostka du conseil municipal de Chostka; à la station de transfusion sanguine de Nikopol du conseil de l'oblast de Dnipropetrovsk; à l'hôpital central de la ville de Myrnohrad; à l'hôpital central de la ville de Kramatorsk; au dispensaire régional de tuberculose n° 1; au centre de traitement des maladies infectieuses de Mykolaïv du Conseil régional de Mykolaïv.



Charge excessive de travail

Problème

Une infirmière ou une infirmière praticienne travaille «pour trois» car elle s'occupe de 30 à 50 patients en moyenne, alors que dans les pays européens, la charge de travail d'un travailleur de la santé est de dix patients par jour.

En règle générale, un service hospitalier compte quatre médecins et deux, voire une infirmière, par



équipe, les infirmières assurant 80 % du travail dans les établissements médicaux.

La nuit, l'infirmière de garde est seule pour 20 à 40 patients. En Europe, c'est une infirmière pour cinq à six patients.

Auparavant, le nombre de jeunes spécialistes ayant suivi une formation médicale devait être conforme aux normes de dotation en personnel des établissements de santé approuvées par l'ordre du ministère ukrainien de la santé «sur les normes approximatives de dotation en personnel des établissements de santé» du 23 février 2000 n° 33, mais après l'annulation de ce document, il est devenu de la responsabilité de la direction de l'hôpital de déterminer le besoin de tels spécialistes. Dans le même temps, les directeurs prennent de telles décisions sans tenir compte des exigences des normes en matière de soins médicaux et des recommandations sur les étapes du calcul du nombre de postes lors de l'élaboration des tableaux d'effectifs, ainsi que des spécificités du calcul des postes des travailleurs médicaux.

Souvent, cette autonomie du directeur de l'hôpital dans la détermination des effectifs et de la charge de travail des employés tourne à l'arbitraire. L'administration «combat» ainsi ceux qui ont le courage de défendre leurs droits au travail. En fixant des

charges de travail excessives à ses employés, l'administration ne leur laisse pas le choix. Un employé doit soit effectuer la totalité du travail qui lui est assigné et assumer la responsabilité de son échec, soit démissionner. En même temps, les managers savent que l'employé ne peut pas faire appel d'une telle décision.

Il n'est pas possible de déposer une demande auprès du tribunal pour annuler les ordres du directeur approuvant les modifications des tableaux d'effectifs pour un employé, car selon les positions juridiques de la Cour suprême, de telles demandes sont un recours inapproprié pour un employé, et par conséquent le tribunal rejettera toujours automatiquement de telles demandes.

Solutions

- Compléter l'arrêté du ministère ukrainien de la santé n° 33 du 23 février 2000 par des normes de dotation exemplaires pour les établissements de santé fournissant des soins médicaux spécialisés (secondaires) et hautement spécialisés (tertiaires), en particulier en ce qui concerne le nombre de postes d'infirmières.

Infériorité professionnelle

Problème

Bien que les infirmières et les aides-soignantes fournissent des soins médicaux, des services d'observation et de soins, officiellement, un médecin est responsable de la fourniture de tous les services médicaux. Selon la loi ukrainienne, un médecin fournit tous les types de soins médicaux, y compris les soins primaires, spécialisés et hautement spécialisés.

Dans la loi fondamentale sur les soins de santé (la loi ukrainienne «sur les garanties financières de l'État en matière de soins médicaux pour la population»), le mot «infirmière» n'est mentionné que trois fois et

uniquement dans l'article traitant des droits et avantages professionnels (le mot «médecin» apparaît 50 fois).

La loi ukrainienne «Fondements de la législation ukrainienne sur les soins de santé» régit le rôle du médecin dans la prestation des services de santé, mais ne définit pas les fonctions du personnel paramédical aux niveaux primaire, secondaire et tertiaire.

Les infirmières sont perçues comme des assistantes médicales, même s'il est admis qu'en fait une infirmière effectue parfois le travail d'un médecin. Cela est dû en partie aux attitudes traditionnelles et en partie aux réglementations législatives qui ne permettent pas aux infirmières d'effectuer des actes médicaux et des prescriptions sans l'autorisation d'un médecin. En même temps, tant les médecins que les infirmières voient des possibilités d'accroître l'indépendance des infirmières, en particulier compte tenu de la possibilité d'accéder à l'enseignement supérieur.

Depuis plus de dix ans, la classification internationale type des professions (CITP 08) définit les compétences d'une infirmière comme sa capacité à prendre des décisions de manière indépendante et à en assumer la responsabilité, à gérer le processus de soins, et même le concept de «diagnostic infirmier» est apparu.

Solutions

- Reconnaître les infirmiers et les aides-soignants en tant que prestataires de soins de santé au niveau législatif.

Violation du droit du travail

Problème

Le chantage ou les menaces d'un responsable, combinés à la peur de perdre son emploi et à l'analphabétisme juridique, obligent les employés à accepter des



conditions de travail qui aggravent considérablement leur situation.

Dans le même temps, les autorités locales, représentées par les départements du Service national du travail, qui sont censées contrôler le respect de la législation du travail, non seulement ne remplissent pas correctement leurs fonctions, mais ne réagissent pas non plus à ces violations manifestes.

Solutions

- Renforcer le contrôle et le respect de la législation du travail en effectuant un suivi systématique – conjointement avec les départements régionaux du Service national du travail de l'Ukraine – du respect de la législation du travail par les établissements de santé, notamment en ce qui concerne: le harcèlement moral (article 2 du Code du travail); le fait d'exiger un travail non prévu par le contrat de travail (article 31 du Code du travail); le transfert vers un autre emploi, la modification des conditions de travail essentielles (articles 32, 33, 34 du Code du travail); la résiliation d'un contrat de travail en raison de changements dans l'organisation et du travail, y compris la liquidation, la réorganisation, la faillite ou le reprofilage d'une entreprise, d'une institution, d'une organisation, la réduction du nombre ou d'effectifs (article 40 du Code du travail), la rémunération; le droit au congé, etc.
- Ouvrir une ligne téléphonique d'urgence permettant aux travailleurs de la santé de faire appel des décisions et actions illégales des responsables de la santé.



Système de formation professionnel dépassé

Problème

Les cours de recyclage organisés tous les cinq ans sont essentiellement formels et fournissent des informations obsolètes.

Le problème de l'obtention des qualifications est également «réinitialisé» en cas de changement de spécialisation.

Dans le même temps, selon les explications du ministère ukrainien de la santé datées du 6 mars 2024 en réponse à une demande de Sois comme Nina, celui-ci indique que «la législation ne prévoit PAS l'obligation pour l'employeur de payer pour la formation postuniversitaire d'un employé». Et les exigences de la résolution CMU n° 216 du 10 mars 2023 «Sur l'approbation de la procédure d'utilisation des fonds prévus dans le budget de l'État pour le développement professionnel continu des travailleurs de la santé» s'appliquent actuellement exclusivement aux médecins des établissements de santé municipaux.

Solutions

Au niveau législatif, prévoir l'obligation pour l'employeur de financer la formation postuniversitaire des infirmiers/assistants médicaux.

- En cas de changement de spécialité (qualification) par un infirmier ou un aide-soignant, veiller à ce que la catégorie de qualification soit maintenue.

Fournir les premiers secours dans les établissements d'enseignement

Problème

La résolution CMU n° 31 du 20 janvier 2021 a approuvé la procédure de fourniture de soins

médicaux aux étudiants des établissements d'enseignement secondaire général, qui prévoit notamment de «fournir des soins médicaux aux étudiants en situation d'urgence dans les établissements d'enseignement» (clause 4). Dans le même temps, l'arrêt du ministère ukrainien de la santé du 9 mars 2022 n° 441 «sur l'approbation des procédures de fourniture des premiers soins aux personnes en situation d'urgence» interdit aux infirmières des établissements d'enseignement d'utiliser des médicaments lors de la fourniture des premiers soins.

Solutions

Réviser les protocoles de premiers secours aux enfants en cas d'urgence dans les établissements d'enseignement et éliminer les conflits entre les exigences énoncées dans ces protocoles et l'ordonnance n° 441.

Lorsque vous abordez les problèmes énoncés dans ce document au niveau réglementaire, laissez-vous guider par les objectifs de développement durable adoptés lors du sommet de l'ONU en 2015 (approuvés par le décret présidentiel n° 722/2019 du 20 septembre 2019).

L'objectif n° 3, «assurer une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tout âge», appelle notamment à une augmentation significative du financement des soins de santé ainsi qu'au recrutement, au développement, à la formation et à la fidélisation du personnel de santé.

Obstacles et défis pour le personnel médical en temps de guerre

IGNACY JÓŻWIAK¹

La conférence était organisée par le mouvement médical Sois comme Nina et la date de la conférence était liée à la Journée internationale des infirmières (12 mai). Elle s'est tenue dans l'espace de conférence de l'Agence nationale de presse ukrainienne (Ukrinform) et a été retransmise en direct par Sois comme Nina et Ukrinform.

Plus de 20 personnes venues de toute l'Ukraine ont assisté à l'événement et entre 20 et 30 personnes s'y sont jointes en ligne à différents moments. Les participants étaient principalement des infirmières (de cliniques et d'hôpitaux ainsi que d'écoles et de jardins d'enfants). Il y avait également deux paramédicaux militaires (un soldat formé aux premiers secours et à la médecine tactique et un médecin-neurologue actuellement en service dans l'armée), et un chirurgien de l'hôpital civil. Vitaliy Dudin de Sotsialnyi Rukh a été invité en tant qu'expert en droit du travail et d'autres personnes de Sotsialnyi Rukh étaient présentes dans le public. Ignacy Józwiak a été invité en tant que délégué du Réseau syndical international de solidarité et de luttes et a prononcé un bref discours.



1. Ignacy Józwiak est membre d'Inicjatywa Pracownicza (Initiative des travailleurs), membre du Réseau syndical international de solidarité et de luttes. 15 mai 2024.

L'événement a permis aux médecins militaires et civils de partager leurs problèmes et leurs visions pour les résoudre. Par exemple, Iryna Prykhodko et Ilya Gorodtchykov ont parlé du dévouement des médecins volontaires sur la ligne de front, tout en soulignant que l'offre de soins est parfois insuffisante. Les médecins ont également beaucoup parlé des caractéristiques de la médecine tactique, qui est une spécialisation qui devrait être étudiée séparément.

Leurs collègues civils, dont la présidente de l'association, Oksana Slobodiana, ont souligné qu'une telle formation serait plus appropriée dans le cadre des études d'infirmières que les programmes tels qu'ils existent actuellement. [...]

Une infirmière de jardin d'enfants, Oksana Danilova, et ses collègues des écoles ont soulevé la question de la différence de salaire entre les personnels de santé des établissements d'enseignement. Dans la région de Lviv, les médecins ont réussi à obtenir une augmentation de leurs salaires sous la forme de diverses primes. Cependant, ce salaire ne dépasse pas de beaucoup le salaire minimum et n'atteint pas les 13 500 hryvnias garantis à toutes les infirmières.

Vitaliy Dudin, avocat de l'association et militant du Mouvement social, a souligné qu'une telle différence de salaire constitue une violation des normes internationales garantissant un salaire égal pour un travail égal. Il en va de même pour la résolution n° 28, qui autorise les administrations hospitalières à réduire les salaires du personnel si elles considèrent que les coûts sont trop élevés. Les médecins ont également évoqué les problèmes liés à la certification des lieux de travail dangereux. [...]

Antonina Chatsylo a soulevé la question des violations des règles de sécurité pour les employés dans les salles de rayons X. Elle a également parlé de

l'indolence des inspections du travail. Les médecins ont souligné que la charge de travail des infirmières ne cesse d'augmenter, et les conditions de travail inadéquates incitent les gens à quitter la sphère médicale. Et pourtant, l'État ne garantit pas de salaires pérennes et suffisants qui inciteraient davantage de médecins à travailler. En fin de compte, les participants ont noté que, jusqu'à présent, la médecine civile et militaire ukrainienne a été basée sur le dévouement et le sacrifice des médecins. Cependant, l'État doit prendre des décisions systémiques non seulement pour améliorer ce domaine, qui est essentiel pour la vie et la santé des gens, mais aussi pour la victoire future et le développement durable.

L'événement a débuté par une minute de silence à la mémoire des médecins décédés dans l'exercice de leurs fonctions sur la ligne de front, suivie de l'hymne national ukrainien. La conférence était divisée en trois parties thématiques: les médecins militaires et le travail en première ligne, les institutions civiles de soins de santé et une discussion générale sur les problèmes rencontrés par les médecins militaires et civils et les moyens possibles de les résoudre.

Dans son discours d'introduction, Ruslana Mazurenko (une infirmière) a décrit comment la pandémie de Covid-19 et, plus tard, la guerre à grande échelle ont placé les travailleurs médicaux en première ligne et comment ces événements malheureux ont révélé leur importance. Elle a brièvement évoqué l'histoire de la médecine militaire et de combat en Ukraine et son évolution après les événements de 2014. Elle a également évoqué les problèmes rencontrés par le personnel médical: charge de travail, réduction des salaires, harcèlement moral et, pour couronner le tout, la guerre.





Médecins militaires

Illia, ambulancier militaire, nous a parlé de l'évacuation des blessés sur la ligne de front. Son travail dépend beaucoup de la situation sur la ligne de front et des tactiques de l'ennemi (selon lui, la Russie ne respecte aucune convention internationale concernant les conflits armés). Il a souligné l'importance d'une formation adéquate, car la plupart des ambulanciers militaires, y compris lui-même, ne sont pas des médecins ou des infirmiers professionnels. Illia a lui-même été soldat en 2014, il a réintégré les forces armées en 2022 et ce n'est qu'à ce moment-là, après une courte formation de base, qu'il s'est vu confier des tâches médicales. Son discours a été suivi par les remarques de l'auditoire selon lesquelles les médecins et les infirmières passent des années à étudier, mais ne sont pas préparés, professionnellement et mentalement, à la guerre et à une situation en première ligne. Iryna, une médecin militaire professionnelle ayant travaillé dans un hôpital civil, a également fait part de son témoignage. Illia et Iryna ont souligné l'importance de la santé mentale et des structures de santé mentale pour les médecins eux-mêmes. L'assistance psychologique aux patients est relativement nouvelle en Ukraine et il n'existe pas

de programmes structurés d'assistance psychologique pour les médecins. En ce qui concerne l'armée, il y a quelques psychologues en première ligne, mais il n'y a pas d'assistance structurée. Ils ont également mentionné les besoins techniques constants, comme les voitures (qui ne cessent d'être détruites hors des routes et sous les tirs) pour évacuer les blessés et l'approvisionnement en énergie (générateurs et centrales électriques), car il n'y a pas d'électricité dans les zones de la ligne de front, même dans les zones bâties.

Maria Trufen, une militante qui soutient le personnel paramédical militaire, a fait part de son expérience dans la recherche du matériel nécessaire. Outre l'achat, il est souvent possible de trouver gratuitement du matériel d'occasion dans certains hôpitaux et cliniques. Cependant, les demandes les plus fréquentes concernent les tourniquets, les bandages spéciaux et d'autres articles utilisés pour arrêter les hémorragies. Illia a déclaré que son unité militaire était bien équipée, à la fois par l'État et par les volontaires, et qu'il partageait parfois son matériel médical avec d'autres unités. Il admet cependant que beaucoup de choses dépendent de l'unité et des réseaux personnels et sociaux des soldats. Il a également reconnu que, où que l'on se trouve, des gens collectent des fonds pour les voitures. La discussion a ensuite porté sur le soutien et les finances de l'État par rapport au volontariat, aux dons personnels et à la collecte de fonds publics. Malgré la taxe spéciale de guerre (1,5 %) et les collectes de fonds omniprésentes, il n'y a toujours pas assez d'argent pour l'équipement et les salaires.



Conditions de travail dans les établissements publics de santé

Les infirmières des écoles et des jardins d'enfants («infirmières éducatives», *osvitni medsistry* en ukrainien) ont décrit leur situation spécifique due au fait qu'elles ne relèvent pas de la responsabilité du ministère de la santé, que le ministère de l'éducation évite également de prendre la responsabilité de leurs normes de travail et que personne ne sait exactement comment leurs salaires sont calculés. Tetiana Hnativ, une infirmière scolaire de Tchervonohrad (une ville minière de l'Ouest de l'Ukraine²) a partagé son expérience de la lutte pour l'amélioration des conditions de travail. À l'heure actuelle, une infirmière scolaire ayant peu d'expérience professionnelle gagne 7 500 hryvnias. Elles ne relèvent pas de la responsabilité du directeur régional et n'ont personne à qui s'adresser ou qui serait responsable de leur travail et des normes de travail au niveau régional (comme c'est le cas pour les enseignants). Leurs centres médicaux sont sous-financés, sous-équipés et, en plus, ils ne sont pas autorisés à effectuer certains actes médicaux ou à utiliser certains types de médicaments (en général, elles ont des capacités limitées même si elles possèdent les compétences adéquates). Tetiana est également formée à la médecine tactique et fait partie du mouvement local de soutien aux ambulanciers militaires. L'une de leurs activités consistait à dispenser une formation aux hommes de la région avant leur enrôlement dans l'armée. Ceci montre qu'il existe un lien entre le personnel médical militaire et le personnel médical civil et que ces deux groupes



2. tchervonohrad a longtemps été un bastion de l'activité syndicale. L'Union indépendante des mineurs d'Ukraine y est toujours active. Cependant, la plupart des mineurs sont aujourd'hui dans l'armée et les mines sont progressivement fermées.

ne fonctionnent pas dans des mondes complètement différents.

Aleksii Turpyna, chirurgien à l'hôpital civil, a fait remarquer que les conventions collectives, si elles existent, sont obsolètes et impliquent des rémunérations dépassées. Les salaires sont non seulement bas, mais aussi inégaux entre les différents membres du personnel. Par exemple, il gagne lui-même 16 200 hryvnias et les infirmières du même hôpital 10 200. Il n'y a pas non plus de primes ou de primes d'ancienneté (ni pour les médecins, ni pour les infirmières). De temps à autre, les médecins doivent également suivre des formations payantes (organisées par des entreprises privées), afin d'améliorer et d'actualiser leurs compétences. Cette mise à jour est obligatoire s'ils veulent conserver leur emploi. Les hôpitaux paient également des entreprises privées pour les logiciels et les plateformes en ligne qu'ils utilisent.

Svitlana Sydorenko (infirmière dans une clinique) a raconté l'histoire de son employeur qui a eu recours à différentes astuces juridiques pour éviter une augmentation de salaire. Ayant rendu la clinique dysfonctionnelle et après avoir licencié certaines personnes, il a fondé une clinique privée et a quitté son emploi dans la clinique publique. Actuellement, le personnel soignant est encouragé à passer à un emploi à temps partiel et l'administration locale refuse de leur parler. Les travailleurs médicaux ont fait des suggestions aux autorités locales pour réorganiser l'établissement et le rendre plus fonctionnel, mais cela n'a suscité aucun intérêt. Ils sont maintenant au tribunal et les autorités locales utilisent l'argent public pour payer les avocats.

Vitaliy Dudin, de Sotsialnyi Rukh (Mouvement social), a évoqué les changements en cours dans le droit du travail et a souligné la manière dont ils s'appliquent aux travailleurs médicaux. Il a également

souligné la nécessité de s'organiser en syndicats, de rejoindre d'autres groupes professionnels dans leurs luttes et de surmonter le statu quo néolibéral.

Ignacy Józwiak a salué la conférence au nom du Réseau syndical international de solidarité et de luttes. Dans son bref discours, il a évoqué notre coopération fructueuse avec Sois comme Nina au cours de l'année écoulée, qui s'est traduite par un soutien matériel et symbolique, ainsi que par la participation des délégués du mouvement à divers événements dans le monde entier et en ligne. Il a également souligné que les problèmes liés aux salaires et à la charge de travail sont également typiques des travailleurs médicaux dans d'autres pays, tout comme les problèmes liés à la privatisation et à la commercialisation des soins de santé, ainsi qu'à l'intégration de différentes institutions et installations, ce qui conduit généralement à des licenciements et à une détérioration du traitement des patients. Il est important de noter que ces problèmes s'appliquent à de nombreux autres groupes professionnels et qu'ils font l'objet de protestations de la part des syndicats et des mouvements sociaux dans le monde entier.

Enfin, Oksana Slobodiana a lu leur déclaration sous la forme, comme elle l'a dit, d'une «101^e lettre» adressée aux autorités ukrainiennes. Cette déclaration identifie les principaux problèmes et recommande certaines mesures pour les résoudre. Elle a également lu une lettre de l'infirmier de combat, actuellement sur la ligne de front (un générateur électrique lui a été récemment livré par le Réseau syndical international de solidarité et de luttes).

La réunion a été suivie de conversations informelles et d'échanges.

Le ministère de la santé a été invité à la conférence mais n'a pas daigné venir.



Comment l'Ukraine soutient (ou pas) ceux qui « ne s'intègrent pas sur le marché du travail »

ALEXANDER KITRAL¹



Les mères célibataires et les personnes à quelques années de la retraite sont parmi les moins compétitives sur le marché du travail en Ukraine. Bien que le droit du travail interdise la discrimination fondée sur l'âge et la situation matrimoniale, de nombreux employeurs refusent de les embaucher. Afin d'améliorer la situation de cette catégorie de travailleurs, certaines collectivités territoriales lancent et mettent en œuvre des mesures de soutien supplémentaires. Par exemple, elles créent des emplois spécifiques pour les mères célibataires, organisent des coopératives où les personnes peuvent travailler indépendamment de leur âge ou de leur statut matrimonial, et agissent en tant qu'intermédiaires avec les employeurs. Dans cet article, nous décrivons plus en détail les difficultés rencontrées aujourd'hui par les groupes vulnérables pour trouver un emploi, ainsi que les mesures prises pour les soutenir.

L'âge et les enfants ne doivent pas constituer un obstacle à l'emploi

Selon l'agence nationale pour l'emploi, 47 % des 96 000 chômeurs qui se sont adressés à elle en janvier avaient plus de 45 ans, et 17 % d'entre eux plus de 55 ans. De nombreux employeurs estiment qu'un travailleur plus âgé est forcément peu actif et incapable d'acquérir de nouvelles compétences. En conséquence, les candidats se voient souvent refuser n'importe quel emploi, y compris les emplois peu qualifiés.

Oksana Yatsenko, une habitante de Tcherkasy âgée de 57 ans, a déclaré à *Commons* qu'elle n'avait même pas été embauchée pour un emploi mal rémunéré à l'hôpital de la ville. « On m'a dit qu'ils n'embauchent pas d'employés de plus de 45 ans », se plaint-elle. En conséquence, Oksana et son mari malade ont vécu de l'allocation de ses enfants pendant deux mois, jusqu'à ce qu'elle trouve un emploi d'agent d'entretien dans une entreprise d'État.

Les jeunes candidates rencontrent également des difficultés à trouver un emploi. Olha, 48 ans, conseillère juridique dans un département de la Banque nationale d'Ukraine, a raconté comment elle n'a pas pu trouver d'emploi pendant une longue période au cours de la pandémie de coronavirus, alors qu'elle avait vingt ans d'expérience professionnelle et plusieurs années de travail au Fonds de garantie des dépôts. Olha pense que c'est son âge qui l'a empêchée de trouver un emploi. Les employeurs ne le lui ont pas dit directement, mais elle a remarqué que lorsque les responsables des ressources humaines découvraient son âge au cours des entretiens, ils mettaient rapidement fin à la conversation et ne la rappelaient pas. « Tout le monde veut des jeunes employés,

1. Oleksandr Kitral, journaliste. Illustration : Katya Gritseva. Publié par *Commons*. Traduction : Patrick Le Tréhondat. 2 mai 2024.

pour qu'ils puissent se développer à leurs frais tout en bénéficiant d'un faible salaire» explique Olha.

Les mères célibataires, en particulier celles qui ont beaucoup d'enfants, rencontrent encore plus de difficultés sur le marché du travail. Et bien que l'article 184 du Code du travail ukrainien interdise la discrimination à l'embauche, la réduction des salaires ou le licenciement des femmes qui élèvent seules des enfants de moins de 14 ans, ces règles ne sont pas vraiment appliquées. Victoria Dvoretzka, originaire de Mykolaiv et mère de sept enfants (tous frères et sœurs), en a parlé à *Commons*.

«Les employeurs n'ont évidemment pas le droit de refuser d'embaucher [en raison de la composition de la famille] ou de licencier. Mais en réalité, ce n'est pas le cas. Si les enfants ne figurent pas dans le passeport, il est toujours possible de tricher et de le cacher. Mais si ces données sont indiquées, ou si l'employeur connaît la composition de la famille, vous ne serez pas embauchée. À moins que vous n'obteniez un emploi peu qualifié, il vous sera très difficile de trouver un emploi dans votre spécialité. De plus, une mère célibataire peut être licenciée sans son consentement. C'est ce qu'ils m'ont fait lorsque j'étais en soins intensifs avec mon enfant et que j'ai été licenciée rétroactivement», explique-t-elle.

Aides d'État: le cap de la réduction

Malgré les difficultés liées à l'emploi, l'Ukraine dispose de certains mécanismes juridiques pour protéger et soutenir les groupes vulnérables. Par exemple, l'article 2-1 du Code du travail interdit toute discrimination dans le domaine du travail, y compris sur la base de l'âge. L'article 42 du Code du travail stipule que les employés à qui il reste trois ans de travail avant la retraite ont un droit préférentiel à conserver leur emploi en cas de licenciement. En outre, il

existe des programmes visant à faciliter la formation à de nouvelles professions et spécialités pour les personnes âgées de plus de 45 ans. Des chèques, qui peuvent être obtenus auprès de l'Office national de l'emploi, permettent aux personnes d'apprendre de nouvelles professions et de développer de nouvelles compétences gratuitement.

En ce qui concerne la protection des mères célibataires, outre la protection contre le licenciement, il existe des prestations sociales à condition que le statut correspondant soit enregistré. Toutefois, ces aides ne sont accordées qu'aux familles dont le revenu mensuel par personne est inférieur au minimum vital. Les allocations sont calculées en fonction de la différence entre le revenu et le minimum vital par enfant. Par ailleurs, le minimum vital en Ukraine n'a pas été indexé ou augmenté correctement depuis de nombreuses années. Par conséquent, si la famille ne dispose d'aucun revenu, le paiement maximum par enfant à partir d'avril 2024 sera de 2563 UAH [60 euros] pour les enfants de moins de 6 ans, de 3 196 UAH [75 euros] pour les enfants âgés de 6 à 18 ans et de 3 028 UAH [71 euros] pour les personnes valides. Toutefois, si une mère célibataire avec un enfant gagne au moins le salaire minimum, elle perdra le droit à toute aide.

Parallèlement aux mesures de soutien, on observe également des changements négatifs dans la sphère sociale. Par exemple, sous la loi martiale, la durée des allocations de chômage a été considérablement réduite pour tous les groupes d'âge et ne peut excéder 90 jours calendaires. Quant aux personnes en âge de préretraite, elles reçoivent des paiements pendant 360 jours, bien que, jusqu'au 1^{er} janvier 2023, la durée des paiements ait été de 720 jours. À cela s'ajoutent les modifications négatives apportées à la législation du travail pendant la période de la loi



martiale, qui ont considérablement élargi les droits des employeurs. Ils peuvent désormais suspendre un contrat de travail de leur propre initiative, licencier un employé pendant un congé de maladie, de vacances, etc.

En ce qui concerne les mères célibataires, la situation de l'aide publique se détériore également: ces dernières années, le gouvernement a progressivement resserré les critères de sélection des personnes éligibles aux paiements. Selon le Service social national ukrainien, qui dépend du ministère de la politique sociale, alors qu'en 2016, 550 000 mères célibataires recevaient les allocations en Ukraine, elles ne sont plus que 118 000 en 2021. En d'autres termes, le nombre de bénéficiaires a été divisé par près de cinq en cinq ans.



Il convient de noter que la détérioration progressive de la situation en matière d'aide sociale en Ukraine est le résultat des politiques néolibérales promues par le gouvernement. En raison de cette politique, les programmes sociaux de l'État, y compris ceux destinés à soutenir les familles avec enfants, manquent de cohérence et sont axés sur des résultats à court terme. En outre, les paiements eux-mêmes, qui sont liés au minimum vital déprécié de 2 920 UAH [60 euros], ne répondent pas aux besoins des citoyens. De plus, les modifications apportées à la législation du travail pendant la loi martiale sont conçues pour protéger principalement les intérêts des employeurs, dont le principal objectif est le profit et le désir de s'affranchir des charges et des coûts sociaux. Le retrait de l'État des processus économiques et de la politique industrielle a pour conséquence que les personnes qui ont aujourd'hui un besoin urgent de travail ne peuvent pas l'obtenir.

Pourquoi est-il nécessaire d'améliorer le niveau de sécurité sociale? Premièrement, cela encouragera

les citoyens à ne pas quitter le pays à la recherche d'une vie meilleure et, deuxièmement, cela incitera la population à faire davantage d'efforts pour reconstruire le pays après la guerre. En effet, si une personne comprend qu'elle et ses proches bénéficieront d'un soutien décent dans les moments difficiles, elle sera plus motivée. Selon les experts, pour améliorer la protection sociale, l'Ukraine devrait non seulement augmenter et développer les prestations sociales, mais aussi se concentrer sur la création d'emplois et fournir une meilleure aide à l'emploi à ceux qui en ont besoin.

Des initiatives citoyennes

En raison de la guerre, des difficultés économiques et de la politique gouvernementale, il n'y a pas de transformations sociales positives significatives en Ukraine à l'heure actuelle. Toutefois, certains fonctionnaires comprennent la nécessité d'une participation active au soutien de la population. On trouve aujourd'hui des initiatives de ce type dans certaines collectivités territoriales fusionnées (OTH), en particulier parmi les plus pauvres d'entre elles.

Par exemple, l'administration de Zabolotsivska, dans l'oblast de Lviv, a déclaré à notre publication que cette année, bien que la communauté ait d'importantes difficultés budgétaires, elle a trouvé de l'argent pour aider certaines mères célibataires à trouver un emploi. À cette fin, une petite boulangerie a été construite aux frais du budget local, un atelier de couture a été équipé et les travaux d'aménagement d'un fumoir à viande sont sur le point de s'achever. Il est prévu d'employer quatre mères célibataires dans ces installations a déclaré Maria Discant, responsable de l'OTH, à *Commons*. Selon elle, l'idée est de permettre aux mères célibataires d'acquérir une expérience professionnelle afin qu'elles puissent, par

exemple, bénéficier de subventions pour créer leur propre entreprise. Les femmes pourront alors travailler soit séparément, soit en s'associant.

«Les mères célibataires ne sont pratiquement pas compétitives sur le marché du travail, car elles doivent s'occuper de leurs enfants et aider leurs proches gravement malades ou alités. Elles ne sont donc pas en mesure de travailler 8 à 10 heures, comme l'exige l'employeur. Les conditions de travail que nous créons pour elles permettront aux femmes de fixer leurs propres heures de travail et de recevoir un salaire pour le travail qu'elles ont accompli», a-t-elle expliqué. L'administration de l'OTH a déjà convenu avec des entrepreneurs locaux de fournir des produits à la boulangerie et à la boucherie à prix coûtant. L'administration aidera également les femmes à vendre les produits finis dans des magasins locaux.

Maria Discant a expliqué l'implication des autorités locales dans l'emploi des mères célibataires par la volonté d'apporter un soutien à celles qui en ont le plus besoin.

«Il y a des choses comme l'empathie et le facteur humain. Après tout, les réformes peuvent être mises en œuvre pas à pas ou vous pouvez faire un peu plus. En fait, c'est cette étape au-delà des instructions qui est à l'origine du développement. En fin de compte, tout dépend des gens», selon la responsable de l'OTH.

L'OTH de Dunayevetska, dans l'oblast de Khmelnytskyi, apporte également un soutien important à l'emploi des personnes vulnérables. Il y a quelques années, les autorités locales ont décidé de fournir des emplois à la population en créant une grande coopérative de culture de baies. La plupart des habitants étant méfiants à l'égard de cette idée, les premiers coopérateurs ont été des employés de

l'administration, des élus et des employés de centres culturels, qui ont cherché à intéresser les gens par l'exemple. C'est ainsi qu'est née la coopérative Berry Paradise, qui emploie aujourd'hui plus d'une centaine d'habitants de la communauté, pour la plupart des préretraités et des retraités. Toutefois, les villageois qui ne sont pas membres de la coopérative peuvent également vendre leurs baies à la coopérative et réaliser des bénéfices.

«Après la création de la communauté de communes de Dunayevetska, nous avons immédiatement commencé à nous pencher sur la question de l'emploi. Comme les exploitations agricoles et les agriculteurs locaux ne pouvaient pas apporter beaucoup d'aide à cet égard, nous avons décidé de créer une association coopérative. Nous nous sommes concentrés sur la culture de baies, plus facile que l'élevage de bétail et ne nécessitant pas de coûts financiers importants», a déclaré à *Commons* Mykola Ostrovsky, responsable du département de la protection sociale et du travail de l'UTC [communauté de communes] de Dunayevetska. Selon lui, les membres de la coopérative ont aujourd'hui un bon emploi à temps partiel en plus de leur emploi principal et de leur pension, ce qui explique que le nombre de personnes souhaitant rejoindre l'association soit en constante augmentation. L'administration locale étant à l'origine de la création de la coopérative, elle est garante de la vente des produits cultivés par les villageois.

La communauté de Sarantchukivska, dans l'oblast de Ternopil, qui ne compte pas de grandes entreprises sur son territoire, a également choisi la voie de la création de coopératives pour résoudre le problème du chômage. Au fil des ans, plusieurs associations de ce type y ont été créées à l'initiative de l'administration locale, principalement pour la culture des





framboises et des fraises. Volodymyr Petrovskyi, responsable de l'UTC nous en a parlé.

«Les fonds nécessaires ont été alloués dans le budget de la communauté pour le développement des coopératives. Ensuite, nous avons commencé à apporter un soutien financier aux personnes pour l'achat de divers matériels. Par exemple, nous avons acheté un système d'irrigation au goutte-à-goutte que nous avons vu dans une entreprise polonaise. Nous avons également acheté des pompes, des tracteurs à conducteur marchant, des filtres, etc. Tout cela a simplement été donné aux gens. Au bout d'un an ou deux, les coopératives ont commencé à se développer rapidement», a-t-il déclaré.

Aujourd'hui, environ 300 ménages sur près de 2000 sont impliqués dans des coopératives communautaires. Il s'agit principalement de personnes âgées de plus de 45 ans. M. Petrovskyi explique que la communauté ne bénéficie pas directement de la coopérative, car les habitants ne paient pas d'impôts,

puisqu'ils cultivent des baies principalement sur leurs propres parcelles.

«Mais la question qui se pose ici est celle de l'emploi. Pour nous, l'essentiel est que les gens puissent gagner leur vie grâce à leur propre travail. Cela leur permettra de rester dans leur pays et d'y travailler, plutôt que d'aller travailler à l'étranger», a déclaré le responsable de l'UTC.

L'administration de la collectivité territoriale (TG) de Bilozerka, dans l'oblast de Tcherkasy, a partagé une expérience intéressante. Il s'est avéré que l'administration de la communauté agit souvent en tant qu'intermédiaire dans l'emploi de travailleurs vulnérables. Comme l'explique à *Commons* Volodymyr Mitsuk, le chef de la communauté, cela est dû, d'une part, au petit nombre de personnes qui demandent une aide à l'emploi et, d'autre part, à la simple volonté de soutenir leurs compatriotes. De plus, selon le responsable, une fois employée, une personne paiera une taxe qui bénéficiera à la communauté.

«Il y a du travail à Bilozerka. Il y a toujours besoin de travailleurs dans un magasin, un restaurant, un bureau de poste, un centre culturel, un service de sécurité, une pharmacie, etc. Cependant, si une mère célibataire ou une personne qui n'a plus que deux ou trois ans avant la retraite s'adresse à notre administration pour demander une aide à l'emploi, nous l'aiderons. Il est déjà arrivé que nous devions appeler une entreprise pour lui demander de prendre en considération telle personne, de l'embaucher au moins pour une période d'essai. La plupart du temps, elles ont accepté de nous rencontrer et d'embaucher cette personne», a-t-il déclaré.

La promesse d'aider les catégories vulnérables de travailleurs à trouver un emploi n'est pas un vain mot. Dès la fondation de la communauté, ses dirigeants se sont engagés en faveur de l'aide sociale. Elle disposait également de certaines ressources à cet effet, puisque de grandes entreprises qui paient des impôts sont implantées dans la communauté. Peu après la création de la communauté, le premier centre de services administratifs (CSA) parmi les communautés rurales de l'oblast de Tcherkassy a été ouvert à Bilozerka, ainsi que le premier centre de soins de santé de la région. Les conditions des éducateurs et des travailleurs de la santé ont été améliorées. Par exemple, aux frais du budget local, les enseignants d'un jardin d'enfants local accueillant 165 enfants reçoivent un supplément de salaire de 50 %, comme nous l'avons déjà décrit dans nos documents. La communauté a également fourni des appartements gratuits à trois médecins : deux d'entre eux ont une superficie de 45 mètres carrés et un autre de 75 mètres carrés.

Aujourd'hui, il existe une forte demande dans la société pour de meilleures conditions sociales, en particulier pour les personnes vulnérables sur le marché du travail. Cependant, les mesures prises au niveau

de l'État ne couvrent qu'une petite partie des besoins de la société, qui ne font que croître dans le contexte de la guerre. Dans le même temps, de récentes initiatives législatives indiquent une nouvelle intention de réduire les dépenses sociales. Cependant, malgré ces processus négatifs, la pratique montre que, même dans des conditions économiques difficiles, il existe des gestionnaires dotés d'une pensée systémique qui considèrent l'aide sociale aux citoyens comme une tâche essentielle de leur travail. Leurs initiatives ne se contentent pas d'aider les gens, elles contribuent également au développement des communautés. Bien que ces pratiques se situent principalement au niveau local, elles illustrent les principes importants pour le développement d'une société à orientation sociale en Ukraine.



La vie étudiante ukrainienne entre néolibéralisme et guerre

KARINA CHMELIUK¹



Au cours de cette troisième année de guerre totale, les étudiants ukrainiens sont confrontés au fait qu'au lieu d'améliorer leur protection sociale, le gouvernement réduit le montant de son aide. Un grand nombre d'étudiants déplacés à l'intérieur du pays ont vu leurs allocations annulées, et les réformes du ministère de l'éducation et de la science (MES) menacent la capacité des citoyens vulnérables à accéder à l'enseignement supérieur. Les initiatives du ministère ont abouti, par exemple, à la fusion d'universités, ce qui a souvent eu pour conséquence que des étudiants aidés financièrement par l'État ont perdu leur place et que des dortoirs et des bâtiments ont été privatisés. Le ministère de l'éducation et des sciences promeut également activement une nouvelle réforme des bourses, qui prépare en fait la transition du système d'enseignement supérieur vers sa commercialisation.

J'ai interrogé un certain nombre d'étudiants sur les questions qui les préoccupent le plus dans la situation

1. Étudiante de l'université nationale de Kyiv, originaire de Crimée, militante du syndicat étudiant indépendant Priama Diia (Action directe). Elle a coordonné la campagne visant à réquisitionner le bâtiment de l'ancienne ambassade russe à Kyiv au profit de la communauté. Publié par [Commons](#). Illustration: Katya Gritseva. Traduction: Patrick Le Tréhondat. 19 avril 2024.

actuelle. Les problèmes qu'ils ont décrits peuvent être divisés en trois groupes qui se recoupent: ceux liés à la situation économique, à l'inégalité entre les sexes et à l'agression militaire russe. L'absence de réponse adéquate de la part du gouvernement et des administrations universitaires exacerbe ces problèmes et en crée souvent de nouveaux.

Entre l'université et le travail

L'aspect économique des problèmes des étudiants se traduit principalement par le fait que la plupart d'entre eux sont obligés de combiner leurs études avec un travail, souvent à temps plein. Ce problème n'est évidemment pas nouveau: de telles conditions existent depuis des années, mais la situation s'est aggravée dans le contexte de la guerre et de la crise économique qui l'accompagne. Cette situation empêche les étudiants de s'engager pleinement dans le processus éducatif, limite leurs possibilités de développement et entraîne une fatigue physique et psychologique. De nombreuses personnes interrogées se sont plaintes d'épuisement sur leur lieu de travail en raison d'une charge de travail excessive.

La nécessité de travailler tout en étudiant peut affecter votre vie professionnelle future, en particulier votre capacité à trouver un emploi décent dans votre domaine d'études. En effet, les connaissances fragmentaires acquises rendent souvent impossible l'entrée sur le marché du travail. Selon le rapport sur le suivi de l'emploi des diplômés de l'enseignement supérieur et professionnel en 2022, le pourcentage de diplômés de licence ayant un emploi n'atteint que 36,27 %².

2. Rapport sur le suivi de l'emploi des diplômés des établissements d'enseignement supérieur, 2024 [Révision du rapport sur le suivi de l'emploi des diplômés des établissements

Conditions d'études

Travailler tout en étudiant à l'université est perçu comme quelque chose de tout à fait normal : les étudiants soulignent cependant le problème des horaires de cours qui ne leur permettent pas toujours de combiner études et travail, d'où la menace d'expulsion [de l'université]. En d'autres termes, la plupart des étudiants ne considèrent pas la nécessité de travailler (souvent à temps plein) comme un problème, mais plutôt soulignent les difficultés liées à la combinaison du travail et des études.

Voici, par exemple, les propos de l'un des étudiants interrogés :

Cet horaire – nous étudions jusqu'à 14 heures presque tous les jours – est impossible à combiner avec le travail. Si vous travaillez à temps partiel, il est impossible de rester à l'université jusqu'à 14 heures. Je pense que l'administration a essayé de rendre notre horaire aussi pratique que possible, mais... ça n'a pas marché. Je préfère aller à mon premier cours à 8h00, même si je dois me lever à 5h30 le matin, plutôt que de rester à la fac jusqu'à 14h00. Car certaines de nos journées de cours sont entre 8h00 et 14h00. Tu imagines déjà l'horreur.

Les étudiants sont contraints de travailler, car l'aide de l'État sous forme de bourses n'est pas suffisante pour leur permettre de se concentrer sur leurs études, leur créativité et leur vie sociale. Au lieu de cela, ils doivent se préoccuper de leur survie. Une autre raison est le manque de places dans les dortoirs. Certains établissements d'enseignement n'ont pas de dortoirs du tout, tandis que d'autres ont un nombre

d'enseignement supérieur]. Dans Ministère de l'éducation et de la science de l'Ukraine, <https://mon.gov.ua/ua/news/trayektoriyi-karyeri-vipusknikiv-zvo-i-zfpo-mon-prezentuye-zvit-iz-monitoringu-prace-vlashtuvannya-vipusknikiv-byudzhetnikiv>.

limité de places. Les étudiants sont donc obligés de louer un logement, dont le coût a toujours été élevé dans les grandes villes par rapport aux revenus moyens, et a augmenté de façon spectaculaire dans certaines villes depuis le début de la guerre.

Les étudiants qui travaillent sont plus susceptibles que les autres d'être confrontés à des violations de leurs droits au travail et à l'incertitude quant à leur statut sur le marché du travail. Après tout, ils manquent d'expérience et occupent le plus souvent des emplois de courte durée, souvent dans le secteur informel. Parfois, leurs relations de travail sont déguisées par les employeurs en «travail indépendant» : ils sont obligés de s'enregistrer en tant qu'entrepreneurs individuels (EI). Cette situation prive les étudiants du droit à une protection sociale adéquate et rend difficile la protection formelle de leurs droits sociaux, si nécessaires. La nouvelle législation qui autorise l'emploi dans le cadre de contrats «zéro heure» – contrats sans heures de travail garanties – pourrait encore aggraver la situation des jeunes sur le marché du travail.

Cette situation est particulièrement difficile pour les personnes déplacées à l'intérieur du pays, car elles manquent non seulement de logement, mais aussi souvent de soutien financier de la part de leurs parents ou de leurs proches. Certains d'entre eux ont des parents qui sont restés dans les territoires occupés, et même s'ils ont pu partir, ils n'ont pas trouvé un nouveau lieu de résidence. Par conséquent, avec des familles qui ont très peu de ressources, les jeunes sont obligés de compter presque exclusivement sur leurs propres forces. Cela rend les étudiants déplacés extrêmement vulnérables aux abus des employeurs, car ils sont parfois obligés d'accepter n'importe quelles conditions de travail pour joindre les deux bouts.



Genre: préjugés, harcèlement, travail domestique

Selon l'enquête, les préjugés sexistes sont répandus parmi certains enseignants et camarades de classe dans toutes les spécialités, mais plus clairement dans les spécialités techniques et socio-économiques. Par exemple, selon l'un des étudiants :

Il y a des hommes dans le groupe qui ne croient pas que les femmes aient leur place en politique. [Ils pensent] qu'elles sont là uniquement en raison des quotas de genre.

Outre les préjugés et les stéréotypes sexistes, il y a le problème de la violence et du harcèlement dans les universités, qui est généralement passé sous silence à tous les niveaux – de la victime à l'administration de l'établissement. En règle générale, le harcèlement est soit normalisé et n'est pas perçu comme un crime par les enseignants, soit les administrateurs de l'université gardent le silence sur le problème et essaient de ne pas « nuire à la réputation de l'institution ».

En outre, certaines étudiantes ont déclaré que les parents et le personnel du dortoir traitent différemment les filles et les garçons en ce qui concerne le travail domestique. Comme dans l'ensemble de la société, les étudiantes sont plus susceptibles de devoir faire le ménage, la cuisine et s'occuper des autres membres de la famille après avoir étudié et travaillé. Cela entraîne un stress supplémentaire et peut avoir un impact négatif sur les résultats scolaires et le bien-être physique et émotionnel.



L'impact de la guerre: manque de sécurité et de compréhension

L'agression militaire russe a changé la vie de tous les étudiants, mais surtout de ceux qui vivaient sur la ligne de front et dans les territoires occupés. Les administrations universitaires et les professeurs ne veillent pas toujours à ce que ces personnes puissent poursuivre leurs études en Ukraine. Parfois, l'enseignement à distance et les examens ne sont pas du tout organisés. Les étudiants qui ne peuvent pas être physiquement présents dans les salles de classe sont tout simplement radiés.

Même si une université offre aux étudiants sur la ligne de front et dans les zones occupées la possibilité d'étudier à distance, il reste parfois des problèmes qui ne peuvent être résolus que sur le lieu d'études. On m'a rapporté des cas où des étudiants ont été menacés d'être radiés de leur université s'ils ne signaient pas leur plan d'études individuel ou n'apportaient pas personnellement leur certificat d'inscription. Ces questions ne sont résolues que par la « bonne volonté » de l'administration et des enseignants – par le biais d'accords personnels avec eux. En fin de compte, il n'y a tout simplement aucune garantie que ceux qui sont forcés de rester dans les territoires occupés seront en mesure d'obtenir un diplôme d'une université en Ukraine.

Après l'éclatement de la guerre, de nombreux étudiants et étudiantes ont été contraints de prendre des congés académiques parce qu'ils étaient devenus des réfugiés, devaient travailler davantage, avaient des problèmes psychologiques ou étaient partis au front. À leur retour, ils ont appris qu'ils ne pouvaient pas reprendre des études financées par l'État, alors que le ministère de l'éducation et de la science leur avait assuré que cette possibilité était garantie.



Dans la suite de la pandémie de Covid-19, la guerre a entraîné également les études à distance et de façon prolongée dans de nombreux établissements d'enseignement. Cela rend difficile, voire impossible, la réalisation de stages et entraîne parfois une perte d'intérêt pour l'acquisition de connaissances. De plus, étudier à temps plein pendant la guerre est également un problème, en particulier lorsque les universités et les dortoirs sont en mauvais état, avec des problèmes de capacité et de sécurité. Les étudiants venus des territoires occupés et de la ligne de front parlent, par exemple, de leur réaction traumatisante aux raids aériens à Kyiv, où ils se rendent chaque jour en cours.

Bien qu'il n'y ait pas de réponse adéquate à ces défis tant que l'agression russe se poursuit, et que les différentes solutions présentent à la fois des avantages et des inconvénients, il est possible de mettre un certain nombre d'options sur la table en vue d'un débat public. Par exemple, une solution pourrait consister à fournir un environnement d'apprentissage mixte, de sorte que les étudiants puissent choisir entre rester sur le campus, suivre des cours à

distance et passer des examens. Cependant, toutes les universités ne disposent pas de fonds suffisants pour assurer un enseignement parallèle et offrir aux étudiants un enseignement en ligne. Ce problème de l'enseignement à distance se pose depuis la pandémie du Covid-19. Ou, par exemple, conclure des accords avec des universités étrangères afin que les étudiants puissent temporairement y suivre des programmes pertinents, en mettant en place des équivalences de diplômes. Même si ces options sont imparfaites, les problèmes urgents mentionnés ci-dessus doivent être discutés et résolus.

Réforme de l'éducation

À partir de la prochaine année universitaire, les problèmes des étudiants et des étudiantes pourraient devenir encore plus aigus en raison d'une autre réforme de l'éducation lancée par le ministère de l'éducation et de la culture. Elle prévoit la disparition de la garantie d'un nombre de bourses et des motifs leur octroi. Désormais, le gouvernement déterminera arbitrairement les normes de soutien public aux



étudiants en matière d'éducation et les motifs pour bénéficier d'une aide pendant la formation. Selon le projet de loi, seul un certain pourcentage d'étudiants recevra des bourses qui ne compenseront qu'une partie du coût de l'éducation.

Cette réforme pourrait entraîner une diminution du nombre de personnes étudiant sur la base d'un financement public. De plus, ceux qui parviendront à faire des études financièrement aidées seront obligés de travailler pendant au moins trois ans après l'obtention de leur diplôme dans le cadre d'un contrat proposé par l'État. Ils ne pourront pas choisir leur employeur, leurs conditions de travail et de rémunération, ni même la localité dans laquelle ils devront vivre pendant trois ans. Si les jeunes diplômés démissionnent ou, de l'avis de l'employeur, exécutent leur travail «de manière incorrecte», ils devront rembourser le coût de leurs études et de leurs bourses d'études.



Cette réforme viole les droits constitutionnels des Ukrainiens à l'éducation gratuite et à l'emploi volontaire. Si le projet de loi est adopté, encore moins de personnes appartenant à des groupes vulnérables – notamment les jeunes issus de familles à faible revenu et les personnes déplacées à l'intérieur du pays – seront en mesure d'accéder à l'enseignement supérieur. Il leur sera plus difficile d'utiliser l'éducation comme un ascenseur social pour améliorer leur situation socio-économique. De plus, il est évident que de telles conditions ne peuvent qu'accroître la migration des étudiants à la recherche d'un enseignement de meilleure qualité et plus abordable à l'étranger.

Malheureusement, le gouvernement ukrainien ne contribue pas à atténuer les problèmes des étudiants liés à l'agression russe, mais prend plutôt des mesures qui aggravent la situation. Sous le couvert

de réformes, des initiatives sont prises, qui poussent l'enseignement supérieur vers sa commercialisation, et conduisent à une augmentation des inégalités sociales et économiques. Dans le même temps, les autorités et les administrations universitaires ne prennent pas de mesures adéquates pour atténuer l'impact négatif de la guerre sur les conditions d'apprentissage: il n'existe aucune garantie d'enseignement à distance pour les étudiants des territoires occupés, et dans les territoires libres, pour les études en présentiel, les mesures prises, pour mettre à disposition des abris et des dortoirs universitaires décents ne sont pas suffisantes.

Les difficultés économiques rencontrées par les étudiants ukrainiens ne peuvent être surmontées sans s'attaquer aux problèmes du marché du travail dans son ensemble. Pour que les étudiants puissent se concentrer sur leurs études et leur développement, il est nécessaire de garantir un niveau de vie décent et le respect des droits du travail de chacun d'entre eux. Des changements systémiques et une attention aux besoins de tous les étudiants sont nécessaires, indépendamment de leur sexe, de leur lieu de résidence, de leur statut social et de leur situation économique. Les initiatives néolibérales et anti-ouvrières du gouvernement doivent être stoppées, car elles aggravent toutes les dimensions de l'inégalité qui existent dans la société. En outre, ces initiatives frappent plus durement les groupes vulnérables, notamment les femmes, les jeunes issus de familles à faibles revenus et les personnes les plus touchées par la guerre.

Odessa: étudiants et militaires repoussent l'extrême droite

Le samedi 18 mai, le syndicat étudiant Priama Diia a présenté à la bibliothèque régionale d'Odessa le premier numéro de son zine *Agir*¹. Alors que les premiers étudiants s'installaient dans la salle, des éléments d'extrême droite ont tenté d'empêcher la tenue de la réunion. Mais ils ont été rapidement repoussés. S'en sont suivis des affrontements dans les rues d'Odessa au cours desquels des militaires venus défendre la réunion ont été blessés – dont un soldat libertaire de retour du front en béquille qui a été aspergé de gaz au poivre. Il y a quelques semaines dans cette même ville, l'extrême droite avait réussi à empêcher l'exposition des œuvres de l'artiste libertaire David Tchitchkan. Ce samedi elle a été mise en échec. Nous publions ci-après une déclaration du syndicat étudiant et le témoignage d'un étudiant. Les Brigades éditoriales de solidarité expriment leur totale solidarité avec les étudiants et militaires antifascistes d'Odessa.

Déclaration de Priama Diia

Hier, la bibliothèque régionale d'Odessa, qui porte le nom de Hrushevsky, a accueilli une présentation du magazine d'Action Directe.

L'événement a suscité un grand intérêt, comme en témoigne l'absence de sièges vides dans la salle. Outre les étudiants, la présentation a également été

suivie par des diplômés de l'université, y compris nos camarades soldats de l'Ecoplatform. Une quarantaine de personnes ont assisté à l'événement, heureuses de partager leurs expériences et d'entendre des récits de la lutte pour de meilleures conditions d'apprentissage et une meilleure éducation pour tous. Cependant, elles n'avaient pas toutes de bonnes intentions.

Au cours de la présentation, des hommes masqués non identifiés, portant des symboles nazis sur leurs vêtements, sont apparus. Ces personnes non invitées ont commencé à intimider le personnel de la bibliothèque et les participants à l'événement, y compris par des actes de violence physique. Au cours du conflit, les jeunes hommes agressifs ont attaqué les soldats à l'aide de gaz poivré avant de s'enfuir.

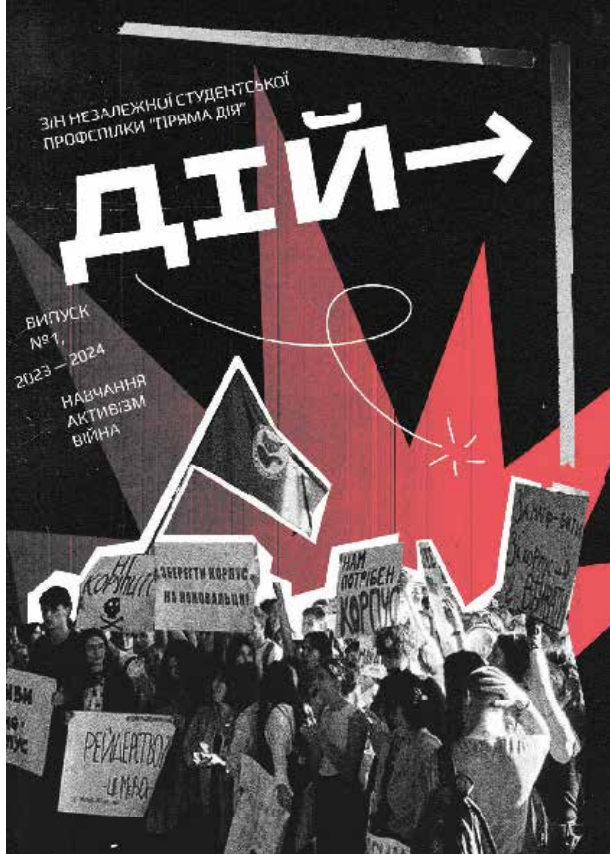
Nous avons déjà mentionné que la violence d'extrême droite est de plus en plus fréquente dans les rues ukrainiennes, et l'incident d'hier en est une nouvelle confirmation. La violence motivée par la haine est toujours inacceptable; elle semble dix fois plus sauvage en temps de guerre: alors que le pays résiste à l'agression impériale, certains jeunes hommes ne trouvent rien de mieux que de perturber des conférences et d'entraver les activités syndicales (ce qui constitue également une violation de la loi). En outre, ils s'en prennent aux militaires, grâce auxquels ils peuvent en principe rester tranquilles à l'arrière.

Nous sommes profondément reconnaissants à tous ceux qui ont assisté à la présentation avec un intérêt sincère. Nous tenons également à remercier la bibliothèque et les personnes qui nous ont aidés à organiser l'événement.

À Priama Diia, nous pensons que les soldats ukrainiens devraient être soutenus avec des hryvnias, et non avec des bombes au poivre, comme le font les radicaux de droite. C'est pourquoi nous vous invitons à participer à la collecte d'une camionnette pour



1. Pour télécharger le zine: https://drive.google.com/file/d/1H05Z00UD0sJkYhK3Ad__JVxClky4Z0u/view?usp=sharing.



le soldat anarchiste Panko, organisée par Solidarity Collective.

Nous vous invitons à prendre soin de vous, à maintenir une tolérance zéro à l'égard de la violence haineuse et à rester avec nous. La vérité est de notre côté.

Témoignage d'un étudiant: **«La guerre de rue fait-elle son retour?»**

Nous avons assisté à la présentation d'un magazine étudiant d'Action directe, mais il s'est avéré qu'il y a encore des voyous politiques. Un groupe de jeunes d'extrême droite de 16 à 20 ans, cagoulés, s'est approché de la bibliothèque et s'est présenté comme membre des organisations Ordyn et USGD. Nous sommes sortis pour discuter et ils sont partis.

Au bout d'un moment, ils sont revenus, ont essayé d'entrer par effraction, ont bousculé un employé de la bibliothèque, ont volé un livre et ont décidé de le brûler sur place. Nous nous sommes approchés, et ils ont commencé à s'enfuir, aspergeant de gaz un volontaire de Solidarity Collectives et deux soldats qui suivent un traitement, des activistes d'EcoPlatform.

Il est évident que le comportement de ces types est méprisable, l'attaque de militaires volontaires et actifs, dont l'un est en béquilles après avoir été gravement blessé aux deux jambes, démontre clairement que ces voyous politiques sont plus intéressés par la lutte contre les organisations de base que par la lutte en première ligne, et il est apparu clairement au cours de la conversation avec eux plus tôt que les valeurs qu'ils suivent sont maintenant celles de la Fédération de Russie, en particulier lorsqu'ils ont essayé de supprimer l'initiative de base des étudiants. Il est évident que leur «patriotisme» est une fiction et qu'ils considèrent les étudiants et les soldats anarchistes comme des ennemis.

Le temps et l'action remettront les choses à leur place, c'est pourquoi nous vous demandons de ne pas tomber dans les provocations de l'extrême droite, qui «tient le front civil», comme ils disent. De telles actions en temps de guerre sont inacceptables et ouvertement hostiles, faisant directement le jeu de l'ennemi, qui mène une guerre agressive contre la société et la liberté ukrainiennes.

EMPREINTES
DU 1^{ER} MAI 2024

Le pouvoir dans l'unité!

SYNDICAT DE LA CONSTRUCTION (FPU)

Le 1^{er} mai, près de 150 pays honoreront les réalisations des travailleurs qui sont le moteur du développement de l'économie et des infrastructures de l'État!

Félicitations pour la Journée internationale du travail, la Journée de solidarité et le soutien mutuel des travailleurs du monde entier dans la quête de vivre dans une société pacifique et démocratique!

Aujourd'hui, la majorité des syndicalistes ont rejoint les forces armées ukrainiennes et défendent notre pays contre l'occupant, contre l'agression russe, et les travailleurs tiennent le front du travail et soutiennent l'économie de notre pays par leur travail.

En ce jour, le syndicat de la construction de l'Ukraine affirme: «Les travailleurs ont le droit à un travail décent, un salaire décent et des conditions de travail en toute sécurité!»



Solidarité en action: étudiants et travailleurs dans le même bateau

PRIAMA DIIA (ACTION DIRECTE)

«Être étudiant, c'est travailler» est une formule que nous répétons souvent à Action directe. Mais pour quoi faire? Qu'est-ce que cela signifie, d'autant plus que la plupart des étudiants, hommes et femmes, tentent au contraire de sortir de la vie active en entrant à l'université?

Une université n'est pas une entreprise: nous ne

sommes pas des étudiants passifs, mais nous participons activement à la vie de nos universités. À partir de l'évaluation de la qualité des disciplines et en terminant par des protestations contre l'arbitraire ou l'inaction des recteurs, les étudiants changent l'enseignement supérieur et le modifient.

Nous avons été témoins et avons participé à de nombreuses actions dans l'enceinte des universités: opposition aux examens payants, revendication de conditions décentes dans les dortoirs, lutte contre le chauvinisme, ainsi que contre les initiatives du ministère de l'éducation et des sciences. Parmi ces dernières, on peut citer la fusion autoritaire des universités et la commercialisation de l'enseignement supérieur en Ukraine conformément à la loi n° 10399. Et s'il est possible de s'opposer aux recteurs locaux et aux bureaucrates des comités syndicaux, alors il est possible de lutter contre le ministère de l'éducation et des sciences.

Les coupes dans les dépenses sociales et la réglementation gouvernementale s'appliquent non seulement à l'enseignement supérieur, mais aussi et surtout à l'emploi. Défendant les intérêts des oligarques, les responsables ukrainiens ont activement détruit les garanties sociales des travailleurs, et en temps de guerre à grande échelle, alors que la protection des citoyens aurait dû être une priorité, l'attaque contre les travailleurs n'a fait que s'intensifier.

Nous, les étudiants et les travailleurs – nos parents, nos voisins, nos enseignants, nos professeurs, nos médecins de famille, etc. – sommes dans le même bateau. Aujourd'hui, comme nous sommes vulnérables, ils le sont aussi. Ainsi, lorsque nous disons à Action directe que les étudiants sont des travailleurs, nous soulignons la nécessité de s'entraider dans leur lutte, de faire preuve de solidarité afin de contrer efficacement ces plans.

Le 1^{er} mai, à l'occasion de la Journée internationale des travailleurs, des militants d'Action directe ont participé à une conférence syndicale à Kryvyi Rih. Au cours de la réunion, nous avons parlé de la réforme des bourses, de la fusion des universités et d'autres risques qui pèsent sur les étudiants du pays pendant la guerre. Les représentants des syndicats ont partagé leurs problèmes sur le lieu de

travail, se sont plaints de l'attitude néolibérale des autorités et des superprofits des propriétaires des entreprises où ils travaillent.

« [...] Alors que nous continuons à faire des heures supplémentaires et à vivre sous la menace d'être à la rue à tout moment, notre gouvernement est beaucoup plus préoccupé par la déréglementation et la création de conditions favorables aux entreprises. »

À la suite de la conférence, une résolution a été votée pour un appel aux députés du Nord et du Sud du pays avec un appel à aider à changer le cours choisi par les responsables ukrainiens, à fournir des garanties sociales aux employés et aux étudiants afin que l'éducation et l'économie de l'Ukraine puissent fonctionner efficacement dans les conditions actuelles, à annuler les réformes anti-ouvrières, à abroger la réforme n° 10399 et à cesser le chantage de l'enseignement supérieur ukrainien par la Banque mondiale.

Depuis plus d'un an d'activité de l'Action Directe, nous sommes une fois de plus convaincus que la protection efficace des droits et des intérêts des étudiants dépend directement de notre capacité à nous unir. Aujourd'hui, les menaces qui pèsent sur l'université ukrainienne sont de plus en plus grandes, et il ne sera pas facile pour les étudiants du ministère de l'éducation et des sciences d'y résister.

Oui, la solidarité est notre arme principale, il faut donc le reconnaître :

- la lutte des cheminots est aussi la lutte des étudiants ;
- la lutte des infirmières est aussi la lutte des étudiantes et étudiants ;
- la lutte des étudiants est aussi la lutte de tous les salariés.

1^{er} mai à Kryvyi Rih

SOTSIALNYI RUKH

Le Mouvement social et les syndicats indépendants d'ArcelorMittal Kryvyi Rih ont organisé une marche dans le centre de Kryvyi Rih le 1^{er} mai. La marche était

axée sur la demande d'amélioration des conditions de travail dans la nouvelle convention collective de l'usine métallurgique.

La marche s'est déroulée de l'Horloge des fleurs jusqu'au 95^e bloc. Les travailleurs se sont joints en masse à la manifestation. C'était la première fois qu'une telle manifestation avait lieu depuis l'invasion russe à grande échelle.

Vitaliy Dudin, représentant du Mouvement social, a appelé à l'exercice des droits civiques et à des conditions de travail décentes.

Aujourd'hui, alors que l'Ukraine est au centre de l'attention mondiale, toute action des travailleurs sera soutenue avec enthousiasme dans le monde entier.

Luttons et nous vaincrons !

Vidéo de la marche :

[HTTPS://DRIVE.GOOGLE.COM/FILE/D/1RX
PXG0KXFZOLAZYZNOXROU5ZIS3ZLT3W/
VIEW?USP=SHARING](https://drive.google.com/file/d/1RXPXG0KXFZOLAZYZNOXROU5ZIS3ZLT3W/view?usp=sharing)



Un appel de syndicalistes ukrainiens

PATRICK LE TRÉHONDAT ET CHRISTIAN MAHIEUX¹

Autour du 1^{er} Mai, à Kryvyi Rih, un collectif de syndicalistes, de militantes et militants de divers mouvements sociaux a lancé un appel qui concerne les travailleurs et les travailleuses d'«Europe et du monde». Cet appel de syndicalistes d'Ukraine, intitulé «Justice pour les travailleurs et travailleuses ukrainien·nes» ne vient pas de nulle part. Parmi les signataires, on trouve nombre de responsables de syndicats avec qui le Réseau syndical international de solidarité et de luttes a tissé des liens ces deux dernières années; à travers les différents convois syndicaux, mais aussi par les échanges en continu, les soutiens aux luttes, les présences dans des congrès, les réunions publiques d'information, etc.

Cet appel s'inscrit dans un regain des luttes sociales en Ukraine (cheminot·es, personnel de santé, étudiant·es, etc.). Dans cette même ville de Kryvyi Rih, en juillet 2023, avait eu lieu, en dépit de la loi martiale qui interdit tout rassemblement, une manifestation massive d'infirmières qui exigeait le

paiement de leurs salaires non payés. Il est également l'expression d'une «gauche syndicale ukrainienne».

Des syndicalistes, des travailleurs et des travailleuses s'adressent à des syndicalistes, des travailleurs et des travailleuses !

La proximité de la date des élections européennes est mise en avant dans l'introduction, un peu comme prétexte à cette publication; formellement, il est adressé «aux représentants politiques des peuples d'Europe et du monde», mais la lecture montre que là n'est pas du tout le fondement de l'initiative, là ne sera pas son utilité. Cet appel exprime l'état d'esprit et les souhaits de nombreux syndicalistes et associations en Ukraine, ainsi que les sujets qu'ils et elles souhaitent communiquer à leurs homologues d'autres pays. Ils et elles rappellent que ce sont les salarié·es qui supportent le poids de la guerre contre l'agresseur. Ce sont les travailleurs, les travailleuses, la classe ouvrière, qui manquent de munitions, et ce sont leurs intérêts qui doivent être discutés, défendus et pris en compte.

Yuriy Samoïlov, leader du Syndicat indépendant des mineurs, a déclaré :

Dans nos familles, toutes les conversations portent sur la guerre, sur ceux qui servent actuellement, sur la manière de les aider, car la grande majorité des personnes mobilisées sont des travailleurs ordinaires. C'est devenu la priorité du syndicat. Mais en même temps, la législation du travail est suspendue, les dépenses sociales sont réduites et les enfants d'hommes d'affaires et de fonctionnaires s'amusent à l'étranger. Est-ce juste ?

Oleksandr Skyba, dirigeant du Syndicat libre des cheminot·es du dépôt de Darnytsia, souligne que



1. Patrick Le Tréhondat est membre de l'Union départementale interprofessionnelle des retraité·es Solidaires de Paris. Christian Mahieux est membre de SUD-Rail et de Solidaires Val-de-Marne. Tous deux participent, pour Solidaires, aux activités du Réseau syndical international de solidarité et de luttes et sont membres du comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine. Ils font aussi partie des éditions Syllepse, qui animent les Brigades éditoriales de solidarité. Cet article est paru dans la revue *La Révolution prolétarienne*, n° 825, juin 2024.

depuis le début de la guerre, les droits du travail ont été considérablement restreints. Selon lui, la plupart de ces changements n'ont pas renforcé les capacités de défense, mais les ont plutôt affaiblies. «Permettre aux employeurs de suspendre arbitrairement les relations de travail et les dispositions des conventions collectives constitue un coup dur porté au rôle des syndicats et aux fondements de la démocratie», affirme-t-il. Oleksandr souligne sa confiance dans le pouvoir de l'unité et du soutien mutuel dans la lutte et compte sur la solidarité de ses camarades d'autres pays.

Parmi les initiatrices, initiateurs et signataires, des femmes et des hommes responsables du Syndicat libre des cheminot·es du dépôt de Darnytsia, du Syndicat indépendant des mineurs de la région de Kryvyi Rih, du Syndicat ukrainien des ouvrier·es, et travailleurs·euses migrant·es, de Sois comme Nina et de plusieurs syndicats locaux de la santé, du Syndicat des travailleurs du bâtiment d'Ukraine, du Syndicat des travailleurs et travailleuses des grues de la région de Lviv, du Syndicat étudiant indépendant Priama Diia, du Syndicat indépendant ArcelorMittal de Kryvyi Rih, du Syndicat indépendant de l'usine de minerai de fer de Kryvyi Rih, du Syndicat libre des employé·es des institutions médicales de la ville de Kryvyi Rih, du Syndicat libre des éducateurs et scientifiques de la ville de Kryvyi Rih... Une partie des signataires sont actuellement militaires, combattant l'armée russe d'occupation.

Non affiliés à une confédération, membres de la KVPU ou de la FPU, des collectifs syndicaux font vivre ce qu'on nomme souvent ici une «gauche syndicale»... en réalité, simplement des syndicats qui font du syndicalisme, c'est-à-dire qui allient défense des intérêts immédiats des travailleurs et travailleuses contre l'exploitation patronale soutenue et organisée

par le gouvernement, et construction de rapports de force pour une transformation sociale radicale, dans une perspective émancipatrice autogestionnaire. Ceci, dans un pays partiellement occupé militairement depuis des années et totalement sous la menace des attaques russes.

L'appel que nous reproduisons n'est pas une fin en soi, mais son existence cristallise aux yeux de tous et toutes l'existence de cette résistance ouvrière et syndicale en Ukraine, dont nous parlons depuis mars 2022; elle est directement liée aux courants féministes, écologistes, LGBTQI, antiracistes, autogestionnaire, comme le montre aussi la liste des signataires². Tout cela a de quoi intéresser les syndicalistes, en France et ailleurs. Pour marquer le soutien à la démarche des camarades ukrainiennes et ukrainiens, les signatures sont collectées³; signatures de syndicalistes, mais ce qui sera encore plus efficace, signatures de sections syndicales, de syndicats, de fédérations, d'unions locales ou départementales, d'unions syndicales, de confédérations: elles seront le signe que cette dynamique a été partagée dans nos organisations; elles seront la marque d'un internationalisme concret, ouvrant la voie à des échanges, des solidarités, dans la durée et à tous les niveaux!

[...] Alors que la communauté internationale reste dans l'indécision, les troupes d'occupation russes intensifient volontiers leur offensive. Nos camarades meurent sur la ligne de front, sont obligé·es de se battre sans suffisamment d'armes, et en l'absence d'une défense aérienne adéquate, nos centrales électriques, nos usines et nos maisons sont touchées par des frappes dévastatrices. Avec un véritable

2. Le texte complet, ainsi que la liste actualisée des signataires est disponible, en plusieurs langues, sur le site du [Réseau syndical international de solidarité et de luttes](#).

3. À adresser à mahieux@solidaires.org.



«soutien inébranlable», cela n'aurait pas été inévitable. Cependant, pour l'instant, nous devons faire face à l'agresseur principalement par nous-mêmes. La résilience de la société ukrainienne dépend des travailleurs et travailleuses ordinaires, qui constituent la majorité des forces armées et assurent le fonctionnement du front intérieur en matière de logistique, de production et d'entretien des infrastructures critiques. Dans le même temps, il existe une fracture sociale de plus en plus visible, où les biens publics n'existent que pour l'élite, tandis que le reste de la population n'a que des devoirs. Cela démoralise et menace la capacité de défense du pays et son avenir. Alors que nous continuons à être payés de miettes, à faire des heures supplémentaires et à vivre sous la menace constante d'être mis à la rue, notre gouvernement se préoccupe beaucoup plus de la déréglementation et de la création de conditions favorables aux propriétaires d'entreprises.

La sécurité et le bien-être de nos familles et ami·es sont pour nous des valeurs primordiales; elles nous font tenir le coup. Pourtant, il est malheureusement clair que l'Ukraine d'après-guerre ne pourra pas offrir des possibilités d'une vie décente si les salarié·es ne disposent pas des moyens de pression nécessaires pour résoudre leurs problèmes. C'est avec horreur que nous réalisons que nous devons probablement chercher une vie meilleure à l'étranger, ou en travaillant jour et nuit, en rivalisant pour obtenir des salaires de misère auprès de maîtres cupides.

Ce n'est également un secret pour personne que vos élites gèlent les salaires, augmentent les prix, annulent les congés et réduisent les dépenses sociales, justifiant tout cela comme une nécessité pour soutenir l'Ukraine tout en poursuivant un commerce mutuellement bénéfique avec la Russie; votre argent et votre technologie soutiennent leurs

capacités militaires. Cette politique est extrêmement dangereuse pour la solidarité et la confiance entre nos peuples. Nous savons que ce n'est qu'ensemble que nous pourrions défendre la démocratie et la justice sociale contre les invasions des impérialistes, la pression des dictateurs, les appétits des oligarques et la démagogie de l'extrême droite.

C'est pourquoi nous vous appelons à:

1. Arrêter les exportations d'armes vers des pays tiers et donner la priorité à la fourniture d'armes et de munitions nécessaires dès maintenant à la défense de l'Ukraine. Notre guerre ne doit pas devenir un prétexte pour augmenter les profits des vendeurs d'armes!
2. Faire en sorte qu'il soit impossible au régime de Poutine de contourner les sanctions. Cela nécessite, entre autres choses, de mettre un terme aux projets douteux utilisés par les oligarques russes, ukrainiens et autres. Chaque transaction et pièce de rechange fournie permettent à la Russie de continuer la guerre!
3. Annulez la dette injuste et assurez-vous que votre argent ne soit pas dépensé dans des expé-



riences antisociales dans notre pays! Le soutien international devrait contribuer à restaurer et à étendre les soins de santé et l'éducation universels, à reconstruire des logements abordables et des infrastructures publiques, et à garantir des emplois et des conditions de travail décentes.

4. Établir des contacts avec les syndicats ukrainiens et les organisations de la société civile, faire pression pour leur implication dans la prise de décision à tous les niveaux et insister sur l'importance de la négociation collective et de la liberté d'association! Dans un système politique déformé, c'est presque le seul moyen pour les citoyens et citoyennes ordinaires de revendiquer leurs droits.

5. Dénoncez le recours à la solidarité pour couvrir des intérêts particuliers! Confisquez les avoirs russes, fermez les sociétés offshore et taxez les super-riches. Ne présentez pas à votre peuple le faux choix de sacrifier le sort des Ukrainien·nes ou d'éliminer les plus vulnérables du pays!

Chronique des événements courants

27 AVRIL 2024

Ils exigent le limogeage du directeur de l'hôpital

Le personnel soignant de l'hôpital de Starokostyantynov a reçu un rapport sur les finances de l'établissement. Dans les mois passés, des travailleurs de la santé ont été licenciés, les salaires ont commencé à baisser en août-septembre 2023 et de nombreux bons spécialistes ont été virés en raison d'un prétendu manque de fonds. Le 25 avril 2024, une réunion s'est tenue dans l'enceinte de l'hôpital. Là, les soignants ont examiné ce rapport en détail, cependant, Lyudmila Hnatiuk, une responsable de l'administration de l'hôpital, n'a pas pu fournir d'explication aux personnes présentes sur les chiffres contenus dans le document. En conclusion de cette réunion, les soignants réclament un audit indépendant et le licenciement du directeur. En outre, selon certaines sources, le directeur de l'institution est parti en vacances depuis le 24 avril.



Premier rassemblement après le vote sur la mobilisation

Une manifestation exigeant la démobilisation des militaires a eu lieu à Kyiv. Le 27 avril, un rassemblement a eu lieu à Kiev avec la participation de proches de militaires ukrainiens. Les manifestants ont exigé que soient fixés des délais clairs pour la démobilisation des soldats des Forces armées ukrainiennes. Il s'agissait du rassemblement en faveur de la démobilisation. «L'Ukraine est un pays dont

la valeur la plus importante réside dans ses personnes. Car ce n'est qu'en nous unissant que nous surmonterons l'injustice et que nous pourrions obtenir justice pour nos défenseurs!», a déclaré un manifestant. «Militaires – pas esclaves», «Mon père est volontaire, pas un prisonnier», «Le service est un devoir, la démobilisation est un droit!» proclamaient les participants.

À Loutsk, les employées de la maternité affirment que leurs salaires ne sont pas payés

Volodymyr Lotvin, chef du département de santé de Loutsk, a confirmé qu'au 18 avril, la maternité de la ville avait des arriérés de salaire. Au total, le montant était d'environ 1,180 million d'UAH [27 775,85 euros]. Le NSHU [service de santé] avait l'habitude de transférer de l'argent au début du mois, mais en raison de la situation dans le pays, le paiement se rapproche de la fin du mois. Ce sont les principaux fonds que reçoit l'institution. L'adjointe au maire de la ville, Iryna Tchebelyuk, note que la maternité de la ville subit des pertes dues à l'accueil de certaines femmes, comme les sans-papiers. Elle a noté que le centre périnatal, concurrent de la maternité de la ville, n'accepte pas ces femmes. «Si une femme rom est amenée sans papiers, nous ne pouvons pas la traiter et recevoir de l'argent en échange. C'est aussi un problème. En conséquence, l'établissement médical accepte les accouchements et fournit tous les services associés, et le NSHU ne paye rien pour cela. Je crois que dans les conditions dans lesquelles se trouve le pays, elles [les maternités] fonctionnent efficacement. La maternité n'a pas de problèmes majeurs. Oui, nous avons commis une violation dans le paiement des salaires», a noté Tchebelyuk.

28 AVRIL 2024

Menaces contre LGBT en uniforme

À Kyiv, des inconnus ont menacé Serhiy Gnezdilov, militaire de la 56^e brigade d'infanterie motorisée de

Marioupol. Il prépare actuellement une plainte auprès des forces de l'ordre. Serhiy a déclaré avoir été approché par des personnes qui ont provoqué un conflit et exigé des excuses pour ses déclarations sur un autre soldat, Yevhen Karas – militant et officier militaire qui a été l'un des dirigeants de C14, et qui fait désormais partie de la Fondation du futur, organisation d'extrême droite.

29 AVRIL 2024

Un militaire-syndicaliste au forum social

Outre des travailleurs de diverses industries socialement importantes, notre Forum social «Protection des droits du travail dans le contexte de la défense de l'Ukraine» du 28 avril a été rejoint par le militaire et président du comité central du syndicat panukrainien Solidarité populaire, Oleksiy Klyachtorny. Dans son discours, il a exposé sa vision des défis actuels en matière de droits et de libertés des travailleurs en Ukraine. Selon lui, le rétrécissement des droits du travail, la réduction de l'influence des syndicats sur l'employeur et l'accélération des coupes néolibérales sont une tendance qui se poursuit dans le monde depuis les années 1980. Elle ne contribue pas au renforcement de la participation démocratique des travailleurs. En Ukraine, le gouvernement pro-oligarchique applique cette ligne de conduite de la manière la plus éhontée, en se cachant derrière la guerre et en violant même les droits de ceux qui se battent. Tant l'armée que les personnes qui travaillent chaque jour font partie d'un même ensemble et luttent pour la victoire de l'Ukraine dans la lutte contre l'impérialisme russe, ainsi que pour la renaissance juste, sociale et démocratique de notre pays.

ВІЙСЬКОВІ ЛІГБТ, LE SYNDICAT DES LGBTQIA EN UNIFORME



2 MAI 2024

Les infirmières licenciées de l'hôpital militaire de la région de Lviv ont gagné

Le tribunal du district de Zolotchiv, dans la région de Lviv, a donné suite aux poursuites intentées par trois infirmières illégalement licenciées de l'hôpital militaire de la Garde nationale en 2022. Le tribunal a décidé de les réintégrer dans leurs fonctions et de leur verser des salaires pour la période d'absentéisme forcé – un total de 1,1 million d'UAH. Les trois infirmières travaillaient dans un hôpital militaire de la Garde nationale, mais début juillet 2022, elles ont été licenciées «en raison d'une réduction du nombre d'employés et de l'impossibilité de passer à un autre emploi». Les femmes ont considéré leur licenciement comme illégal et ont fait appel au tribunal.

SOTSIALNYI RUKH (MOUVEMENT SOCIAL)

2 MAI 2024

Une école rurale fermée: les parents des élèves s'y opposent

Dans la communauté de Novoyavorivsk, les élus ont voté la fermeture de l'école primaire. Selon la première adjointe au maire de Novoyavorivsk, Halyna Julai, les écoliers seront transférés dans les écoles voisines et le personnel enseignant sera employé dans d'autres établissements d'enseignement de la communauté. Les parents des élèves ont été indignés par une telle décision et ont donc manifesté. Selon la première adjointe au maire de Novoyavorivsk, Halyna Julai, il y a plusieurs raisons de fermer l'école. Parmi elles figurent le manque d'abris et les coûts d'entretien élevés pour le budget local.

3 MAI 2024

Une rue portant le nom de Yana Tchervona est apparue à Kharkiv!

Récemment, 367 noms de lieux associés à la Russie ont été renommés à Kharkiv. L'un d'entre eux est une rue portant le nom de Yana Tchervona. Yana Tchervona était une personnalité publique et militaire ukrainienne, résidente de Kharkiv et bénévole, mitrailleuse au sein du 46^e bataillon séparé des forces spéciales de Donbas-Ukraine des forces armées de l'Ukraine. Elle a été tuée le 2 avril 2019 à la suite d'un bombardement russe sur des positions militaires. Kharkiv a donc désormais une rue en l'honneur de l'héroïne de l'Ukraine, Yana Tchervona. Mais tout n'est pas aussi bien que nous le souhaiterions. Sur les 367 nouvelles rues, seules cinq ont été renommées en l'honneur de femmes! Nous regrettons que les autorités n'aient pas écouté les autres propositions du mouvement des femmes de Kharkiv. Le nombre infime de noms de lieux portant le nom de femmes confirme que la société a fermé les yeux pendant des années sur les réalisations des femmes.

Les femmes ukrainiennes contribuent à la défense et au développement de l'Ukraine depuis des siècles. Elles travaillent, créent, se battent, se développent et font du bénévolat. Ne méritent-elles pas d'être reconnues et immortalisées dans l'espace d'une ville ukrainienne?

Nous poursuivons notre lutte et insistons sur l'augmentation du nombre de noms de lieux en l'honneur des femmes!

SPHÈRE, ASSOCIATION DE FEMMES

Contestation à l'Académie nationale des forces terrestres

Oleksandr Popovitch, militaire de 21 ans, a été expulsé de l'Académie nationale des forces terrestres. Selon lui, cela s'est produit en raison de ses activités – il s'est plaint de la violation des droits des cadets, notamment en raison des conditions de permissions accordées et du



harcèlement. Le militaire affirme qu'au cours de sa formation, lui et d'autres cadets «ont été confrontés à un petit problème» lié à la procédure d'octroi de permissions. Selon lui, ces «privileges n'étaient accordés qu'aux cadets mariés.» Les militaires ont fait pression sur les cadets, il y a des cas d'humiliation de cadets, d'usage de grossièretés, «les filles ont été humiliées à plusieurs reprises en raison de leur genre!», explique Oleksandr.

Popovitch dit que parmi d'autres cadets, certains l'ont soutenu sur la question des permissions. Finalement, les cadets ont pris la décision collective de faire appel à la commission d'enquête temporaire de la Verkhovna Rada sur les violations des droits des militaires. Et lorsque la direction a eu connaissance de l'appel, le directeur du cours a ouvert une enquête officielle contre Popovitch pour désertion, a-t-il déclaré. Il s'agit de l'article 402 du Code criminel – désobéissance, qui prévoit jusqu'à dix ans de prison. Cependant, le Bureau d'enquête de l'État a établi qu'il n'y avait pas eu de désobéissance. Plus tard, le conseil de l'académie a décidé d'expulser Popovitch. Il a été envoyé au front

5 MAI 2024

Impitoyable capital

Les créanciers de l'Ukraine veulent reprendre le paiement de la dette pour la première fois depuis 2022. Les détenteurs d'obligations étrangères souhaitent que l'Ukraine reprenne le remboursement de sa dette après la suspension du processus en 2022 en raison du début d'une invasion à grande échelle. Un groupe de détenteurs d'obligations étrangers, dont BlackRock et Pimco, envisage de faire pression sur l'Ukraine pour qu'elle recommence à payer les intérêts de sa dette l'année prochaine. Le groupe, qui détient environ un cinquième des 20 milliards de dollars d'euro-obligations ukrainiennes, a récemment formé un comité et engagé des avocats et des banquiers pour négocier. Certains détenteurs d'obligations ont également proposé d'utiliser les avoirs russes

gelés en Europe et en Amérique du Nord pour rembourser une partie de la dette.

Zolotonocha: mobilisation écologique

À Zolotonocha, les habitants se sont opposés à la construction d'une usine de transformation de maïs pour le bioéthanol. La communauté exige l'arrêt des travaux car elle les considère comme illégaux. Selon Olena Adamets, une habitante locale: «Nous avons demandé à tous les habitants de notre quartier s'ils étaient d'accord ou non avec la construction d'une telle centrale sur le territoire de la ville. Nous avons collecté des signatures, et les gens dans presque toutes les maisons étaient contre. Nous avons organisé des réunions dans la rue avec la population. Nous sommes également venus au conseil municipal et avons assisté aux audiences, mais jusqu'à présent, nous n'avons pas vu les résultats.»

6 MAI 2024

Médecins et patients opposés à la liquidation du Centre régional médical de Zaporijjia

«Honte!» et «Allez-vous-aen!» – c'est avec ces cris que les médecins et les patients du Centre régional médical de Zaporijjia (ZROP) se sont réunis et ont accueilli la commission de liquidation de l'institution médicale en raison de sa fusion avec l'hôpital régional. Le ZROPC est une institution médicale communale qui coopère avec le Service national de santé, et de nombreux services sont fournis gratuitement aux patients. Ce n'est pas une institution déficitaire, et des médecins hautement spécialisés possédant une expérience unique dans le traitement des maladies oncologiques travaillent ici. La décision de fusionner les établissements a été prise le 6 mai. Il n'y a eu aucune réunion préalable avec la direction. Les salariés ont été informés le lendemain. L'ensemble du personnel indigné a écrit un appel collectif au président ukrainien



Volodymyr Zelensky, à la Verkhovna Rada, au chef du ministère de la santé Viktor Lyachko et à l'association des oncologues.

7 MAI 2024

Tcherkassy: « À bas le curé de Moscou »

À Tcherkassy, le 7 mai, les habitants sont venus à l'audience concernant le chef du diocèse de Tcherkassy de l'UOC, le métropolite Théodose. Le métropolite Théodose est soupçonné d'« incitation à l'inimitié inter-confessionnelle ». Le procès dure depuis plus d'un an. Les habitants ont apporté des affiches avec les inscriptions « Prêtre de Moscou part! », « Théodose derrière les barreaux », etc. Alors que l'accusé quittait le Palais de justice, une bagarre a éclaté entre les partisans du métropolite de l'UOC et les habitants de la ville. Une résidente de Tcherkassy Sofia est venue devant le palais de Justice pour se joindre à l'action: « Je n'ai rien à voir avec le Patriarcat de Moscou. Je suis contre cette structure et son existence. Et je ne vois pas l'intérêt qu'ils opèrent toujours sur le territoire de l'Ukraine. » Denys Hayda, originaire de Tcherkassy, s'est dit indigné que le métropolite accusé ait été autorisé à diriger le service de Pâques.

8 MAI 2024

Les habitants d'un village de la région de Vinnytsia contre la construction d'une carrière

À Vinnytsia, les habitants du district de Boutchansk Starostyn ont voté lors d'audiences publiques le 7 mai pour arrêter le développement du gisement de Boutchansk. Depuis le mois de mars, ils sont inquiet de la vente par l'État d'un permis d'exploitation du sous-sol du gisement à la société Si-Evolution SARL. Les gens s'inquiètent des conséquences possibles des opérations minières à proximité des zones peuplées. Plus de deux cents personnes présentes à la réunion dans le village de

Dorochivka. « Aujourd'hui, la communauté s'est montrée très active. On était plus nombreux que prévu. Au total, 222 personnes se sont inscrites. Il s'agit des habitants des villages de Bucha, Dorochivka et Sloboda-Buchanska », explique une habitante.

11 MAI 2024

« Pourquoi nos impôts sont-ils dépensés pour les parterres de fleurs ? »

Le 11 mai, vers 10 heures, un groupe de personnes munies d'affiches s'est rassemblé sous le bâtiment de la mairie. Depuis août 2023, des rassemblements ont lieu tous les samedis à Odessa, où la population appelle les autorités locales à affecter des fonds à l'aide à l'armée et non à l'embellissement de la ville. L'organisatrice de l'action, Iryna Kostenko, a déclaré que le rassemblement a lieu tous les samedis et que l'information sur sa tenue est diffusée via les réseaux sociaux afin que le plus de personnes possible viennent.

12 MAI 2024

Les employés de Glovo exemptés de mobilisation

Il semble que quelqu'un au ministère de l'économie de l'Ukraine ait pété les plombs et ait décidé d'exempter les employés de Glovo [société de livraison] de la mobilisation pour une raison quelconque. En d'autres termes, une entreprise privée qui ne contribue absolument pas à la défense nationale du pays mérite d'être exemptée de mobilisation par ses stupides dirigeants...

Et ce, alors que de nombreuses entreprises d'armement ne parviennent pas à obtenir une exemption équitable de la mobilisation pour leurs employés!

CHAÎNE TELEGRAM DES COURSIERS EN LUTTE DE GLOVO



20 MAI 2024

Les Russes abattent un Ukrainien en fauteuil roulant dans la région de Kharkiv

Un procureur ukrainien a ouvert une enquête pénale sur le meurtre par les envahisseurs russes d'un civil handicapé dont le corps peut être vu affalé dans un fauteuil roulant. Les Russes semblent déterminés non seulement à raser la ville de Vovtchansk, dans l'oblast de Kharkiv, mais également à tuer les civils incapables de fuir. En plus de ces assassinats, la Russie bombarde également des cibles manifestement civiles, les derniers bombardements de ce type contre quatre villages de la région de Kharkiv le 19 mai ont coûté la vie à 11 civils, ainsi qu'à la vie du bébé. Le journaliste Andriy Tsaplienکو a publié des images d'un drone au-dessus de Vovtchansk montrant le corps d'un homme en fauteuil roulant près de l'hôpital. L'enquête doit être menée par le SBU régional de Kharkiv, l'une des hypothèses qui est à l'étude étant que l'homme assassiné tentait de fuir l'hôpital lorsqu'il a été abattu, les Russes ont laissé ensuite son corps affalé dans le fauteuil roulant sur la route.



GRUPE DE PROTECTION DES DROITS HUMAINS
DE KHARKIV

Lettre d'information syndicale du RESU

Avril-Mai 2024 NUMÉRO 9 Politique du RESU en matière de médias publics

Dans ce numéro

Bienvenue dans le numéro d'avril-mai 2024 de la lettre d'information syndicale du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU). Nous y présentons l'appel important lancé par les militants syndicaux ukrainiens lors de la réunion du 1er mai à Kyiv et Rix. Ils demandent que les pays qui choisissent soutenir l'Ukraine cessent d'exporter des armes vers des pays tiers et donnent la priorité à la fourniture d'armes et de munitions nécessaires à la défense de l'Ukraine.

Nous présentons également l'importante campagne menée en Belgique contre l'importation de gaz naturel liquéfié russe par le port de Zeebrugge.

NOTE : Nous nous excusons pour le retard dans la parution de ce numéro de notre lettre d'information, dû à des problèmes de santé de certains rédacteurs. Ce numéro sera suivi d'un numéro de mai-juin (numéro 10).



Mylo, 1er mai : Extraît du communiqué de presse de la division de la construction du FPU :

- « Aujourd'hui, le peuple des travailleurs et des professionnels est rejoint par les rangs des forces armées ukrainiennes et défendent notre pays contre l'agression, contre l'agression russe, et aujourd'hui les travailleurs maintiennent le front du travail et soutiennent l'économie de notre pays.
- « En ce jour, le symbole de la construction d'Ukraine s'élève : LES TRAVAILLEURS ONT DROIT À UN TRAVAIL DIGNES, À UN SALAIRE DIGNES ET À DES CONDITIONS DE TRAVAIL SÛRES ! « ENSEMBLE FAIT LA FORCE ! »

Contenu

Editorial	2-3
Reportage : L'appel des syndicalistes ukrainiens	4-8
Campagnes : Soutiendons le FPU et le Conseil d'administration du FPU	9-12
Lettes des travailleurs en Ukraine	13-20
Lettes des communautés en Ukraine	21-23
Lettes d'associations en Ukraine	24-26
Lettes des femmes en Ukraine	27
Autres nouvelles et analyses sur l'Ukraine	28-37
Solidarité avec les travailleurs et les syndicalistes d'Ukraine	38-50
Lettes des travailleurs en Belgique	51

**RETOUR
VERS LE FUTUR**

Tatars de Crimée

SOPHIE BOUCHET-PETERSEN¹

«Poutine poursuit ce que Staline n'a pas terminé», Refat Tchoubarov, président du Majlis, assemblée des Tatars de Crimée.

En ce mois de mai 2024, nous commémorons le 80^e anniversaire de la déportation par Staline des Tatars de Crimée, ce crime de masse auquel fait écho, depuis dix ans, l'occupation brutale de la péninsule annexée par le régime impérialiste poutinien.



1944: la déportation de tout un peuple

Dans la nuit du 18 mai 1944, dans les villes et les campagnes de Crimée, plus de 32 000 membres du NKVD (ancêtre du KGB, donc de l'actuel FSB) font violemment irruption dans les domiciles des Tatars de Crimée: ils leur laissent trente minutes pour rassembler quelques effets et les entassent dans des wagons de marchandises qui les conduiront à des milliers de kilomètres en Asie centrale, principalement en Ouzbekistan. En deux jours, toute la population tatare (200 000 personnes) est déportée dans des conditions atroces: 10 000 personnes périssent durant les semaines de cet interminable voyage, décimées par la faim, la soif, le froid, les épidémies. Un survivant a raconté que, chaque matin, les gardiens des convois posaient la même question: «Y a-t-il des cadavres dans le wagon?»

1. Sophie Bouchet-Petersen est secrétaire générale de Ukraine CombArt.

Entre 1944 et 1947, environ 45 % des rescapés de ces voyages de la mort périssent à leur tour. Rien n'a été prévu pour accueillir les victimes de cet exode forcé, logées dans des camps précaires et insalubres, soumises à une surveillance stricte et à une obligation de pointage hebdomadaire, mal vues par les populations locales et en butte à un racisme qu'attisent les autorités.

En 2019, l'Ukraine qualifie ce nettoyage ethnique meurtrier de «génocide».

Le prétexte? La collaboration avec les nazis

Staline accuse les Tatars d'avoir collaboré avec les nazis et «trahi l'Union soviétique». En réalité, il y eut parmi eux (comme chez tous les peuples ayant souffert de la botte soviétique) des collabos qui espéraient, à tort, que l'Allemagne les traiterait mieux que la Russie stalinienne et des soldats de l'Armée rouge, qui ne furent pas moins héroïques que les autres mais que leurs faits d'armes dans la «grande guerre patriotique» ne protégèrent pas de cette effroyable punition collective.

En 1945, la République autonome de Crimée est abolie. Les autorités russes s'emploient à *effacer toute trace de l'héritage tatare* dans la péninsule d'où ils ont été chassés: les noms des villes, des rivières, des montagnes sont changés; de nombreux édifices religieux et monuments sont détruits; ordre est donné de réécrire l'histoire pour faire de la Crimée une terre qui aurait toujours été russe (Poutine n'a rien inventé...).

Une mémoire transmise de génération en génération

Des décennies durant, dans les familles, la mémoire du *Süğürlink* (l'exil) est transmise, partie intégrante



Des Tatares de Crimée photographiées après leur déportation en Ouzbékistan soviétique, en 1953 (Wikimedia/Elvedin Chubarov).

d'une identité tatar qu'aucune répression ne pourra éradiquer. Des décennies durant, le nationalisme tatar (non violent) se bat pour le *droit au retour*.

Longtemps, ce fut en vain. Puis, avec la déstalinisation, l'étau commença à se desserrer. Krouchtchev rattache la Crimée à l'Ukraine. En 1956, quelques droits culturels sont reconnus aux Tatares. En 1967, un décret annule l'accusation de collaboration avec les nazis. Il faudra l'effondrement de l'URSS, à la fin des années 1980, pour qu'enfin les Tatares puissent retourner chez eux: 100 000 en 1990, autant en 1991, 250 000 au total.

Jamais ils n'ont renoncé à se battre pour leurs droits. En 1962 est créée l'Union de la jeunesse criméo-tatare qui donne un nouvel élan à la résistance: Moustafa Djemilev s'y engage très jeune. Il sera l'âme de nombreuses mobilisations et incarcéré à plusieurs reprises. Il fera en prison une grève de la

faim de 303 jours et tissera des liens étroits avec les dissidents russes des années 1960-1970 (dont le général Grigorenko, d'origine ukrainienne, qui soutiendra activement la lutte des Tatares et sera envoyé pour de longues années dans ces «hôpitaux psychiatriques spéciaux» où le régime enfermait ses opposants les plus inflexibles). Leader du mouvement national tatar, fervent défenseur de l'indépendance et de la démocratie ukrainiennes, il est aujourd'hui, à 80 ans, député à la Rada (le Parlement ukrainien).

Catherine II, Staline, Poutine: l'épreuve au long cours du colonialisme russe

Les Tatares de Crimée sont les lointains descendants des cavaliers de Gengis Khan, installés dans la péninsule au 13^e siècle. Au commencement, donc,



fut la Horde d'Or (confédération de tribus guerrières turques et mongoles) puis, après sa dissolution, la fondation en 1441 d'un royaume tatar indépendant, le Khanat, de religion sunnite et de langue turcique, qui durera trois siècles.

En 1783, violant un traité signé neuf ans plus tôt, Catherine II annexe la Crimée à son empire et y encourage la colonisation par d'autres peuples (Russes en tête) qui y deviennent progressivement majoritaires. La péninsule devient «la perle de la couronne du tsar» et Sebastopol le siège de la flotte russe en mer Noire. *Colonisation, russification, infériorisation*: le triptyque est en place pour longtemps...

Avec la révolution bolchevique, après la proclamation d'un éphémère État tatar à Simferopol et les affrontements sanglants de la guerre civile, une République socialiste soviétique de Crimée est instituée: elle reconnaît les Tatars comme principal peuple de Crimée, la langue tatar devient langue d'État au même titre que le russe, mais cette brève période d'«indigénisation» ne survit pas à la mort de Lénine et à la prise du pouvoir par Staline.

1934 marque la fin de la «tatarisation». En 1936, la Constitution de la République criméenne est révisée pour placer la péninsule sous l'autorité stricte de Moscou. À partir de là, les Tatars subiront, comme tous les Russes et les peuples placés sous leur contrôle, les purges et les répressions staliniennes assorties, dans leur cas, de discriminations spécifiques qui culminent avec la déportation de 1944.

Avec l'annexion de la Crimée en 2014, juste après la révolution de la dignité de Maïdan et au terme d'un référendum-bidon que la communauté internationale ne reconnaît pas, Poutine met ses pas dans les traces de ses prédécesseurs. Une répression féroce s'abat sur tous les patriotes ukrainiens qui résistent au vol de la Crimée et frappe tout particulièrement les

Tatars: russification forcée, disparitions, arrestations, tortures, viols, débarquement massif de colons russes. Le Majlis (Assemblée des Tatars) est déclaré «organisation terroriste» et interdit. En 2021, un rapport du Conseil de l'Europe dénonce les crimes commis en Crimée, que documente rigoureusement SOS Crimée. Une nouvelle fois, beaucoup de Tatars sont contraints de fuir, vers la Turquie ou vers l'Ukraine non occupée, notamment pour échapper à la mobilisation forcée dans l'armée russe.

« Tout a commencé par la Crimée, tout finira par la Crimée »
(Volodymyr Zelensky)

L'Ukraine résistante est déterminée à bouter l'envahisseur hors de Crimée. Chaque nuit ou presque, des missiles et des drones, aériens et navals, visent les sites militaires russes de la péninsule annexée: stations radar, centres de télécommunications, aérodromes, avions de combat, port de Sebastopol... Après avoir détruit de nombreux navires et forcé la flotte russe de la mer Noire à se replier dans l'Est, les forces ukrainiennes mettent la pression sur la Crimée: parce qu'elles ont plus que jamais l'objectif de la libérer et parce qu'il s'agit d'une base logistique importante pour l'armée russe.

Dans l'Ukraine indépendante, les Tatars ont enfin trouvé leur place et retrouvé leurs droits. Ils ont reconstitué leur assemblée, le Majlis. En 1991, ils ont fortement pesé dans le vote à 54 % de la Crimée en faveur de l'adhésion à l'Ukraine. Après l'invasion russe de 2014, ils ont massivement boycotté le référendum-bidon organisé par Poutine pour justifier l'annexion. Un engagement sans faille qui en fait les cibles privilégiées de la répression russe.



Paradoxalement, l'annexion de la Crimée a ancré dans l'opinion ukrainienne la conviction qu'elle constitue une part inaliénable de la nation ukrainienne et que l'histoire de la péninsule (grande comme la Bretagne) est partie intégrante de son histoire commune.

Les Tatars dans l'Ukraine d'aujourd'hui: une visibilité inédite et une réelle égalité des droits

La Maison de la Crimée, fondée à Kyiv en 2015, promeut la culture criméenne et précise dès l'entrée: «Il n'y a pas de paysage culturel de Crimée ukrainienne sans les Tatars criméens.» Le musée national Mystetskyi Arsenal organise des expositions qui réintègrent la Crimée et les Tatars dans l'imaginaire du public. Des films sont tournés comme *En terre de Crimée*, sorti en 2019, où Nariman Aliev, cinéaste d'origine tatare, raconte l'histoire d'un père qui se bat pour aller enterrer en Crimée son fils mort au front sous l'uniforme ukrainien. Dans l'armée ukrainienne, nombre de soldats arborent sur l'épaule droite de leur treillis un chevron avec le drapeau tatar, «pour que les gens voient, dit l'un d'eux, que les Tatars se battent pour l'Ukraine».

Le gouvernement ukrainien s'enrichit de personnalités tatars car l'Ukraine n'est pas une nation ethnique mais une nation civique, accueillante à tous les siens. En juin 2020, Emine Dzheppar devient le n° 2 du ministère des affaires étrangères. En 2021, la Plateforme Crimée, lancée à l'initiative de Volodymyr Zelensky, tient son premier forum international. En 2022, le président ukrainien mandate Tamila Tasheva comme représentante personnelle pour la Crimée et sa reconstruction après la libération.

En septembre 2023, Roustem Oumierov, ancien conseiller de Moustafa Djemilev, le leader historique des Tatars, et ancien chef du Fonds des Biens d'État, quadragénaire polyglotte réputé incorruptible et habile négociateur, est nommé ministre de la défense. C'est le plus haut poste jamais occupé dans l'appareil d'État par un Tatar. Sa mission: éradiquer la corruption dans un Ministère touché par de nombreux scandales. Ulcérés, les médias poutiniens le représentent sous les traits d'une caricature antisémite, l'accusent (parce qu'il est musulman) d'être membre de la secte de Fethullah Gülen, le traitent d'espion américain. Le message de sa nomination est triple: dans l'Ukraine démocratique en lutte pour sa souveraineté, les Tatars ont toute leur place; le combat contre la corruption est renforcé; Kyiv n'échangera pas la Crimée contre un traité de paix.

«L'an prochain à Bakhtchissaraï!» (citée historique des Tatars), ce message des années d'exil, est plus actuel que jamais.

1944, la chanson de Jamala qui remporta pour l'Ukraine la victoire à l'Eurovision 2016

C'est une très belle chanson sur la déportation des Tatars que Jamala a écrite, en tatar criméen et en anglais, en se fondant sur les récits de son arrière-grand-mère. Le texte débute ainsi: «Quand les étrangers arrivent, ils viennent dans vos maisons. Ils vous tuent tous et disent: nous ne sommes pas coupables.»

En 2016, deux après l'annexion de la Crimée, elle a remporté avec ce morceau le concours de l'Eurovision.



Furieux, les médias russes avaient dénoncé dans cette victoire une décision politique n'ayant rien à voir avec l'art. Jamala est pourtant une grande artiste, chanteuse, autrice-compositrice, comédienne. Après une formation classique (elle a notamment étudié le chant d'opéra), elle s'est tournée vers le jazz et la soul. Ardent soutien de la résistance ukrainienne, elle donne des concerts dans le monde entier et l'Ukraine a édité un timbre à son effigie. En novembre 2023, elle a chanté pour l'inauguration de l'Institut ukrainien de Paris, en présence d'Olena Zelenska.

Le régime du Kremlin l'a placée sur sa liste noire des opposants recherchés et condamnée par contumace. Alors à Sydney (Australie) pour un concert caritatif au bénéfice de l'Ukraine, elle s'est bornée à mettre dans sa story Instagram un émoji «facepalm» exprimant sa consternation.

Vous pouvez retrouver ses titres sur Spotify, Youtube et autres réseaux sociaux.



**BOÎTE
ALERTE**

HELP UKRAINE!

Hold the door!

#NEIVANMADE



UMONS
Téléphone 06 83 33 33 33

SEPSOMS

Accueilli à la
Maison
Folie

Une exposition internationale à Mons

Le 24 février 2022, l'Ukraine s'est réveillée sous les bombes. Ce même jour, l'association des graphistes de Kharkiv «The 4th Block» a lancé le projet «Stand with Ukraine!» : des designers du monde entier ont jusqu'à présent réalisé plus de deux mille œuvres en soutien au peuple ukrainien. Plus d'une centaine d'entre elles ont été exposées à la Maison Folie, rue des Arbalestriers, 8, à Mons, du 7 au 20 mai 2024.

Aux quatre coins du monde, des designers réagissent en temps réel aux événements qui ravagent l'Ukraine et envoient leurs œuvres à «The 4th Block». La collection est actuellement riche de 2000 affiches provenant de plus de 50 pays. Une cinquantaine d'expositions ont déjà été organisées en Europe et aux États-Unis, et c'est au tour de Mons d'accueillir une partie de cette collection.

La commissaire de l'exposition est Lia Bessonova, graphiste, artiste et illustratrice. Diplômée de l'Académie d'État de design et des arts de Kharkiv, elle a fondé le studio de design DE.PO-Odesa. L'Union des designers d'Ukraine lui a décerné deux médailles en 2012 et en 2017 pour sa contribution significative au développement du design ukrainien. Depuis 2022, elle est réfugiée de guerre.

L'association ukrainienne des designers graphiques «The 4th Block»

L'association The 4th Block a été fondée en 1991 à Kharkiv, Ukraine, par Oleg Veklenko, professeur à l'Académie d'État de design et des arts de Kharkiv. Dans les années qui ont suivi la catastrophe

de Tchernobyl en 1986, Oleg Veklenko a travaillé sur le site de la centrale de Tchernobyl en tant que liquidateur. Cette expérience l'a conduit à organiser une programmation d'œuvres graphiques baptisée «The 4th Block», du nom du réacteur n° 4 qui avait explosé.

Ce projet est rapidement devenu la célèbre triennale internationale de graphisme et d'affiches de Kharkiv, consacrée aux interactions entre l'être humain et la nature.

<http://the4thblock.org/>

<https://www.facebook.com/the4thblock>

https://instagram.com/the_4th_block_official





**2ND
PRIZE**

**RE
IMA
GINE
MARI
UPOL**

**Lex
Drewinski
Poland**

MARIUPOL





Agnieszka Skroboze, *Installation à Mons*, 7 mai 2024.

4th Bock, 19 mai 2023.



#NEIDANNODE



AFTER "PAVLIVKA VILLAGE" BY ALEXANDY SIMONOV

JUST STOP OIL!

SO RUZZIA HAS
NO ROCKET FUEL



#STOPECOCIDEUKRAINE #STOPRUSSIANOIL

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et du Bélarus glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous le pouvoir des *samizdats* et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne.

Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne), M. Éditeur (Montréal) et Massari Editore



(Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris) et *Utopia Rossa* (Rome), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue *Alternatives Sud*, ainsi que le blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes : «Crosse en l'air».